



WORLD
POLICY
CONFERENCE
7^e édition, 8-10 décembre 2014 - Séoul



WORLD POLICY CONFERENCE

SEPTIÈME ÉDITION, 8-10 DÉCEMBRE 2014, SÉOUL



WORLD
POLICY
CONFERENCE

Préface



La *World Policy Conference*, an VIII.

Avec le recul, il apparaît de plus en plus vraisemblable que les historiens retiendront 2008 comme le début du XXI^e siècle, après deux décennies d’illusions, de confusion et d’erreurs consécutives à la chute de l’Union soviétique et du “système bipolaire”. 2008 signe en effet un tournant dans l’histoire économique, avec le retour du spectre de la grande dépression. La même année, la crise géorgienne est venue rappeler que l’écroulement d’un empire marque inmanquablement le début d’une série de crises dont la plus dramatique se déroule actuellement dans les provinces séparatistes de l’Ukraine. Le très mal nommé “printemps arabe” de 2010 – 2011 a porté un coup décisif à ceux des idéologues

occidentaux qui, à l’instar des néoconservateurs américains, croyaient encore qu’il suffisait d’abattre les régimes autoritaires ou les dictatures pour que prospère la démocratie. A la fin du printemps 2014, l’émergence soudaine d’un “Etat islamiste” autoproclamé a pris de court les dirigeants de la planète. Le terrorisme associé à l’islamisme politique étend dramatiquement ses méfaits. Tous les Etats en constituent des cibles potentielles. La contradiction flagrante du droit international, entre le principe d’autodétermination ou le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes et celui d’intangibilité des frontières, apparaît partout au grand jour. Le droit international lui-même reste ce qu’il a toujours été jusqu’ici pour les Etats les plus puissants : un facteur parmi d’autres de leur politique extérieure. Les difficultés auxquelles se heurte la croissance économique de certains pays émergents comme le Brésil ou l’Inde rappellent aussi la pesanteur des facteurs structurels dans l’évolution des peuples ou des nations et donc l’enchevêtrement des temps propres attachés à chaque catégorie de phénomènes. Rares sont les ruptures véritablement radicales dans les affaires humaines. L’époque de la croyance possible en l’avènement prochain d’une mondialisation conforme au rêve néo-hégélien de la fin de l’Histoire est révolue.

Tel est le contexte historique préoccupant dans lequel se situe la *World Policy Conference* (WPC), dont la première édition s’est tenue à Evian du 6 au 8 octobre 2008 au lendemain de la faillite de Lehmann Brothers et au coeur de la crise géorgienne. La septième, dont rend compte le présent ouvrage, a eu lieu entre le 8 et le 10 décembre 2014 à Séoul. En lançant cette initiative, j’avais la conviction que nulle question n’était plus importante pour l’avenir de la planète que sa gouvernance. Or, plus on l’examine, plus cette question de la gouvernance mondiale paraît complexe. D’un côté en effet, l’infinie variété des formes de communication permises par la technologie crée l’illusion d’un village mondial homogène. De l’autre, il y a le poids de l’histoire et de l’inconscient collectif. L’essence de la communication humaine ne se réduit pas à des échanges instantanés de signaux binaires. La philosophie du langage révèle l’extrême subtilité des échanges verbaux entre les personnes physiques. Que dire des rapports entre les peuples et les nations ! Dans tous les cas, l’incompréhension est la règle, la compréhension une miraculeuse exception, dont la survie suppose un respect mutuel et, de chaque côté, une volonté durable d’approfondissement. D’où par exemple en Europe les interrogations récurrentes sur la nature de la relation franco-allemande à tous les niveaux des deux sociétés. Comment peut-on imaginer l’avènement et la stabilité d’un monde réellement ouvert, quand on voit à quel point

la communication et la compréhension en profondeur est difficile, même entre deux pays aussi résolument engagés dans la voie de la réconciliation ? Le malentendu de la mondialisation naïve tient à la sous-estimation de cette vérité fondamentale et *a fortiori* à celle de ses conséquences.

Dans le même ordre d’idées, il y a en particulier la méconnaissance des “grandes stratégies”, implicites mais cependant bien réelles, de certaines unités politiques. Ces “grandes stratégies”, par nature de très long terme, diffèrent des stratégies bien formulées dont parle la théorie de l’action, en ce sens qu’elles restent souvent cachées – paradoxalement aux yeux même de leurs protagonistes – derrière une structure idéologique fondatrice d’une sorte de foi ou de croyance. Leur existence incomplètement révélée engendre arrières-pensées, suspensions, angoisses, fantasmes de complots. Dans les relations internationales comme dans les autres domaines de la vie, la transparence est largement un mythe. Les facilités techniques d’une communication en trompe l’œil nourrissent moins la raison que les émotions et les passions, et favorisent donc moins la stabilité que l’instabilité du système international. En se fixant pour vocation de participer à l’amélioration de la gouvernance mondiale, la WPC s’intéresse à une question limitée et pourtant déjà très ambitieuse : comment maintenir et approfondir dans la durée un système international raisonnablement ouvert ? Dans cet esprit, nous réunissons chaque année un nombre limité d’importantes personnalités des cinq continents, représentatives des milieux familiaux à l’univers des *think tanks* : politiques, économiques, académiques, médias. Ces personnalités trouvent intérêt à se connaître et à travailler ensemble loin des utopies comme la fin de l’Histoire ou à l’opposé la révolution islamiste. Elles misent davantage sur la raison que sur les émotions ou les passions, pour promouvoir une coexistence pacifique, donc ouverte et tolérante, entre cultures et civilisations. Pour nous, loin d’être une fatalité, le choc des civilisations ne peut résulter que d’une interpénétration mal gérée entre les peuples, souvent au départ avec de bonnes intentions. Cela renvoie à la nécessité de sérier les phénomènes et de comprendre les échelles de temps propres à chacun d’eux. Une gouvernance réussie suppose de démêler tous ces fils. C’est dire l’immensité de la tâche de ceux qui se préoccupent constructivement de cette question, laquelle va très au-delà d’un “jeu de construction institutionnel”.

L’entreprise de la WPC se place sous le signe de l’espérance, sans quoi elle serait dépourvue de sens. J’ajouterai que, tout en se situant par nature sur le plan mondial, elle assume pleinement son âme européenne. Qu’en terme de “flux” la part de l’Europe continuera de diminuer au XXI^e siècle est une évidence. Mais en terme de “stock”, c’est-à-dire de patrimoine matériel ou culturel, quelle que soit sa délimitation géographique précise, l’Europe conservera une place prééminente. Et si le concept de “grande stratégie” peut avoir un sens en ce qui la concerne, ce ne peut être qu’autour de l’idée d’intégration. Près de soixante ans après les Traités de Rome, les difficultés actuelles de l’Union européenne (en particulier au sein de la zone euro) illustrent, même réduite à l’échelle d’une région, l’ampleur du défi d’une mondialisation réussie. Les principaux enjeux sont une gestion réellement partagée de l’interdépendance économique et une organisation équilibrée de la sécurité collective telle que la guerre ne puisse plus être le mode de règlement des grands conflits d’intérêt. Pour réussir, il ne suffit pas, hélas, d’invoquer les vertus prêtées aux conceptions formelles de l’économie de marché et de la démocratie.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur
15 Mars 2015

SOMMAIRE

PREFACE	page 3
PROGRAMME	page 4
OUVERTURE	page 6
SESSIONS PLÉNIÈRES	page 10
ATELIERS PARALLÈLES	page 48
DÉJEUNERS & DÎNERS DÉBATS	page 64
DÎNER DE GALA & NETWORKING	page 74
INVITÉS	page 83
DISCOURS D’OUVERTURE	page 92
PRESSE & WPC TV	page 97
PARTENAIRES & ORGANISATION	page 102



Lundi 8 décembre

09:15 – 10:00 OUVERTURE

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC
Park Geun-Hye, présidente de la République de Corée

10:00 – 11:30 SESSION PLÉNIÈRE 1 :
 « Organisation de la sécurité en Asie de l'Est et en Europe »

Modérateur :

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Intervenants :

Richard Haass, président du Council on Foreign Relations

Han Sung-Joo, ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Jean-David Levitte, Distinguished Fellow, Brookings Institution

Igor V. Morgulov, vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Shotaro Oshima, président, Institute for international Economic Studies (IIES) et professeur, Graduate School of Public Policy, University of Tokyo

11:30 – 13:00 SESSION PLÉNIÈRE 2 :
 « Perspectives sur la péninsule coréenne et l'Asie du Nord-Est »

Modérateur :

Choi Young-Jin, Professeur à l'Université Yonsei, ancien ambassadeur aux États-Unis, ancien chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire

Intervenants :

Thomas Bagger, directeur de la planification politique à l'office fédéral allemand des Affaires étrangères

Ju Chul-Ki, conseiller présidentiel aux Affaires étrangères et à la Sécurité, République de Corée

Thierry Mariani, député des Français de l'étranger (Asie, Russie, Océanie)

Marcus Noland, vice-président exécutif et directeur d'études, Peterson Institute for International Economics

Anatoly Torkunov, recteur de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (université MGIMO)

13:15 – 14:45 DÉJEUNER DÉBAT
 avec **Lee Hong-Koo**, ancien Premier ministre de la République de Corée

15:00 – 16:30 SESSION PLÉNIÈRE 3 :
 « Inégalités et mondialisation »

Modérateur :

Susan Liautaud, visiting scholar au Stanford Center of Philanthropy and Civil Society ; fondateur de Susan Liautaud & Associates Limited (SLA)

Intervenants :

Mari Kiviniemi, secrétaire générale adjointe de l'OCDE ; ancien Premier ministre de Finlande

Richard Cooper, professeur d'économie à l'université d'Harvard

Jean Pisani-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective, France

Rhee Changyong, directeur, département Asie et Pacifique, FMI

Il Sakong, président de l'Institute for Global Economics ; ancien ministre des Finances de la République de Corée

16:30 – 17:15 SESSION PLÉNIÈRE 4 :
 avec **S.A.R. le Prince Turki Al Faisal**, président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

17:15 – 17:45 PAUSE CAFÉ

17:45 – 19:15 SESSION PLÉNIÈRE 5 :
 « L'Afrique dans le contexte mondial »

Modérateur :

Marie-Roger Biloa, Présidente, The Africa International Media Group

Intervenants :

Youssef Amrani, Chargé de mission, Cabinet Royal, Maroc

Lynda Chalker, fondatrice et présidente de Africa Matters Ltd ; ancienne ministre britannique pour Développement international et pour l'Afrique

Nathalie Delapalme, directeur exécutif, Recherche et Politique, Fondation Mo Ibrahim

Elisabeth Guigou, présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Wu Jianmin, vice-président exécutif du China Institute for Innovation and Development Strategy

20:00 DÎNER DÉBAT
 avec **Yun Byung-Se**, ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Mardi 9 décembre

08:30 – 11:30 ATELIERS PARALLÈLES
 État de l'économie et de la finance mondiales

Président :

Jean-Claude Trichet, ancien président de la BCE

Intervenants :

Marek Belka, président de la Banque nationale de Pologne

Daniel Dăianu, membre de l'Académie roumaine ; ancien ministre des Finances de Roumanie

Bozidar Djelic, associé, Lazard ; ancien vice Premier ministre de Serbie

Jeffry Frieden, professeur à l'université d'Harvard

Jun Gwang-Woo, ancien président de la Commission des services financiers de Corée du Sud (FSC)

Yutaka Aso, Président de Aso Group

Energie, changement climatique et environnement

Président :

Richard Cooper, professeur d'économie à l'université d'Harvard

Intervenants :

Christian Bréchet, directeur général de l'Institut Pasteur

Luigi Colantuoni, représentant de Total au Japon et en Corée du Sud

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères français

Vuk Jeremić, ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU ; ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

Lee Seung-Hoon, Professeur émérite de l'Univrsité de Séoul, ancien co-président du Comité sur la croissance verte du gouvernement coréen

Tatsuo Masuda, professeur à la Nagoya University of Commerce and Business Graduate School, Japon

Bertrand de la Noue, représentant de Total en Chine

William Ramsay, conseiller du centre Energie, Ifri ; ancien directeur exécutif adjoint, Agence internationale de l'énergie (AIE)

Anil Razdan, ancien ministre de l'Énergie de l'Inde

Sverre Vedal, professeur, université de Washington (UW) School of Public Health; Chinese Research Academy of Environmental Sciences (CRAES)



Agroindustrie en Afrique et en Asie

Intervenants :

Jean-Yves Carfantan, Senior Consultant, AgroBrasConsult

Philippe Chalmin, professeur à l'université Paris-Dauphine

Krishan Jindal, PDG, NABARD Consultancy Services Pvt. Ltd.

Suresh Kumar, rédacteur en chef d'AfricaIndia.org ; ancien responsable et directeur du département des études africaines, université de Delhi

Khalid Meksem, président de l'Université Mohammed VI

Rod A. Wing, professeur, université d'Arizona

11:30 – 11:45 PAUSE CAFÉ

11:45 – 13:15 SESSION PLÉNIÈRE 6 :
 « Géopolitique et géo-économie de l'Eurasie »

Modérateur :

Fen Osler Hampson, directeur du programme de sécurité internationale et politique du CIGI ; co-directeur de la Commission mondiale sur la gouvernance d'internet ; professeur chancelier à l'université Carleton, Ottawa, Canada

Intervenants :

Dong, Manyuan, vice-président, China Institute of International Studies (CIIS) (à confirmer)

Michel Foucher, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales ; ancien ambassadeur de France en Lettonie ; ancien directeur du Centre

d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

Alexander Panov, membre du conseil consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie

Justin Vaïsse, directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

Yu Myung-Hwan, président de l'université Sejong ; ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

13:30 – 15:30 DÉJEUNER DÉBAT :
 « Quel leadership américain ? »

Intervenants :

Richard Haas, président du Council on Foreign Relations

Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School

15:30 – 17:00 SESSION PLÉNIÈRE 7 :
 « Commerce et politique »

Modérateur :

Patrick Messerlin, professeur d'économie et directeur du Groupe d'économie mondiale (GEM) à Sciences Po Paris

Intervenants :

Bark Taeho, professeur à l'Université nationale de Séoul ; ancien ministre du Commerce, République de Corée

Alejandro Jara, Senior Counsel, King & Spalding ; ancien ambassadeur et représentant permanent du Chili, OMC

Pascal Lamy, président d'honneur de *Notre Europe* ; ancien directeur général de l'OMC

John Manley, président et chef de la direction du Conseil canadien des chefs d'entreprise

17:00 – 18:30 SESSION PLÉNIÈRE 8 :
 « Le Moyen-Orient dans un contexte mondial »

Modérateur :

Dominique Moïsi, conseiller spécial à l'Ifri

Intervenants :

Ribal Al-Assad, Président de la Fondation Iman

Sergei Karaganov, président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense de Russie

Miguel Angel Moratinos, ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne

Meir Sheerit, membre de la Knesset ; ancien ministre responsable des services de renseignements d'Israël

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français

19:15 COCKTAIL

20:00 DÎNER DE GALA

Mercredi 10 décembre

09:00 – 10:00 COMPTE-RENDU DES ATELIERS EN PARALLÈLE

10:00 – 11:30 SESSION PLÉNIÈRE 9 :
 « Les conséquences économiques et politiques de la révolution du Big data »

Modérateur :

Nicolas Barré, directeur de la rédaction, *Les Echos*

Intervenants :

Chang Dae-Whan, président de Maekyung Media Group, République de Corée

Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School

Ben Scott, conseiller principal, Open Technology Institute à la New America Foundation ;

directeur des programmes, European Digital Agenda, Stiftung Neue Verantwortung

Luc-François Salvador, président exécutif de l'unité Asie-Pacifique du groupe Capgemini

11:30 – 12:00 PAUSE CAFÉ

12:00- 13:00 SESSION PLÉNIÈRE 10 :
 « Les États-Unis et l'Asie au 21^e siècle »

Robert M. Gates, ancien secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis

Jin Roy Ryu, PDG de Poongsan Goup, République de Corée

13:15 – 14:45 DÉJEUNER DÉBAT
 avec **Mehmet Ceylan**, Vice-ministre du développement de la Turquie

15:00 – 17:00 SESSION PLÉNIÈRE 11 :
 « Débat général »

Modérateur :

Dominique Moïsi, conseiller spécial à l'Ifri

Intervenants :

Jeffry Frieden, professeur à l'université d'Harvard

Liu Chen, professeur, China's Foreign Studies University à Pékin

Mohamed Laichoubi, ancien ministre du Travail et de la Protection sociale d'Algérie

Kunihiko Miyake, directeur de recherche, The Canon Institute for Global Studies

Tobby Simon, fondateur et président, Synergia Foundation

Carlos Pérez Verdia, chef de cabinet du ministre mexicain des Affaires étrangères

Michael Yeoh, fondateur et PDG de l'Asian Strategy & Leadership Institute, Malaisie

17:00 SESSION DE CLÔTURE



Thierry de Montbrial

président et fondateur de la WPC



Nous visons à améliorer tous les aspects de la gouvernance globale et régionale, en vue de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et plus respectueux de la diversité des États et des nations. Nous pensons que la sécurité collective et l'équilibre des forces sont des aspects complémentaires et que, même si les grandes puissances doivent endosser une responsabilité spécifique pour faire exister un ordre mondial, celui-ci ne saurait, au XXI^e siècle, impliquer une division de la planète en zones d'influence. À cet égard, les organisations régionales doivent être renforcées dans le cadre des Nations unies. Elles doivent insister sur le rôle des puissances moyennes, comme la Corée, qui sont à la fois désireuses de consacrer des ressources à la stabilité structurelle du système international, au-delà de leurs intérêts immédiats, et en mesure de le faire. [...] L'absence de système régional de sécurité en Asie orientale remet en question la stabilité de la région. Néanmoins, les efforts diplomatiques entrepris en faveur d'un rapprochement entre le Japon et la Chine méritent d'être salués. [...] Au Moyen-Orient, là où notre civilisation est mise à mal par des forces barbares, une lueur d'espoir laisse entrevoir la possibilité d'un accord avec Téhéran sur les armes nucléaires, qui ouvrirait alors la voie vers une coopération élargie dans une région où le chaos progresse depuis l'avènement soudain de l'autoproclamé « État islamique ». [...] Le terrorisme montre également son visage menaçant en Afrique, où les ravages provoqués par le virus Ebola rappellent aussi que la santé des hommes et le climat sont des facteurs essentiels de la gouvernance globale. L'année 2014 a encore été marquée par la sévère dégradation des relations entre la Russie et l'Occident sur la question de l'Ukraine, avec de multiples conséquences géopolitiques et géoéconomiques, y compris l'affaiblissement du système de sécurité européen construit pendant la Guerre froide.

* Texte intégral page 96

Park Geun-Hye

président de la République de Corée



Le monde complexe et interconnecté d'aujourd'hui, dont tous les éléments sont étroitement liés, fait penser à une toile d'araignée. Nous sommes maintenant à une époque où des événements qui se déroulent dans des pays lointains – des endroits dont nous ne savions rien par le passé – peuvent avoir des conséquences énormes sur nos propres vies. [...] La Corée est bien consciente du fait que divers enjeux internationaux, et pas seulement les questions liées à la sécurité comme la non prolifération nucléaire, la sécurité nucléaire, le terrorisme et la cybersécurité mais aussi le réchauffement climatique, le développement et les défis liés aux droits de l'homme, ont une incidence directe non négligeable sur la vie des individus. [...] Je pense que la construction d'un cadre de confiance et de coopération sur la péninsule coréenne et en Asie orientale sera essentiel pour assurer un avenir plus apaisé et plus sûr à notre monde. [...] La situation extrêmement tendue en Asie orientale aujourd'hui est souvent comparée à celle de l'Europe à la fin du XIX^e siècle. Certains disent même que la région connaît une « régression géopolitique ». Je pense sincèrement que la clé d'un véritable « siècle asiatique » repose sur la transformation de cette dynamique de défiance et de conflit en une perspective de coopération et confiance. Les problèmes rencontrés par l'Asie orientale proviennent avant tout d'un déficit de confiance. Restaurer cette confiance est par conséquent la priorité absolue si nous voulons résoudre les problèmes complexes auxquels se heurte aujourd'hui la région. [...] Quand le Processus de renforcement de la confiance sur la péninsule coréenne, l'Initiative Paix et coopération en Asie du Nord-Est, et l'Initiative eurasiatique progresseront et œuvreront de concert, un canal de confiance et de paix s'ouvrira sur la péninsule coréenne, qui, à l'instar d'un pont jeté entre l'océan et la terre, finira par mettre en mouvement un nouveau moteur de croissance pour la communauté internationale.

* Texte intégral page 94



GLOBAL GOVERNANCE

WORLD
POLICY
NETWORK

7th EDITION • 2014 • SEOUL

SESSIONS
PLÉNIÈRES

GLOBAL GOVERNANCE

WORLD POLICY CONFERENCE

7th



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbril
président et fondateur
de la WPC

SESSION 1 • LUNDI 8 DÉCEMBRE • 10H00 – 11H30

Organisation de la sécurité en Asie de l'Est et en Europe



Jean-David Levitte
distinguished Fellow, Brookings Institution



Richard Haass
président du Council on Foreign Relations

[...] nous avons eu des expériences très différentes après la Seconde Guerre Mondiale et jusqu'à maintenant. Pour commencer par l'Europe, depuis cinquante ans, nous avons été divisés par le Rideau de fer. Cependant, nous n'avons pas connu de conflit armé. [...] Pour nous, ce fut une sorte de miracle. [...] Le deuxième miracle fut la construction de l'Union Européenne, qui était fondée sur l'acceptation d'un passé douloureux. Outre cette acceptation, nous étions dans une position où nous pouvions construire un meilleur futur pour nos pays, fondé sur la réconciliation entre l'Allemagne et la France. [...] Si nous regardons l'Asie orientale, le tableau est totalement différent. On a eu des guerres, tout d'abord la guerre en Corée, [...] les guerres au Vietnam, Cambodge et Laos. [...] L'héritage du passé est toujours là et c'est un passé amer, qui affecte le présent. L'héritage de la Guerre froide est également toujours là sous une autre forme, entre le Japon et la Russie, sur un certain nombre d'îles, entre la Chine et Taiwan et bien sûr, avec la division de la péninsule coréenne. [...] il est difficile de résoudre les problèmes de la même façon dans les deux régions. Selon moi les États-Unis, que ce soit en Europe ou en Asie, ont un rôle à jouer pour équilibrer les pouvoirs, tout comme le Royaume-Uni l'a fait en Europe au 19^e siècle.

L'Asie est une géographie bien plus compliquée que l'Europe avec une institutionnalisation moindre. Elle se heurte beaucoup plus à des conflits territoriaux et autres [...] la péninsule coréenne divisée, qui est une anomalie. [...] Nous pouvons continuer de lancer des diplomates pour qu'ils se heurtent au défi d'une dénucléarisation de la Corée du Nord mais, une fois encore, je ne suis pas très optimiste à cet égard. Je pense que nous devons nous attaquer aux fondamentaux de la péninsule divisée. [...] Nous devons penser de manière créative les institutions dans cette partie du monde et, là encore, il ne s'agit pas de prendre ce qui a marché en Europe et de croire que cela peut être simplement dupliqué en Asie, non. Il convient de l'adapter et certains aspects méritent d'être repensés. [...] je ne veux pas paraître arrogant, mais chacune d'elles a besoin des États-Unis. Les États-Unis ont toutes les raisons d'être impliqués parce qu'ils nourrissent de solides intérêts pour les deux. Je ne pense par conséquent pas que l'objectif, sur le plan intellectuel ou pour des raisons diplomatiques, soit de concevoir des systèmes post-américains mais de faire évoluer les systèmes dans les deux régions, qui continuent d'inclure les États-Unis. L'objectif est de garantir que l'Europe ne devienne pas intéressante à nouveau et que l'Asie ne devienne pas trop intéressante non plus à l'avenir.



Organisation de la sécurité en Asie de l'Est et en Europe



Han Sung-joo

ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée



Igor V. Morgulov

vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie



Shotaro Oshima

président, Institute for International Economic Studies (IIES) et professeur, Graduate School of Public Policy, University of Tokyo

En Asie, ce qui peut être considéré comme la géopolitique pré-XXI^e siècle n'a pas disparu même après la fin de la Guerre froide. En Europe, si la géopolitique a reculé pendant quelque temps, elle semble être de retour d'une manière encore plus crue qu'en Asie. Avec ce rééquilibrage, les États-Unis semblent accorder une plus grande importance à leur politique et à leur présence en Asie, mais ils se retrouvent aujourd'hui confrontés à des problèmes ailleurs dans le monde. Ils se montrent sensibles à l'extrême sur le choix d'un pays de devenir pro-Chine ou pro-US. La Chine cherche à trouver des biais pour coopérer avec les États-Unis mais se montre aussi impatiente de faire évoluer le statu quo. La Chine ne résiste pas à la tentation de bander ses muscles et d'afficher une attitude de grande puissance. Le problème et le dilemme pour le Japon est qu'il mène sa politique sans réussir à se réconcilier, ni à établir la confiance, avec ses voisins. La Corée aimerait voir une attention et des efforts plus significatifs de la part de la Chine et des États-Unis pour limiter et éventuellement éradiquer les capacités d'armement nucléaire de la Corée du Nord. L'Asie dispose d'un système d'alliances piloté par les États-Unis. Les États-Unis et leurs alliés considèrent que les alliances servent à l'équilibre, tandis que la Chine les soupçonne de servir à un endiguement. Pour l'heure, la réalisation par les dirigeants des pays qu'ils sont tous interdépendants sur les plans économique et de la sécurité est ce qui évite à tout conflit inter-États de dégénérer en quelque chose de plus dangereux.

En cette période de transformation fondamentale du système des relations internationales, le monde se heurte à un nombre croissant de conflits et de défis. L'unipolarité appartient au passé. Aucun pays ne peut prétendre au leadership mondial pour imposer sa vision aux autres. La Russie est située à la fois en Europe et en Asie et ressent le besoin de consolider fortement le mécanisme de sécurité global. L'Ukraine constitue un exemple tragique d'une politique d'ingénierie géopolitique dénuée de vision à long terme. La Russie milite en faveur d'un règlement politique dans ce pays par le biais d'un dialogue national global. La politique de la Russie dans la région Asie-Pacifique vise la mise en place d'une architecture de sécurité qui répondrait aux intérêts de tous les pays de la région. La Russie est déterminée à poursuivre ce travail sur la base d'un dialogue élargi dans l'optique d'établir un instrument de sécurité commun dans la région Asie-Pacifique. Objectif majeur pour l'avenir, la conclusion d'un document contractuel contraignant pour toutes les parties.

L'un des éléments les plus importants en Asie de l'Est est manifestement l'ascension de la Chine, qui génère certaines instabilités dans la région. Le Japon, en tant qu'allié des États-Unis, accueille favorablement le rééquilibrage américain vers l'Asie et nous essayons de contribuer à l'augmentation de la sécurité dans la région en y participant, à l'instar du renforcement de nos capacités et de l'évolution de l'interprétation de la constitution pour que nous puissions prendre quelques mesures d'autodéfense collective. Nous essayons par conséquent de contribuer au processus dans son entier. [...] il faut remarquer le modus operandi de la Russie en Ukraine et ses ramifications en Asie de l'Est. [...] la manière dont une nation se conduit sur la scène internationale, comme le non-respect du droit international ou la non promotion d'une gouvernance économique fondée sur l'état de droit, a un impact sur la manière dont il essaie de résoudre la question de la réforme économique. C'est ce que j'observe en Chine. (...) Un écart considérable subsiste bien entendu entre la poursuite d'une gouvernance intérieure fondée sur l'état de droit avec les caractéristiques chinoises, et la maîtrise des défis dangereux de la liberté de navigation et de l'intégrité territoriale des voisins. Néanmoins, il semble manifeste que si de telles actions disruptives se poursuivent dans le voisinage, le capital sensible aux risques ne sera pas disponible pour aider à la réforme économique en Chine.



Perspectives sur la péninsule coréenne et l'Asie du Nord-Est



MODÉRATEUR :
Choi Young-Jin
Professeur à l'Université Yonsei, ancien ambassadeur aux États-Unis, ancien chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire



Thomas Bagger
directeur de la planification politique à l'office fédéral allemand des Affaires étrangères



Ju Chul-Ki
conseiller présidentiel aux Affaires étrangères et à la Sécurité, République de Corée

Je pense que la relation Allemagne-Corée est bien plus large que la similitude superficielle d'avoir une histoire de division, mais il est assez intéressant de voir que nous revenons à cette question de division et d'unification de la Péninsule Coréenne d'abord parce que la Présidente en a fait une marque de fabrique forte de ses initiatives politiques, mais aussi parce qu'il y a une nouvelle dynamique dans ce problème compliqué, l'attitude de la Chine, [...] En fait, les différences entre l'expérience coréenne et l'expérience allemande sont assez frappantes, [...] en quoi est-ce utile de regarder la situation en Europe et en Allemagne, comme nous avons essayé de le faire ? La réponse est assez simple : la question-clé de savoir comment construire un cadre adapté pour une transformation politique et sociale paisible entre les pays de la région est le même défi auquel nous avons fait face en Europe et pour lequel nous avons tenté de trouver nos propres solutions. [...] quand on y pense, si on réfléchit à l'histoire de l'Ostpolitik en Allemagne et en Europe, elle s'est poursuivie pendant des décennies. Elle était très controversée au départ, et également au sein du pays, mais au final c'est devenu un élément de continuité dans la politique étrangère allemande. Je pense que cette continuité politique et sa perception comme une stratégie à long terme sont absolument essentielles.

La réussite de la dénucléarisation nord-coréenne enverrait un formidable signal et permettrait d'avancer dans la réalisation des objectifs de non-prolifération partout dans le monde. [...] la réunification peut être la solution miracle à nombre de problèmes clés qui se posent à la péninsule coréenne, notamment la question nucléaire, les violations des droits de l'homme, et les défis économiques et sociaux de la Corée du Nord. Un comité de préparation de la réunification a déjà été mis en place afin d'ouvrir la voie à la réunification. [...] Cette région se situe au croisement des trois plus grandes économies au monde et a énormément bénéficié de la mondialisation. Cependant, des tensions historiques et territoriales empêchent l'Asie du Nord-Est de réaliser son plein potentiel. Un mécanisme régional permettrait d'apaiser les tensions et rivalités géopolitiques dans la région. [...] 2015 marquera le 70^e anniversaire de la partition de la péninsule coréenne. [...] Et, alors que s'approche le 70^e anniversaire de la fin d'une guerre qui a ébranlé le monde entier, nous constatons que chaque région est en proie à ses propres difficultés. Il ne s'agit pas de céder au découragement, mais de faire preuve de détermination et de tirer des leçons du passé afin de rendre notre monde meilleur. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions dire à nos enfants que le monde est plus pacifique, plus sûr, plus propre, en un mot meilleur qu'il y a 70 ans. Tel est l'objectif que nous cherchons à atteindre ici dans la péninsule coréenne. Et nous comptons sur vous pour nous soutenir dans cette démarche.



Perspectives sur la péninsule coréenne et l'Asie du Nord-Est



Thierry Mariani
député des Français de l'étranger (Asie, Russie, Océanie)



Marcus Noland
vice-président exécutif et directeur d'études, Peterson Institute for International Economics



Anatoly Torkunov
recteur de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (université MGIMO)

Les pays d'Asie du Nord-Est sont parvenus à s'affirmer sur la scène internationale grâce à leur dynamisme économique, à l'exception bien sûr de la Corée du Nord. La Corée du Sud en est un exemple. [...] Cette performance est le fruit d'un certain nombre de choix économiques et de réalités sociétales : un pari très fort sur l'éducation, le choix d'une économie ouverte et tournée vers l'exportation et un haut niveau d'épargne et donc d'investissement. [...] Force est de reconnaître qu'il s'agit d'une zone interdépendante dont l'un des défis pour les années à venir sera notamment d'assurer la stabilité de la zone, et ce malgré des tensions fortes qui persistent. [...] Ces différends en Asie du Nord-Est, y compris les litiges territoriaux et historiques, doivent être bien sûr gérés et résolus pacifiquement. [...] Il me semble que, malgré les difficultés des premières tentatives, les pourparlers à six, comme les négociations multilatérales, demeurent incontournables. [...] La transformation de la Corée du Nord et son intégration à la communauté internationale, si elle doit se faire, sera progressive. [...] La péninsule coréenne est toujours un véritable enjeu pour l'avenir de l'Asie du Nord-Est. [...] Un apaisement entre les deux pays et des relations pacifiques sont bien sûr unanimement souhaités, mais la réunification semble inquiéter des deux côtés, puisque, si la réunification allemande s'est faite en un certain temps, le fossé économique n'était pas celui que nous connaissons entre les deux pays. Le retour à un climat de guerre froide ne serait pas le meilleur vecteur pour rapprocher Nord et Sud.

Une partition permanente de la péninsule est bien évidemment une possibilité, mais lorsqu'on pense réunification, trois scénarios viennent généralement à l'esprit. Premier scénario : l'un de ces pays conquiert militairement l'autre. Deuxième scénario : la péninsule connaît un processus de réunification pacifique, progressif et consensuel s'étalant sur plusieurs décennies, et il s'agit là de la position officielle des deux gouvernements. Le troisième scénario est celui dont on parle le plus, à savoir un effondrement soudain du Nord, dans le style de l'effondrement du mur de Berlin, et son absorption par le Sud. [...] Autrement dit, le scénario de l'effondrement brutal et de la réunification fait consensus parmi les experts. Par rapport à ce scénario, l'instauration d'un ordre public est essentielle, [...] Enfin, le facteur déterminant qui fera pencher la balance en faveur de l'un ou l'autre de ces scénarios est la capacité du dirigeant nord-coréen, et des dirigeants du monde entier, c'est-à-dire chacun de nous, à influencer sur les incitations à la marge [...] A cet égard, la question clé pour nous, et plus particulièrement pour la Corée du Sud, est de savoir comment appréhender et structurer la coopération. [...] La coopération devrait avoir pour objectif d'encourager une évolution positive de l'État nord-coréen, en encourageant un comportement moins menaçant et belliqueux à l'extérieur et des pratiques moins répressives à l'intérieur, tout en favorisant le relèvement de l'économie nord-coréenne afin d'éviter son effondrement.

La réalité actuelle est bien plus complexe que pendant la Guerre froide. [...] Aujourd'hui, nous assistons à un jeu complexe d'intérêts nationaux divergents, tant de la part des grandes puissances que de celles de moindre envergure, chacune jouant sa propre partition dans le jeu géopolitique. [...] La péninsule coréenne demeure un nœud de problèmes bilatéraux, régionaux et globaux. [...] Dans l'essence, les relations intercoréennes restent inchangées. Aucune des deux parties en présence n'a atteint ses objectifs de la guerre de Corée et chacune pense que seule une victoire complète sur son ennemi et la capitulation de ce dernier pourrait y mettre un terme. [...] Le prétexte d'une dénucléarisation préalable et d'étapes significatives en ce sens empêche à mon avis toute avancée pragmatique visant à une amélioration cordiale des relations. [...] Les États-Unis restent le principal acteur dans la région et Washington privilégie à l'heure actuelle une politique d'endiguement de la Corée du Nord, [...] tout en maintenant une forte emprise politique et militaire sur la Corée du Sud. [...] Pour Moscou, la stabilité et la prévention d'un conflit sur sa frontière orientale, à même d'entraîner des changements géopolitiques, restent un élément clé. [...] les relations Russie/Corée du Nord jouent un rôle prépondérant dans le renforcement de la position du pays en Asie du Nord-Est. [...] Je suis d'avis que le processus diplomatique doit être exhaustif et non pas centré uniquement sur le problème nucléaire nord-coréen. Bien au contraire, il doit intégrer de manière exhaustive les questions de sécurité, y compris la normalisation des relations entre toutes les parties. [...] Ainsi, un nouveau concept de maintien de la paix sur la péninsule doit prendre en compte les intérêts légitimes de toutes les parties.



Inégalités et mondialisation



MODÉRATEUR :
Susan Liautaud
visiting scholar au
Stanford Center of
Philanthropy and Civil
Society ; fondateur
de Susan Liautaud &
Associates Limited (SLA)



Mari Kiviniemi
secrétaire générale adjointe de l'OCDE ; ancien Premier
ministre de Finlande



Rhee Changyong
directeur, département Asie et Pacifique, FMI

La nécessité de lutter contre les inégalités est dans la première priorité de l'OCDE depuis longtemps. [...] Et l'écart continue de s'accroître pour certains des groupes les plus vulnérables, comme les jeunes et les pauvres. Le fossé entre riches et pauvres s'est encore creusé depuis la crise, [...] Des écarts important séparent les populations issues de milieux socio-économiques différents en matière de santé, d'éducation, de solidité des liens sociaux, d'engagement politique et de sentiment de sécurité individuelle. [...] Les inégalités ne sont pas seulement néfastes sur le plan social, éthique et humain, c'est également néfastes sur le plan économique. [...] Cela limite la capacité des jeunes de milieux socio-économiques défavorisés à investir dans le capital humain et les compétences. Cela diminue leur mobilité sociale, freine le développement des compétences [...] la mondialisation elle-même n'entraîne pas directement les inégalités. Les mutations technologiques, les évolutions des modèles d'emploi et des conditions de travail ainsi qu'une moindre redistribution par le biais des systèmes fiscaux et de prestations sociales sont en réalité les principaux coupables. [...] Investir dans l'éducation et dans le capital humain est fondamental. [...] Les gouvernements doivent envisager d'autres politiques publiques. Ils doivent promouvoir les opportunités d'emploi, et c'est pour cette raison qu'une reprise économique plus ample est cruciale.

En termes absolus, l'Asie continue de mieux se porter que les autres pays émergents d'Amérique latine et d'Afrique. [...] Depuis 20 ans, l'Asie a été le champion de la croissance économique mondiale, mais avec une hausse très rapide des inégalités. [...] La mondialisation a initié une nouvelle tendance : avec la concurrence mondiale, le meilleur capital humain captera la majeure partie du bénéfice. [...] Le fossé éducatif est une question majeure. (...) Afin de parer aux inégalités spatiales, les investissements dans les infrastructures de la part des organisations publiques ou internationales peuvent se concentrer sur la connectivité entre le centre et les régions les plus éloignées. [...] Désormais, nous devons vraisemblablement initier des politiques qui favorisent l'emploi. Je ne parle pas de subventions à l'emploi, mais des distorsions qui favorisent le capital par rapport au travail, qu'on peut inverser. [...] Nous devons nous montrer très prudents quand nous évoquons les inégalités. Il ne s'agit pas des inégalités en général, mais plus des inégalités en matière d'opportunités, et des inégalités excessives sont très néfastes à la croissance. Néanmoins, dans les économies à faibles revenus, certaines inégalités subsistent qui sont la conséquence naturelle du développement économique. [...] Une politique de transfert est bien plus efficace qu'une politique fiscale. [...] Quand on s'interroge sur la manière de lutter contre les inégalités, un autre objectif est la durabilité fiscale. [...] Il est très important de penser à la fois à la fiscalité et aux dépenses.



Mari KIVINIEMI

Inégalités et mondialisation



Richard Cooper
professeur d'économie à l'université d'Harvard

J'aimerais parler de cinq points. Le premier est la mesure de la pauvreté. [...] Le coefficient de Gini est un coefficient très intelligent mais c'est un chiffre tout seul, et les inégalités sont en règle générale bien plus compliquées que ce qu'un seul simple chiffre peut traduire [...] Deuxième point : les inégalités peuvent augmenter dans tous les pays, et cependant diminuer au niveau mondial [...] Troisième point : Les inégalités sont en revanche un phénomène bien plus complexe que la pauvreté et nous devons les analyser indépendamment. Quatrième point : dès qu'on constate un changement important de régime politique favorisant une plus grande croissance, une augmentation des inégalités est presque inévitable. [...] Les individus sont placés différemment pour tirer profit des nouvelles opportunités qui sont désormais proposées, et qui ne l'étaient pas auparavant. [...] Chaque fois que l'on avance vers un système plus axé sur le marché, les inégalités vont s'accroître. [...] Mon dernier point concerne nos valeurs. Certains pensent que les inégalités sont en soi une mauvaise chose. [...] Je pense qu'il existe des raisons parfaitement légitimes aux inégalités et qu'il y a des raisons tout à fait illégitimes à la croissance des inégalités. [...] En matière d'inégalités, je veux en identifier les causes et élaborer une réponse politique non autour des inégalités en tant que telles mais autour des sources illégitimes des inégalités.



Il Sakong
président de l'Institute for Global Economics ; ancien ministre des Finances de la République de Corée

Les inégalités de revenus et de richesses n'ont cessé de se creuser partout dans le monde, en gros, au cours des trois dernières décennies, plus particulièrement dans les économies avancées. [...] Certaines forces sous-jacentes contribuent à l'aggravation des inégalités de revenus. Tout d'abord, l'économie de marché a intrinsèquement tendance à générer des inégalités de revenus. [...] L'autre facteur est la mondialisation, associée à la présence croissante de l'économie de la connaissance. Cela contribue à renforcer les inégalités systémiques. [...] Pour le secteur de l'éducation, personne n'ignore que les ménages coréens dépensent beaucoup plus d'argent que les ménages des autres pays de l'OCDE pour offrir des cours de soutien privés à leurs enfants. [...] Les enfants dont les parents sont plus riches sont davantage susceptibles d'avoir un meilleur accès à de meilleurs cours de soutien. L'amélioration de l'éducation publique est une politique d'une importance cruciale. L'autre facteur que je souhaite porter à votre attention est la structure du marché du travail coréen. Aujourd'hui, la proportion de salariés intérimaires et à temps partiel par rapport aux salariés permanents connaît une augmentation assez rapide. [...] La structure actuelle du marché du travail qui surprotège les salariés permanents constitue un facteur important.



Jean Pisani-Ferry
commissaire général à la stratégie et à la prospective, France

La mondialisation pouvait entraîner une réduction de l'inégalité mondiale. En parallèle, les gouvernements avaient les moyens de s'attaquer aux conséquences domestiques de la mondialisation et à la distribution des revenus. [...] En ce qui concerne les conséquences de la mondialisation pour l'inégalité au sein des pays, on a fait plusieurs erreurs. Nous avons largement sous-estimé la corrélation entre la mondialisation et la tolérance aux inégalités. [...] Le problème de l'évitement fiscal a été sous-estimé depuis très longtemps. [...] La capacité du système fiscal à redistribuer la richesse et les revenus s'en trouve grandement diminuée. [...] Nous avons sous-estimé la corrélation entre la mondialisation et le type de progrès technique. [...] Permettez-moi de parler de l'Europe. L'OMC et le FMI sont de plus en plus inquiètes au sujet des inégalités. Paradoxalement, l'UE, qui est une institution politique avec un mandat inscrit dans les traités pour améliorer l'ensemble de la société, s'est montrée relativement indifférente aux problèmes d'inégalité. [...] Pourquoi cela? Le rôle de l'UE était de gérer les inégalités entre les pays et les régions, mais pas entre les individus. L'UE a été extraordinairement faible sur les problèmes fiscaux.



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
président et fondateur
de la WPC



S.A.R.
le Prince Turki Al Faisal,
président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche
et les études islamiques (KFCRIS)

La gouvernance en Libye, au Yémen, en Tunisie, en Égypte et en Syrie est dans une telle précarité et les conditions sont parfaites pour que des cellules terroristes y prennent racine [...]. Cela va continuer tant que nous ne traitons que les symptômes et pas les maladies elles-mêmes. Le principal fléau dans la région, c'est la défaillance des États. [...] Si on observe la ceinture qui inclut le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran, un lien très étroit existe entre l'intervention iranienne dans ces pays et l'insécurité et l'instabilité. [...] Si l'Iran cessait ses ingérences, rien ne nous retiendrait plus de coopérer avec ces pays [...]. Le monde arabe a proposé à Israël ce que je considère comme une solution juste et équitable. Elle consiste en deux États, sur les frontières définies en 1967, et prévoit le retour des réfugiés par le biais d'une négociation [...]. Tant qu'un gouvernement israélien au pouvoir n'acceptera pas cet accord, les Arabes continueront de se méfier des intentions d'Israël [...]. La Turquie est un acteur important dans notre région, historiquement, culturellement et même en termes de liens familiaux. [...] La Turquie doit contribuer à la stabilité et à la paix dans la région. [...] L'Égypte est connue en tant que pays, identité, frontière, emplacement géographique et géostratégique, et sa contribution à l'histoire de l'humanité est immense, aussi ne suis-je pas pessimiste à son égard [...]. Le djihadisme est un problème qui nous concerne tous, et la péninsule arabique n'est pas seule à produire des djihadistes. On observe une propagation de l'épidémie partout dans le monde, en Europe, en Amérique, en Chine, en Russie et même au Japon [...] Le Royaume tient à entreprendre tout ce qui est nécessaire parce que, Si on regarde les victimes de ceux qui prétendent agir au nom du djihad, l'Arabie saoudite en est aussi une victime, et penser que l'argent saoudien va à ces djihadistes pour revenir en boomerang et faire de l'Arabie saoudite une victime dépasse mon entendement.



L'Afrique dans le contexte mondial



MODÉRATEUR :
Marie-Roger Bilou
présidente, The Africa
International Media
Group



Wu Jianmin,
vice-président exécutif du China Institute for Innovation and
Development Strategy



Lynda Chalker
fondatrice et présidente de Africa Matters Ltd ; ancienne
ministre britannique pour Développement international
et pour l'Afrique

La montée de l'Afrique s'inscrit dans la progression d'un assez grand nombre de pays en développement. [...] la solidarité afro-asiatique joue un rôle important dans la montée de l'Afrique. [...] l'Asie progresse et elle a progressé en cinq vagues successives. La première vague a été le Japon après la Seconde Guerre Mondiale. La deuxième vague a eu lieu au début des années 60, quand les quatre tigres asiatiques ont commencé leur ascension : Hong-Kong, Taiwan, Singapour et la Corée. La troisième vague a eu lieu dans les années 1970, lorsque les pays de l'ANASE ont suivi. La quatrième vague s'est produite en 1978, lorsque la Chine leur a emboîté le pas. La cinquième vague a eu lieu en 1991, lorsque l'Inde a entamé sa réforme économique. [...] L'année dernière, sur les 10 pays à la croissance la plus rapide dans le monde, sept étaient des pays africains. L'Asie progresse et l'Afrique progresse. entraînons-nous. Les pays asiatiques ont pris une part très active à la progression de l'Afrique et au cours du 21e siècle, la solidarité afro-asiatique va jouer un rôle très important. [...] La coopération Chine-Afrique est à la veille d'un développement majeur. [...] Les économies chinoise et africaine sont hautement complémentaires. Nous avons besoin les uns des autres. La coopération Chine-Afrique n'est pas exclusive, mais inclusive. L'Afrique a besoin de tous.

Les flux asiatiques s'élevaient à 6,7 % des financements directs étrangers de 1995 à 1999, mais si on observe la période 2000-2008, ils ont augmenté pour atteindre 15,2 %, ainsi les flux d'investissement asiatiques vers l'Afrique n'ont-ils cessé d'augmenter, et même encore plus depuis 2008. Cette implication croissante de l'Asie en Afrique est très précieuse, car il s'agit d'investissements qui portent sur des aspects multiples, notamment des réalisations de moindre envergure comme les routes rurales, le logement. [...] On observe une demande croissante pour la technologie, et l'utilisation des téléphones mobiles en Afrique pour le transfert d'argent illustre justement ce qui peut être fait pour changer la manière dont s'opèrent les choses. Un besoin considérable de formation subsiste néanmoins, notamment technique. Sans la formation, les pays africains n'apprendront rien et ne seront donc pas suffisamment efficaces. [...] L'Inde s'efforce au maximum de promouvoir sa technologie et sa capacité à former les gens. Nous commençons à observer une réelle combinaison d'expériences partagées de l'Asie vers l'Afrique, ainsi qu'avec des pays tiers.



L'Afrique dans le contexte mondial



Nathalie Delapalme
directeur exécutif, Recherche et Politique, Fondation Mo Ibrahim



Youssef Amrani
Chargé de mission, Cabinet Royal, Maroc



Elisabeth Guigou,
présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

L'Indice Ibrahim est une évaluation annuelle de l'état de la gouvernance dans les 54 pays africains.[...] Qu'est-ce que notre dernier indice nous apprend de l'état de la gouvernance en Afrique ? Le score global de la gouvernance au niveau continental continue de progresser. [...] Mais les résultats de la catégorie Sécurité ne sont guère satisfaisants, et ce depuis le début. Même si nous assistons à un recul des conflits régionaux et des tensions frontalières, nous observons deux types de tensions : d'une part les tensions transversales avec la montée du terrorisme et de la criminalité transversale, comme la drogue, les médicaments de contrefaçon et la cybercriminalité, qu'il convient de prendre au sérieux ; et d'autre part les tensions intérieures qui découlent du creusement des inégalités et de la croissance sans création d'emplois, résultat : la jeunesse africaine a faim et est en colère. [...] Le scénario de l'essor de l'Afrique ne fait pas de doute, mais je pense que l'économie n'est pas le seul élément de mesure ; nous devons veiller à ne pas pécher par excès d'optimisme, nous devons prendre en compte ces premiers signes d'avertissement que sont l'insécurité, les tensions intérieures, l'inégalité et la croissance sans création d'emplois. Nous devons également arrêter de parler de l'Afrique comme d'un tout, car il s'agit de 54 pays différents et le processus d'intégration n'en est qu'à ses débuts

Qu'il s'agisse de ses forces vives, de ses ressources ou de son potentiel, l'Afrique est un continent immense. Néanmoins, elle fait face à de nombreux défis en matière de sécurité, de politique, de démographie, de migration, d'environnement et de santé, qu'elle doit relever afin de parvenir à un développement humain durable et garantir une croissance inclusive et le progrès pour tous.

L'Afrique doit prendre son destin en main, surmonter les obstacles à son développement socioéconomique et créer de l'emploi pour sa jeunesse, qui constitue la véritable force vive du continent. Pour atteindre cet objectif, la Maroc considère qu'il est nécessaire de repenser les économies africaines et de développer des partenariats fructueux et mutuellement bénéfiques.

Il faut que l'Europe prenne davantage conscience que ce qui se passe au Sahel met sa sécurité est en jeu. [...] Je pense qu'il nous faut une nouvelle stratégie européenne vis-à-vis des pays du sud de la Méditerranée et d'Afrique.[...] Le principal problème est celui du développement, de l'emploi des jeunes. [...] Il me semble que, pour combler l'écart qui existe entre le développement potentiel de l'Afrique – phénoménal – et le développement réel – encore insuffisant – Africains et Européens, car nous sommes le principal voisin, ont encore des efforts à faire.[...] En Afrique, il y a deux défis à relever. D'abord la gouvernance : la sécurité des investissements, un état de droit digne de ce nom, des secteurs éducatif et sanitaire qui puissent soutenir le développement humain. Le deuxième défi est celui de la coopération intrarégionale en Afrique. [...] Je plaide pour l'instauration d'un véritable partenariat d'égal à égal entre Européens et Africains autour d'un concept qui commence de plus en plus à émerger, celui de coproduction. [...] Il faut considérer les pays du sud de la Méditerranée comme un pivot entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne. Je pense qu'on a besoin en Europe de repenser notre politique de voisinage et de développement. [...] on repense notre voisinage et les nouveaux modes de développement centrés autour de ce partenariat d'égal à égal et de cette verticale Europe-Méditerranée-Afrique.



Géopolitique et géo-économie de l'Eurasie



MODÉRATEUR :
Fen Osler Hampson
directeur du programme de sécurité internationale et politique du CIGI ; co-directeur de la Commission mondiale sur la gouvernance d'internet ; professeur chancelier à l'université Carleton, Ottawa, Canada



Michel Foucher
titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales ; ancien ambassadeur de France en Lettonie ; ancien directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères



Dong, Manyuan
vice-président, China Institute of International Studies (CIIS)

Un mot sur l'Eurasie instituée. C'est un projet d'union économique sous leadership russe, qui prend effet en janvier 2015. L'idée est qu'il y a un champ de forces entre les deux pôles du continent eurasiatique, qu'il faut organiser autour d'un centre indépendant de pouvoir, moins prospère, moins peuplé mais avec beaucoup de ressources et qu'il faudrait remettre au même niveau que les États-Unis et que la Chine. [...] Les références de l'union économique eurasiatique, c'est l'Union européenne. C'est du couper-coller en termes formels, en termes institutionnels. C'est un projet qui comprend évidemment des limites [...] Il y a une autre Eurasie, une Eurasie majeure, une Eurasie plus grande au sens de continent, région eurasiatique, one belt-one road. [...] Enfin, je termine là-dessus : l'Eurasie comme Transeurasie, c'est-à-dire comme espace de passage, espace de transit. [...] La dimension logistique est importante dans ces étendues transeurasiatiques et s'il fallait trancher, je dirai que l'avenir sera structuré par la géoéconomie, c'est-à-dire par les investissements d'infrastructure et de désenclavement qui seront consentis dans cet espace. Ce sont eux qui auront des effets géopolitiques.

La crise ukrainienne représente une très mauvaise nouvelle pour la communauté internationale avec de multiples effets négatifs sur de nombreuses parties prenantes, y compris des pays voisins et des puissances extérieures qui interagissent avec l'Ukraine sur le plan politique, économique et culturel. [...] La communauté internationale doit se réunir pour initier une solution politique [...] Le développement socio-économique reste une option fondamentale des pays eurasiatiques. Les pays eurasiatiques doivent s'engager dans une coopération économique avec les pays voisins. Le président Xi Jinping a proposé une initiative de coopération par le biais de l'initiative de coopération de la ceinture économique de la route de la soie. Celle-ci offre de nouvelles opportunités pour le continent eurasiatique et a été accueillie favorablement par la majorité des pays du continent.



Géopolitique et géo-économie de l'Eurasie



Alexander Panov,
membre du conseil consultatif du Conseil de sécurité
de la Fédération de Russie



Justin Vaïsse
directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie
du ministère français des Affaires étrangères



Yu Myung-Hwan
président de l'université Sejong ; ancien ministre
des Affaires étrangères de la République de Corée

Il existe nombre de projets dans lesquels Moscou, Séoul et Pyongyang sont déjà parties prenantes, notamment des projets dans les secteurs du transport et de l'énergie. [...] La Russie a déjà pris certaines mesures pratiques visant à rénover le réseau ferroviaire et à développer les installations portuaires en Corée du Nord. Les résultats sont déjà visibles. [...] Si les deux Corées peuvent parvenir à un accord, ce projet pourrait se concrétiser assez rapidement et il permettra d'instaurer un climat de confiance entre les deux États coréens. Pour que l'initiative eurasiatique soit couronnée de succès, la péninsule coréenne doit tout d'abord briser le mur de méfiance. [...] En conclusion, nous avons aujourd'hui non seulement des déclarations d'intention, mais également quelques projets et accords concrets pour la création progressive d'une Eurasie économique unie. Ce n'est certes pas un processus aisé et de nombreux obstacles, tant économiques que politiques, se dressent sur la route. Je répète que, compte tenu des circonstances, l'approche la plus pratique serait ce que j'appellerai « l'intégration des intégrations ».

La première chose à savoir, c'est que « Eurasie » n'est pas dans le lexique européen. [...] Eurasie n'est pas non plus dans notre pratique ou notre grammaire géopolitiques. [...] Je crois qu'un point est fondamental ici, [...] c'est celui du choix des pays de la région. Si on parle d'Asie centrale en particulier, ce qui compte dans la vision européenne, c'est de laisser les pays de la région choisir eux-mêmes [...] les ensembles qu'ils souhaitent rejoindre. L'OSCE est un bon exemple d'organisation régionale [...] Le troisième point concerne ce que fait l'Union Européenne en Asie centrale, et dans cette géographie particulière. La première chose, c'est son soutien à la stabilité. [...] La deuxième chose (...) c'est de la coopération, en particulier des accords de coopération, et du commerce. [...] si l'Union Européenne et l'Union eurasiatique peuvent discuter de projets économiques communs et d'échanges commerciaux, nous verrions cela comme quelque chose de très positif, parce que s'ajoutant aux efforts faits par la Corée du Sud ou par la Chine, pour développer la région. Et peut-être qu'au bout du compte, les réalités économiques et géo-économiques finiront par l'emporter.

L'Initiative eurasiatique de la Corée du Sud n'en est encore qu'à ses balbutiements, [...] et vise la mise en œuvre de l'initiative par le biais d'une réflexion innovante et créative. [...] Premièrement, l'idée est née d'augmenter la connectivité entre l'Europe et l'Asie par le biais d'une rénovation des liaisons physiques comme les réseaux de transport, [...] Deuxièmement, la Corée du Sud s'est engagée à développer des relations étroites et coopératives avec chacun des pays d'Asie centrale. [...] Troisièmement, un chaînon très important fait défaut qui mérite d'être rétabli afin de compléter la connectivité entre l'Europe et l'Asie orientale. Ce chaînon manquant, c'est la partie Nord de la péninsule coréenne – la Corée du Nord, qui fait de la Corée du Sud une île virtuelle du continent eurasiatique. [...] La question de la péninsule coréenne est étroitement mêlée à la paix et la prospérité en Asie du Nord, [...] l'unification de la péninsule coréenne ne sera possible que si elle ne contrevient pas aux intérêts des grandes puissances voisines. [...] L'Initiative pour la paix et la coopération dans le Nord-Est asiatique (NEPCI) vise à transformer la tension dans la région en climat d'harmonie et de confiance. [...] La NEPCI est un mécanisme de coopération multilatérale destiné à initier un dialogue entre les nations de la région.



MODÉRATEUR :
Patrick Messerlin
professeur d'économie
et directeur du Groupe
d'économie mondiale
(GEM) à Sciences Po
Paris



John Manley
président et chef de la direction du Conseil canadien des
chefs d'entreprise

Le monde est de plus en plus complexe, et nos économies politiques sont toutes engagées dans une multitude de problèmes très profonds et très difficiles. [...] Approfondissement des inégalités de revenus, hausse tenace du chômage initiée par les progrès technologiques et l'automatisation, absence de leadership, augmentation des concurrences géostratégiques entre les principaux acteurs, affaiblissement de la démocratie représentative, augmentation de la pollution dans le monde en développement, augmentation de la fréquence des événements climatiques graves, intensification du nationalisme, augmentation du stress hydrique questions sanitaires au cœur des préoccupations économiques. [...] La politique initie des réponses à tous ces méga-problèmes et c'est dans ce contexte que les négociations commerciales se font. [...] La politique est toujours bien vivante et présente dans les échanges, mais elle est aussi ce qui nous a plus ou moins conduits là où nous sommes aujourd'hui. [...] Le régionalisme est voué à persister, aussi notre espoir est-il que ces accords régionaux soient porteurs de l'ambition la plus forte qui soit chez leurs membres, pour qu'ainsi ils inspirent d'autres acteurs à maintenir le rythme et se muent en blocs de construction plutôt qu'en blocs d'obstacles pour une plus grande intégration globale. [...] Ces accords régionaux doivent continuer à inspirer des règles d'échange globales, ou du moins élargir les règles spéciales aux nations en développement.

Commerce et politique



Alejandro Jara
senior Counsel, King & Spalding; ancien ambassadeur et
représentant permanent du Chili, OMC

1. L'agenda des échanges est de plus en plus intrusif et touche des domaines très sensibles de politique intérieure dans de nombreux pays. La politique commerciale est plus difficile à définir et appliquer.
2. On a plus de problèmes à l'international car :
 - a. Une augmentation du protectionnisme engendre plus de friction politique.
 - b. Les pays gèrent ces frictions en ayant recours au gestionnaire de litige de l'OMC, mais il y a de plus en plus de relâchement en termes de respect des règles.
 - c. La façon dont la Chine a été traitée lors de son accession n'encourage ni la confiance ni une attitude de coopération.
 - d. Les inquiétudes de nombreux pays, en général les plus faibles et les plus pauvres, c'est-à-dire les questions traditionnelles des subventions à l'agriculture et à la pêche, ne sont pas gérées.
 - e. L'absence d'une vision commune du système d'échange et d'une direction politique pour promouvoir le progrès.



Bark Taeho
professeur à l'Université nationale de Séoul; ancien ministre
du Commerce, République de Corée

La Chine adopte à présent une approche très prudente de la libéralisation du marché. Néanmoins, il est très important d'être en communication continue avec les dirigeants chinois et de les persuader de participer aux efforts multilatéraux visant à aboutir à un environnement mondial d'échange plus ouvert. L'actuel mécanisme de prise de décision de l'OMC, basé sur le consensus, fait face à de sérieuses limitations. Nous devons discuter honnêtement de comment sauver le Cycle de Doha en gardant toutes les options ouvertes. En Corée, le facteur important pour déterminer la résistance politique intérieure semble être le niveau d'ouverture du marché. Par conséquent, la libéralisation du marché par les négociations d'échanges multilatéraux n'a rencontré que peu de résistance comparée à celles du libre-échange bilatéral. D'autre part, la Corée a jusqu'à présent offert de larges compensations aux industries perdantes. Il est à présent temps d'analyser les effets des différentes compensations et d'informer le grand public et les ONGs de ces résultats.



Pascal Lamy
président d'honneur de Notre Europe ; ancien directeur
général de l'OMC

La relation entre commerce et politique, au niveau intérieur comme au niveau international, subit une transformation fondamentale en ce moment alors que nous passons de l'ancien monde du commerce au nouveau, et nous nous trouvons à l'heure actuelle entre ces deux mondes. [...] Le nouveau monde du commerce est un monde de production transnationale et où les obstacles à l'échange viennent non pas de mesures visant à protéger le producteur mais de mesures visant à protéger le consommateur ou, pour être plus précis, de différences dans les mesures visant à protéger le consommateur. [...] Ce qui change énormément, c'est la façon de mettre en place ces conditions équitables. Les conditions équitables signifient une chose si l'on parle de protection, et une autre si l'on parle de précaution. [...] La règle du jeu est d'éliminer ce qui constitue un obstacle à l'échange, et ce sont les différences dans l'établissement des niveaux de précaution, et parfois, encore plus, les différences dans l'application des niveaux de précaution, [...] C'est là que les politiques visant à créer des conditions équitables sont également très différentes – cela affecte à la fois les politiques domestiques et les politiques internationales. [...] La façon dont on nomme les choses compte beaucoup en politique, [...] La terminologie était fautive et c'est pourquoi la négociation PTCL est mal en point, et c'est une des raisons pour lesquelles, encore plus que dans le passé, il faut faire œuvre de transparence.



WORLD POLICY CONFERENCE

7th EDITION • 2014 • SEOUL



MODÉRATEUR :
Dominique Moïsi
conseiller spécial à l'Ifrri

Le Moyen-Orient dans un contexte mondial



Hubert Védrine
ancien ministre des Affaires étrangères français



Ribal Al-Assad
président de la Fondation Iman

1. Les turbulences et les problèmes au Moyen-Orient durent depuis cinquante ans, soixante-dix ans, voire même depuis un siècle.
2. Le contexte est celui d'une immense et durable confrontation dans l'Islam entre fondamentalistes, voire djihadistes, et les autres ; et entre sunnites et chiïtes.
3. Peut-être la destruction de l'ordre précédent sera-t-elle créatrice de quelque chose ?
4. Il y a beaucoup d'interrogations importantes : Accord Etats-Unis/Iran ? Élections en Israël ? Retour de la Russie ?
5. Les "puissances" extérieures sont relativement impuissantes. C'est de plus en plus difficile pour des démocraties d'avoir une politique extérieure, à partir du moment où elles sont conditionnées par la politique intérieure.
6. Il y a de vrais risques d'engrenage au Moyen-Orient, qui ne sont entièrement contrôlés par personne.
7. Est-ce qu'on peut rêver pour le Moyen-Orient, un jour, de l'équivalent de ce qu'avait été le traité de Westphalie en Europe, entre chiïtes et sunnites ?

Ça ne nous a pas pris par surprise : depuis trois ans et demi, notre organisation n'a cessé de dire que si nous continuions à permettre à nos alliés dans la région de promouvoir la haine et la division sectaire, c'est ce qui allait se passer. [...] Nous avons vu la montée de l'État Islamique sous le nom d'ISIS en 2006, mais il est arrivé en Syrie parce qu'il y avait une certaine atmosphère qui lui a permis de prospérer, [...] Notre plus gros problème dans la région, comme l'a dit récemment le vice-président Biden, c'était nos alliés. [...] Aujourd'hui il y a une coalition qui essaie par tous les moyens de trouver une solution à ISIS, et cela va être très difficile, avant tout parce que nous ne sommes pas à la poursuite d'un nom. L'État Islamique n'est qu'un nom, une marque. Nous combattons l'idéologie sous-jacente, qui est l'idéologie de ces extrémistes islamistes persuadés qu'il faut tuer tous ceux qui ne partagent pas leur idéologie pervertie. [...] la plupart des gens peuvent voir que d'un côté nous faisons l'éloge de la démocratie et de la liberté dans un pays, et que de l'autre nous oublions d'autres pays qui sont censés être nos alliés. Nous devons nous battre pour la démocratie et la liberté partout si nous y sommes vraiment favorables.



Le Moyen-Orient dans un contexte mondial



Meir Sheetrit

membre de la Knesset ; ancien ministre responsable des services de renseignements d'Israël



Sergei Karaganov

président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense de Russie



Miguel Angel Moratinos

ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne

De nombreux pays ont enfin compris qu'Israël se retrouve seul pour lutter contre le terrorisme, et nous luttons à présent ensemble contre l'Islam radical. [...] Cette situation pourrait être une excellente occasion de mener à bien des accords de paix avec tous les États arabes si nous n'avions pas le problème de l'autorité palestinienne et de l'État palestinien, qui constitue le principal obstacle. [...] Je crois que nous n'avons pas d'autre choix que de parvenir à une solution et d'établir un État palestinien à côté d'Israël. Dans cette situation nous n'avons pas d'autre alternative. Je pense personnellement que la seule façon d'accomplir cela est de passer par l'initiative arabe. [...] Je pense que c'est entre nous et le monde arabe que cette conversation devrait avoir lieu. Et en tête à tête. Nous devons comprendre la culture arabe, et nous devons agir avec respect. [...] Au cours des dernières négociations menées par John Kerry, nous ne nous parlions pas entre nous. Comment peut-on faire la paix avec quelqu'un sans le rencontrer ? Durant tout le processus, Netanyahu n'a jamais rencontré Abou Mazen. [...] Je crois qu'Israël devrait négocier par lui-même, et inviter les États-Unis, la Russie et l'Europe à participer et à soutenir ce processus.

Je dois dire que, en regardant la politique de mon pays et celle de la plupart des pays occidentaux à l'égard de cette partie du monde pendant toutes ces années, nous devons reconnaître que cela a grandement contribué à la détérioration de la situation. [...] Cette zone vit un processus difficile de transition, qui conduit à la détérioration de la situation que nous observons à présent, et nous devons gérer cela avec les yeux bien ouverts. Que pouvons-nous faire ? Nous ne devrions pas intervenir, que ce soit avec la démocratie ou avec la loi, ou avec quoi que ce soit d'autre : laissons les peuples de cette immense zone décider par eux-mêmes et se développer. [...] Arrêter d'exporter la démocratie ou le socialisme ou que sais-je et, tant que nous y sommes, arrêter d'ostraciser Israël. C'est le seul pilier de stabilité dans ce coin du monde, et nous constatons qu'il est de plus en plus ostracisé. L'autre pilier de stabilité dans cette zone, que nous ne devons pas saper est, bien sûr, l'Iran ; c'est le pays le plus civilisé et le plus sophistiqué de la région. Au lieu de ça, depuis presque 30 ans, nous n'avons eu de cesse que de saper l'Iran qui, de fait, aurait pu devenir un îlot de stabilité.

Il convient de mettre l'accent sur deux concepts indissociables du Moyen-Orient : complexité et incertitude. [...] le Moyen-Orient mérite toute l'attention et tout le temps que nous lui consacrons car il est la quintessence de ce nouveau monde plein de défis, où tous les problèmes traditionnels de sécurité, d'intervention militaire, d'énergie et de commerce convergent vers les nouveaux défis du monde d'aujourd'hui que sont le terrorisme mondial, la sécurité alimentaire, la rareté de l'eau et la division culturelle. Mais que faire ? Je pense que nous devrions avoir une stratégie. Nous devons faire quelque chose, sans interférer, mais nous devons faire quelque chose afin de bâtir un avenir meilleur pour la région et pour chacun de nous. J'ai donc deux propositions principales. La priorité numéro 1 est la question israélo-palestinienne. [...] Ma deuxième priorité concerne l'Iran. Je ne dis pas que les négociations sur la question nucléaire ne doivent pas se poursuivre, mais se concentrer uniquement sur la question nucléaire donnera à l'Iran la possibilité, et c'est ce qui se passe aujourd'hui, d'élargir son influence et son rôle dans la région. [...] La meilleure garantie pour l'avenir d'Israël est d'avoir de véritables relations diplomatiques avec l'ensemble du monde arabe.



MODÉRATEUR :
Nicolas Barré
directeur de la rédaction,
Les Echos

GLOBAL GOVERNANCE

Les conséquences économiques et politiques de la révolution du Big data



Chang Dae-Whan
président de Maekyung Media Group, République de Corée



Luc-François Salvador
président exécutif de l'unité Asie-Pacifique du groupe Capgemini



Ben Scott
conseiller principal, Open Technology Institute à la New America Foundation ; directeur des programmes, European Digital Agenda, Stiftung Neue Verantwortung



Joseph Nye
professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School

En outre, nous entrons à présent dans le monde IoT, Internet of Things, l'Internet des objets, et cela va modifier notre vie quotidienne. L'IoT est un nouveau pouvoir émergent. [...] « nous entrons dans une ère du tout portable, un temps du tout portable et l'Asie aura la première place mondiale dans cette ère ». [...] Par conséquent, je dirai que l'explosion des données en Asie a lieu en ce moment et qu'une tempête de données va arriver en Asie. [...] Cependant, seulement 1% de l'Asie est connectée aux big data et 99% ne l'est toujours pas. Cela signifie qu'il y a un énorme futur marché potentiel dans ce domaine, [...] Nous devons promouvoir davantage de professionnels locaux. [...] Encore une fois, par l'éducation. J'ai appris que l'éducation était importante, en particulier en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques, ce qu'on appelle les matières STIM. Je pense que ce sera l'approche la plus importante et la plus pratique pour combler les vides dans l'éducation, l'économie et l'industrie des big data en Asie. [...] Les entreprises doivent être axées sur les données.

Le Big Data a trait à ce qui est gros et 90% des données actuelles ont été créées au cours des deux dernières années. Le Big Data n'est pas si nouveau mais il en est davantage question aujourd'hui parce que nous y avons ajouté de nouvelles techniques de stockage et d'accès à l'information. Le jeu actuel du GAFa apporte des changements majeurs à nos vies et à nos modèles d'entreprise. 47% de la population active mondiale travaillent dans une entreprise qui est affectée par ou en voie de transformation en raison de la vague de transformation de l'analyse et du Big Data. Nous observons une bataille pour les clients et les citoyens dans la mesure où aujourd'hui les clients exigent de plus en plus de services adaptés. Nous constatons des perturbations de la chaîne de valeur car nous passons d'un monde de structures verticales à un monde d'écosystèmes. Les États-Unis et la Chine sont en lutte. Un regret : l'Europe est affaiblie par une approche politique non coordonnée. Le rôle et l'importance de la protection des données dans le cadre des relations internationales est l'une des questions soulevées. Nous devrions constater l'impact de la transformation du Big Data dans différents aspects et domaines, touchant à toutes les facettes de nos vies personnelles, professionnelles et citoyennes.

[...] Que peut-on faire? Rétablir la confiance. Nous devons convaincre les gens qu'Internet offre plus d'avantages que d'inconvénients. Pas seulement aujourd'hui mais demain et dans 15 ans et pour cela, nous devons établir la légitimité, au moins pour les gouvernements démocratiques et leurs conduite en ligne. Le public ne veut pas éliminer entièrement le pouvoir d'Internet, ce ne serait ni sage ni désirable. Le public veut être assuré que le pouvoir est utilisé sur Internet de façon légitime. Qu'il y a des règles contrôlant ce qui peut être fait et ce qui ne peut pas être fait, et qu'il y a une certaine transparence sur l'application de ces règles. C'est une modernisation du concept de vie privée et des politiques de sécurité que je crois nécessaire de mener de la part des gouvernements occidentaux au travers d'un agenda fondé sur les intérêts communs et pas comme une mesure de représailles ou de protectionnisme économique. [...]

Sachant que la puissance de calcul double tous les 18 mois, il n'est guère étonnant que nos mœurs sociales, nos normes sociales et nos lois n'aient pas suivi le rythme de l'augmentation de la capacité d'analyse. [...] le Big Data a ceci d'intéressant qu'il transforme radicalement ce que nous considérons comme la méthode scientifique normale. La puissance de calcul est telle que nous pouvons nous contenter d'un faible raisonnement inductif. Vous analysez une masse de données et vous voyez les schémas qui se dégagent. [...] les citoyens des démocraties éprouvent beaucoup d'angoisse face à la surveillance rendue possible par le Big Data. [...] Il y a un équilibre entre sécurité et liberté. [...] La NSA n'était pas une agence voyou, le problème c'est qu'elle disposait de nouvelles capacités absolument énormes et que les processus de contrôle n'avaient pas suivi. [...] Afin de protéger les libertés civiles des citoyens dans tous les pays, il faudrait envisager une procédure selon le principe de traitement national ou d'égalité de traitement comme c'est le cas dans le droit commercial. [...] Nous ne devons pas nous laisser aller à ce que je qualifierais de nouvel engouement pour la souveraineté des données.



MODÉRATEUR :
Jin Roy Ryu
PDG de Poongsan Goup,
République de Corée



Robert M. Gates
ancien secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis

On parle beaucoup de l'émergence de la Chine, mais je pense qu'il est plus exact de parler de la ré-émergence de la Chine, ce qui correspond également à un contexte historique plus remarquable. [...] Son propre intérêt est de devenir un acteur responsable. [...] le pays a été un grand empire pendant des millénaires, puis a connu quelques siècles défavorables, dont il se remet aujourd'hui et je pense qu'il s'attend à être traité comme une puissance mondiale. [...] Je ne pense pas qu'ils aient une quelconque intention de tenter de rivaliser avec les États-Unis en termes de puissance militaire mondiale. [...] Je pense qu'ils ont l'intention de nous défier, du moins notre prédominance militaire dans la région Pacifique. Un rapport récent indique que, d'ici à 2020, les États-Unis disposeront de 67 sous-marins et navires de surface, des navires de guerre, dans la région Pacifique, leur budget le permet, soit une réelle force de dissuasion. Les Chinois en auront 350. Par conséquent, même si les nôtres sont sans doute plus avancés sur le plan technologique dans leur majorité, à un moment donné le volume commence réellement à compter. [...] nous devons reconnaître les intérêts de la Chine, ses attentes et la vision qu'elle a d'elle-même. Ce qui ne signifie pas que nous devons nous y soumettre, mais du moins devons-nous garder cela à l'esprit pour la formulation de nos propres politiques.

Les États-Unis et l'Asie au 21^e siècle



MODÉRATEUR :
Dominique Moïsi
conseiller spécial à l'Ifrri

Débat général



Mohamed Laichoubi
ancien ministre du Travail et de la Protection sociale d'Algérie



Jeffrey Frieden
professeur à l'université d'Harvard



Liu Chen
professeur, China's Foreign Studies University à Pékin

Guerres mondiales et guerres anticoloniales ont provoqué l'effondrement des empires coloniaux et enclenché une nouvelle approche des relations internationales. La dynamique s'accélère après la chute du mur de Berlin, de nouvelles puissances démographiques et technologiques émergent, Chine, Inde, Corée, Brésil, ... Un bouleversement des hiérarchies et une démonopolisation de la force de dissuasion nucléaire va s'opérer. Ce ne sont pas les seules questions économiques, sociales ou climatiques qui sont touchées, mais c'est bien l'ordre international qui semble remis en cause. La configuration des relations internationales s'en trouve changée. D'autre part, la fin de la guerre froide n'a pas entraîné la redéfinition du système qu'elle a influencé et qui se fissure sous la pression des nouvelles réalités. Face aux nouvelles recompositions qui ont bouleversé le monde et fait émerger de nouveaux acteurs, il s'avère évident que de nouveaux instruments s'imposent, tout comme la définition d'une nouvelle multi-latéralité devient une nécessité absolue. Cela est carrément un débat majeur d'éthique, la démocratie doit également pénétrer et s'imposer dans les relations internationales et dans la définition de nouveaux instruments de gouvernance internationale.

La gouvernance mondiale ne se justifie que si elle apporte des biens publics globaux qui ne peuvent pas l'être par les gouvernements nationaux. [...] Malgré le repli sur eux-mêmes de nombre de nos gouvernements, je pense que, dans ce contexte de crise, nous observons quelques exemples remarquables de coopération internationale fructueuse et même, peut-être, les prémices d'une sorte de gouvernance mondiale. [...] Le plus impressionnant à mes yeux a été le degré extraordinaire de coopération entre les autorités financières et monétaires dans la foulée de septembre/octobre 2008 en matière de politique monétaire et de régulation financière. [...] J'aimerais nous suggérer de rester circonspects à l'égard d'une invocation excessive de la gouvernance mondiale comme remède à ce qui nous fait souffrir et comme solution à des problèmes internationaux insolubles. Soyons réalistes vis-à-vis de la capacité des gouvernements nationaux à surmonter leur tendance au repli national qui est naturel dans une crise comme celle-ci et à se lancer dans de nouvelles initiatives internationales majeures. Je garde toutefois mon optimisme – mesuré – car des réussites notables et importantes ont été observées à la fois dans les politiques nationales et dans la coopération internationale.

Étant donné que le débat fait rage sur le futur rôle de la Chine, il est important que le monde comprenne mieux la détermination, la mission et la vision de « China Goes Global » en tenant compte de l'étalement du processus sur trois décennies. Il est essentiel de se rappeler que l'engagement de la Chine dans la mondialisation n'a pas été une décision facile à prendre. Il a été contesté et mis en doute à l'intérieur du pays. Les voix de l'ouverture et de la mondialisation ont parfois dû se taire, notamment quand la réforme économique s'est heurtée à des difficultés et à des défis. Par exemple, en 1998 quand la réforme des prix s'est heurtée à de nombreux graves problèmes en Chine, le terme « Ouverture » n'est pas apparu cette année-là dans le communiqué de la Troisième séance plénière du Congrès national. Les effets politiques et économiques globalement positifs de la réforme et de l'ouverture ont permis de sortir du bras de fer entre l'État et le marché, et la tendance actuelle croissante est de connecter la Chine au monde. Aujourd'hui, la Chine cherche à savoir comment mieux présenter à la face du monde ses bonnes intentions et ses efforts.



Débat général



Kunihiko Miyake
directeur de recherche, The Canon Institute for Global Studies, Japon

L'élément le plus important est la montée du phénomène nationaliste au niveau planétaire. Le nationalisme est de retour et je pense que nous devrions réfléchir aux moyens de le contrôler. [...] La Guerre froide a gelé et réfréné, en Europe et ailleurs, les nationalismes malsains et potentiellement violents. Malheureusement, les événements de Crimée de 2014 symbolisent la fin de l'ère post-Guerre froide. Le Japon n'est plus une jeune nation. Nous désirons vieillir en beauté. Cela fait déjà sept ans que nous sommes une puissance du statu quo et nous ne voulons pas changer le statu quo. Nous sommes tout à fait satisfaits du statu quo. Malheureusement, il se peut qu'il y ait des éléments à l'Est ou à l'Ouest, notamment d'anciens empires, qui soient prêts à frapper, dans notre partie du monde comme en Europe. Je pose donc la question : que devrions-nous faire face à la montée des nationalismes ? [...] L'UE, éventuellement l'OTAN, les États-Unis, le Japon et peut-être un certain nombre de pays du sud-ouest asiatique, toutes ces nations qui partagent le même esprit doivent collaborer et discuter ensemble des moyens de contrôler le nationalisme. [...] Grâce à la démocratie et aux valeurs universelles, nous pouvons contrôler le nationalisme, qui est potentiellement malsain, violent et dangereux.



Toby Simon
fondateur et président, Synergia Foundation, Inde

Dans un monde globalisé, les problèmes stratégiques qui touchent l'Asie auront un impact systémique sur d'autres régions du monde. L'Asie du Sud héberge une population très variée. Elle est fortement marquée sur le plan religieux par l'hindouisme, le bouddhisme et l'islam. Des politiques fondées sur la confiance doivent être développées, et le volume d'échange en Asie méridionale doit augmenter. La stabilité régionale en Afghanistan, dans le Golfe persique et au Moyen-Orient est cruciale du point de vue de la sécurité internationale. Mieux maîtriser les origines des comportements déviants, notamment chez les jeunes, comme aux Philippines, en Indonésie et en Malaisie peut favoriser une plus grande stabilité mondiale. En raison du nombre croissant d'internautes en Inde et en Chine, le centre de gravité d'Internet et du cyberspace se déplace vers l'Asie. Les relations sino-indiennes dépassent les problèmes frontaliers actuels. L'endigement des rivières en Chine, y compris le fleuve Brahmapoutre, peut avoir un effet négatif sur l'approvisionnement en eau douce de l'Asie méridionale. Le réchauffement climatique et la montée du niveau des océans, générés par le changement climatique, constituent une menace majeure. Une autre conséquence du réchauffement est la propagation de maladies et l'émergence de souches multirésistantes.



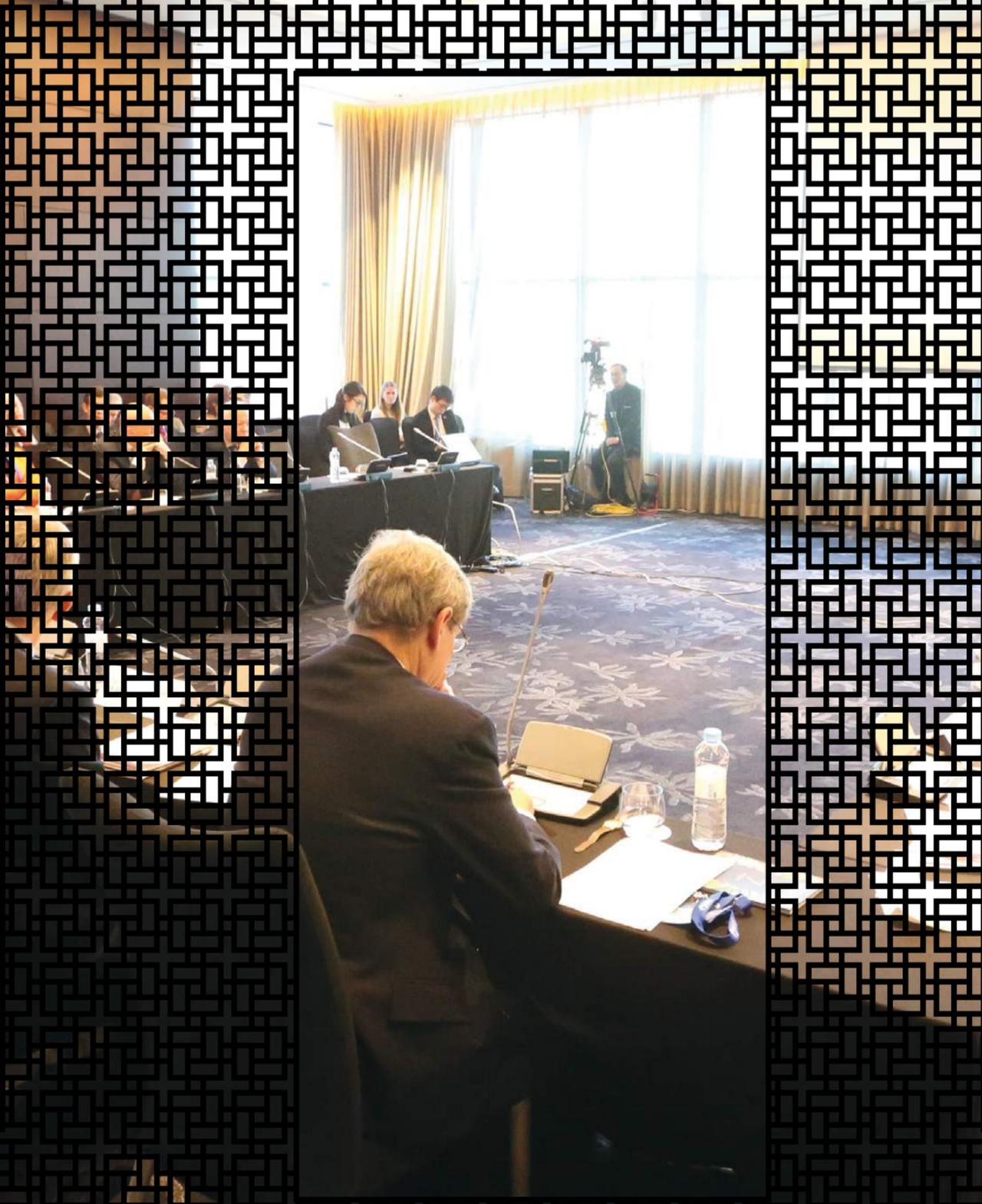
Carlos Pérez Verdia
chef de cabinet du ministre mexicain des Affaires étrangères

Je vais profiter de mon intervention pour parler de l'Amérique Latine et utiliser trois des thèmes de la conférence pour le faire. En commençant par la sécurité mondiale, en Amérique Latine nous n'avons aucun conflit significatif en termes de religions, d'ethnies ou de cultures, ni de problèmes de frontières. Nous sommes donc plus ou moins absents des débats sur les sphères d'influence. [...] (même si) les États-Unis ont été mentionnés quasiment à chaque fois, et bien sûr, sur le seuil des États-Unis se trouvent les 500 millions d'habitants qui vivent en Amérique Latine. [...] Le deuxième sujet de la conférence dont je vais m'inspirer est le débat de la croissance et de l'inégalité. Je suis peut-être un peu moins optimiste que je ne l'étais l'an dernier [...] Peut-être que la chose la plus inquiétante ici est la persistance de la dépendance fiscale de certains pays à des ressources de marchandises. [...] Les perspectives à moyen terme pour la croissance sont peut-être encore plus inquiétantes. [...] Dans certains endroits, il y a un manque de conviction et de confiance dans l'économie de marché. [...] la gouvernance est le plus gros défi de l'Amérique Latine. [...] Dominique a mentionné l'absence d'application des lois et les violations des droits de l'homme comme étant inacceptables et je me dois de dire que c'est également souvent le cas en Amérique Latine.



Michael Yeoh
fondateur et PDG de l'Asian Strategy & Leadership Institute, Malaisie

Je crois que plusieurs problèmes et défis de gouvernance qui se posent en Asie du Sud-Est sont relativement universels et partagés par d'autres pays. [...] le centre de gravité de l'économie mondiale s'est déplacé vers l'Asie et que ce mouvement va s'accélérer. [...] Le pivot états-unien – ou plutôt son rééquilibrage – vers l'Asie se focalise plus précisément sur l'Asie du Sud-Est. [...] À l'heure actuelle, la Chine est le premier partenaire commercial des 10 pays de l'ASEAN et les échanges bilatéraux entre la Chine et l'ASEAN enregistrent une croissance à deux chiffres. [...] L'ASEAN doit se concentrer, en termes de gouvernance, sur les quatre E et les quatre I : la gouvernance Économique, le défi de l'Emploi et le développement durable Environnemental. Parallèlement, l'ASEAN a besoin de renforcer les quatre I : Investissement, croissance Inclusive, Infrastructures et Innovation. Les défis immédiats auxquels fait face l'ASEAN à court terme correspondent aux quatre C : le Coût de la vie, la chute du Cours des marchandises, la Consommation, et le Changement climatique. L'Asie du Sud-Est continuera de jouer un rôle essentiel dans l'architecture régionale de l'Asie et l'espoir existe qu'elle devienne une puissance intermédiaire dans les prochaines années.



1. État de l'économie et de la finance mondiales



PRÉSIDENT ET MODÉRATEUR:
Jean-Claude Trichet
ancien président de la BCE

Nous sommes encore dans l'ombre de la pire crise de l'économie avancée depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle aurait pu être encore plus grave si les banques centrales et les gouvernements n'avaient pas pris des mesures extraordinairement audacieuses et rapides. L'Europe n'est rejetée que par les sensibilités extrêmes. Mais le même malaise touche toutes les économies avancées. En Europe, le financement de l'économie se fait par les banques de la proportion de 80% contre 20% aux EU. Et notre principal problème c'est la faiblesse des banques. Il faut y instaurer de la réglementation, des bonnes règles et une bonne surveillance pour éviter la catastrophe. Elles ont aussi une culture de prise de risque absurde qui est en cours de changement. Dans ce cadre, l'union bancaire est quelque chose d'important. L'euro a été dénigré avant même sa création. Or il est resté plus élevé que le dollar américain pendant toute la crise. La zone euro aura en 2015 une croissance de 2%. Le déficit de la balance courante des États-Unis est égal à 2,5% du PIB alors que l'excédent de l'Europe est de 2,5. Mais nous serons jugés finalement sur notre capacité à créer des emplois. Nous n'avons pas de menaces d'inflation, mais de déflation. Nous avons la compétitivité, un énorme excès d'épargne et une croissance misérable. C'est, bien sûr, surprenant.



Jeffrey Frieden,
professeur à l'université d'Harvard

On observe d'importants blocages politiques et économiques à une résolution de la crise en Europe, ce qui constitue une source d'inquiétude en Europe et partout dans le monde. [...] La crise de la dette pèse encore lourdement sur la croissance économique en Europe. [...] Mon point de vue, qui je suppose peut être considéré comme plutôt radical dans certains cercles européens, est qu'il ne peut y avoir de reprise sans une restructuration substantielle de la dette. [...] Dans un monde doté d'énormes marchés de capitaux, les petites différences macro-économiques peuvent donner lieu à d'énormes flux de capitaux. Ceux-ci, à leur tour, peuvent créer des cycles d'expansion-récession qui sont extrêmement difficiles à contrôler et qui peuvent coûter très cher sur le plan financier et économique. Je pense donc qu'il y a vraiment de quoi être inquiet. [...] Le processus dans la zone euro en est une parfaite illustration : les divergences macro-économique ont conduit à des flux de capitaux qui ont renforcé ou aggravé ces différences, menant à un cycle d'expansion et de récession. [...] Les entrées de capitaux ont entraîné une appréciation des devises et des pays émergents, en particulier le Brésil, ont dénoncé une guerre des devises. Et lorsque la « colère » a éclaté et que les capitaux ont fui les marchés émergents, on a vu apparaître la menace de crash monétaire, laquelle est devenue réalité dans certains cas.



Yutaka Aso,
président de Aso Group

Les responsables d'entreprise ont accepté ce plan et, s'appuyant sur leur sens des responsabilités et des opportunités, ils ont estimé que, du fait des efforts continus du gouvernement, il devenait nécessaire de prendre des mesures plus positives pour le succès de ce troisième volet de sa politique. En outre, la forte détermination de M. Kuroda, Gouverneur de la Banque du Japon, a déjà des résultats positifs. Il a déclaré que la banque ferait tout ce qu'elle pouvait pour surmonter la déflation qui sape depuis longtemps l'économie japonaise. La technologie japonaise est forte. La force de notre travail d'équipe est vraiment compétitive. La loyauté et le moral sont excellents. Dès qu'un objectif est clair et partagé, nous faisons toujours preuve d'un solide esprit d'équipe. Je ressens une grande différence dans l'attitude et les méthodes des PDG comparativement à il y a deux ans. Nous avons la ferme intention de participer au troisième volet de la politique en affrontant les marchés émergents en Asie. Il y aura des fusions et des acquisitions, pour les opportunités d'affaires, et des dépenses d'investissement, pour nous. Toutefois, il faudra un certain temps pour que cela se réalise et soit vraiment démontrée par les chiffres.

1. État de l'économie et de la finance mondiales



Daniel Dăianu,
membre de l'Académie roumaine ; ancien
ministre des Finances de Roumanie

Il y a aussi une très grave crise de la zone Euro [...]. Deuxièmement, nous sommes confrontés à une rupture des modèles cognitifs et opérationnels. [...] Troisièmement, se pose le problème de la mauvaise coordination des politiques. [...] Quatrièmement, on observe une fracture croissante entre la population, le corps social et la classe politique. [...] la montée des partis extrémistes, à gauche et à droite du spectre politique, qui rejettent fondamentalement le projet européen, donne de nombreuses raisons d'être inquiets pour les années à venir. Et enfin, [...] le monde dans lequel nous vivons est un monde d'insécurité grandissante et d'incertitude. Des événements extrêmes nous tiennent constamment sous pression. Le prix à payer sur le plan économique, institutionnel, social et politique est élevé ; tout ceci influence les représentations individuelles et l'imaginaire collectif. [...] Pour conclure, deux points de vue s'opposent quant au moyen de résoudre la crise actuelle. L'un consiste à dire que l'on doit laisser les marchés faire le travail, même si c'est douloureux et coûteux pour la plupart d'entre nous. Dans ce cas, il est à craindre de voir renaitre une nouvelle crise [...]. L'autre point de vue dit qu'on ne peut ignorer les dangers inhérents à une faible demande et à un chômage élevé. [...] Je pense que nous devons nous montrer moins réticents au risque dans l'élaboration des politiques afin d'éviter un désastre en Europe.



Bozidar Djelic,
associé, Lazard ; ancien vice Premier ministre
de Serbie

Beaucoup de gens disaient que le G20 serait complètement désagrégé une fois le moment le plus difficile de la crise passé, cela ne s'est pas avéré et, en fait la dernière réunion a montré qu'il y a eu un accord global sur les mesures réglementaires qui ont été proposées pour les plus grandes banques, les banques d'importance systémique à l'échelle mondiale. [...] D'énormes progrès ont été réalisés. [...] Il n'y a pas de modèle commun agréé que toutes les banques utiliseraient de la même manière. [...] en raison de la complexité mais aussi, avouons-le, en raison du lobbying [...] pour faire en sorte que les plus grands et les plus sophistiqués et mieux dotés en termes de ressources, soient capables de faire ce que d'autres ne sont peut-être pas tellement en mesure de le faire. [...] pourquoi n'avons-nous pas, en termes de modèles de risque, un modèle brut et juste qui serait appliqué, comme dont le ratio d'endettement a été appliqué, juste pour démontrer aux gens ordinaires que les banques ne vont pas sur un chemin insensé ? Mais alors on a un énorme pot de banques de l'ombre, il faut donc définir de nouvelles règles du jeu entre le système bancaire éclairé et celui de l'ombre. [...] Nous avons encore beaucoup plus de spéculation que nous n'avons de capacité de prêts bons et légitime



Jun Gwang-Woo,
ancien président de la Commission des
services financiers de Corée du Sud (FSC)

Je pense qu'il existe de vastes opportunités d'investissement à explorer de façon collaborative dans la région Asie et dans le monde. [...] La Corée connaît un vieillissement très rapide de sa population, je pense qu'il s'agit sans doute là du principal enjeu pour l'avenir de notre pays et celui d'autres pays aussi. [...] En règle générale, les personnes âgées ont tendance à avoir une faible tolérance au risque et ne s'engagent pas de façon agressive dans des investissements risqués. Résultat : elles économisent davantage, dépensent moins et préfèrent les actifs plus sûrs. [...] Lorsque nous parlons de stagnation séculaire, nous devons prêter plus d'attention au facteur démographique. Nous devons également réfléchir au moyen d'amener les personnes âgées qui ont beaucoup d'épargne à dépenser davantage. [...] Je pense que l'économie mondiale s'achemine vers une période de disparité grandissante entre pays. [...] Jusqu'à il y a encore quelques années, les BRIC étaient des économies en pleine ascension. Aujourd'hui, les BRIC connaissent des destins différents. [...] Je vois également l'année 2015 comme une période de courants contraires. [...] Les changements de courants économiques constituent un défi pour les décideurs politiques et la communauté internationale, mais en même temps ils génèrent de nouvelles opportunités pour l'investissement international.



Marek Belka,
président de la Banque nationale de Pologne

[...] nous sommes inquiets de ce qui se passera si nous commençons à réduire progressivement nos mesures exceptionnelles. Pour le moment, le tableau est plutôt rassurant. Je pense que le monde a évité ou a traversé assez en douceur cette phase de réduction progressive et, fondamentalement, la phase des achats d'actifs comme aux États-Unis. Je ne pense pas que nous ayons connu une réelle guerre monétaire comme certains de nos collègues, par exemple au Brésil, le redoutaient. Dans l'ensemble, il apparaît que, globalement, la politique monétaire a laissé du temps pour que d'autres politiques fonctionnent. Parfois, ce temps a été utilisé correctement, parfois, il a été perdu - ça se passe toujours comme ça. Je pense que les conséquences négatives de la politique monétaire non conventionnelle ont été relativement modérées jusqu'à présent. Quels sont les enseignements de cette crise ? Tant que [...] nous ne réformerons pas réellement le secteur financier, ce qui est une perspective lointaine à cause du lobbying, je suis désolé. Par conséquent, tant que nous nous en tenons à notre mandat, que nous nous en tenons aux politiques macroéconomiques, je pense que la leçon est : soyons pragmatiques.

2. Energie, changement climatique et environnement



COORDINATRICE :
Marie-Claire Aoun
directeur, Centre Energie, Ifri



PRÉSIDENT ET MODÉRATEUR :
Richard Cooper
professeur d'économie à l'université d'Harvard

Je suis très pessimiste à l'égard du processus COP dans lequel nous sommes impliqués. Je ne vois pas comment 193 pays aux intérêts si divergents peuvent parvenir à un accord significatif – et le terme « significatif » est important – par voie de consensus. [...] Une négociation fondée sur des objectifs quantitatifs constitue une erreur fondamentale. Si nous voulons avoir une chance de réussir, nous devons déplacer le débat, passer des objectifs aux actions et décrocher des accords sur ces actions. [...] Les diplomates ont le chic pour arracher une victoire rhétorique à partir d'une défaite apparente, et il se pourrait bien que la conférence de Paris soit une réussite d'un point de vue diplomatique mais il est très peu probable qu'un accord *significatif* sur le changement climatique puisse sortir de ce processus [...] Une grande quantité d'énergie reste non utilisée dans les déchets, et à n'en pas douter, d'ici une ou deux générations, les déchets d'une génération deviendront la ressource de la suivante. [...] En matière d'utilisation de l'énergie, la seule manière de toucher tous les décideurs passe par le système tarifaire. Si on y réfléchit, il y en a peut-être un milliard. Tous les foyers et les entreprises du monde sont les vrais décideurs en la matière. [...] Je pense que le processus COP fait fausse route. Un accord global sur le climat est possible, mais seulement à condition de reformuler l'objectif.



Laurent Fabius,
ministre des Affaires étrangères français

Les scientifiques en sont désormais certains : il y a un dérèglement climatique. Si nous ne réagissons pas, nous irons vers une augmentation, à la fin de ce siècle, de trois ou quatre degrés de température, six ou sept degrés ensuite, c'est-à-dire une catastrophe absolue pour tous nos pays et pour leurs habitants. Il faut réagir. La réaction est possible à condition qu'on limite les gaz à effet de serre et c'est là où l'énergie intervient car il faut de moins en moins utiliser les énergies fossiles, de plus en plus les économies d'énergie, les énergies renouvelables [...] La Chine et les États-Unis ont déjà modifié leurs positions, l'Europe a pris des positions ambitieuses : un fonds vert réunit déjà dix milliards de dollars pour aller en ce sens. C'est notre avenir qui est en jeu. Comme le dit Ban Ki-Moon, d'une jolie formule mais qui est profonde : il n'y a pas de plan B parce qu'il n'y a pas de planète B.



Vuk Jeremić,
ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU ; ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

La décarbonisation profonde exige un effort massif des gouvernements, du secteur privé, des ONG et la collaboration de tout le monde pour un changement global : quelle énergie pour notre vie ? [...] Les problèmes mondiaux exigent une conscience mondiale afin de trouver des solutions mondiales, [...] Il est illusoire de penser que les négociations au sujet de l'agenda post-2015 et du changement climatique pourront se tenir en marge des grandes tendances internationales. Afin d'obtenir de bons résultats à Addis Abeba, à New York et à Paris, il est nécessaire que les acteurs principaux développent un certain degré de confiance mutuelle et de bonne volonté. [...] L'instabilité géopolitique n'épargne pas non plus le contexte des Nations unies. [...] Ceci est dû à des choix faits par les États membres mais aussi au leadership insuffisant exercé par les Nations Unies. Un monde multipolaire sujet à des défis croissants de sécurité et de développement a plus que jamais besoin des Nations unies.

2. Energie, changement climatique et environnement



William Ramsay,
conseiller du centre Energie, Ifri ; ancien directeur exécutif adjoint, Agence internationale de l'énergie (AIE)

Depuis 2000, la demande mondiale d'énergie a augmenté de 33 %. Cette croissance ne concerne pas l'OCDE. [...] Les marchés sont bien approvisionnés à l'heure actuelle, mais des problèmes peuvent survenir, et l'augmentation de la production de pétrole va se concentrer sur les États-Unis, le Canada, le Brésil et le Moyen-Orient. Ailleurs, la production chute. [...] La situation est différente pour le gaz : pour l'instant, la sûreté de l'offre en gaz est un problème européen, mais les choses devraient s'améliorer alors même que la demande va augmenter de moitié. [...] Le charbon est abondant et peu coûteux, mais c'est sale. [...] En ce qui concerne le nucléaire, alors que la capacité augmentera de 60 % d'ici 2040, nous n'assistons pas à une renaissance nucléaire. [...] On constate une augmentation de la capacité nucléaire dans seulement quelques marchés [...] : à quel point l'objectif de deux degrés est-il réaliste? [...] Nous ne pourrions plus émettre de CO₂ à partir de 2040 si nous voulons atteindre l'objectif de deux degrés, ce qui n'est pas particulièrement réaliste. Par conséquent, il est urgent de passer aux étapes suivantes. [...] Le système énergétique ne se transforme pas assez vite pour atteindre l'objectif des deux degrés.



Bertrand de la Noue,
représentant de Total en Chine

Les entreprises énergétiques sont depuis longtemps restées muettes dans le débat climatique. [...] Total a été, au cours des dernières années, en première ligne d'une profonde modification dans la réponse de l'industrie. [...] Ce changement s'est accompagné d'un message clair qui peut être résumé en quelques points : a. nous continuerons à avoir besoin de toutes les sources d'énergie. b. 1,3 milliard de personnes vivent toujours sans accès à l'électricité. Pour qu'ils puissent y avoir accès, l'énergie doit être et demeurer bon marché. c. Le coût de l'énergie est un facteur différentiel déterminant d'une région à l'autre en termes de compétitivité. d. L'efficacité énergétique est le premier levier d'action. e. Les énergies renouvelables vont prendre une plus grande part dans le mix énergétique, mais elles doivent être rentables sans subventions pour être durables. [...] Mais il n'existe pas UNE solution miracle, c'est un ensemble de solutions qui doivent être développées en parallèle et discutées au niveau mondial.



Tatsuo Masuda,
professeur à la Nagoya University of Commerce and Business Graduate School, Japon

Les défis de l'énergie et de l'environnement ont une place symbolique en Asie, où va se concentrer près de 60% de l'augmentation de la demande en énergie d'ici 2040. L'Asie va devenir le "centre problématique" du monde si elle échoue à relever le défi, mais deviendra le "sauveur" du monde si elle réussit. Il y a de nombreuses initiatives en Asie pour créer des alliances et partager les expériences de politiques énergétiques et environnementales comme l'APEC, l'ASEAN +3 et l'ASEAN +8. Malgré cela, les avancées ne sont pas flagrantes, notamment à cause de la fragilité de la "volonté politique", qui peut souvent être perturbée par des événements à court terme comme les crises économiques et les incidents diplomatiques. Ce qui pourra raffermir la volonté politique sera le secret de notre victoire dans le combat climatique.



Luigi Colantuoni,
représentant de Total au Japon et en Corée du Sud

Changement climatique et transition énergétique sont des enjeux majeurs pour l'économie mondiale et l'avenir de l'humanité. [...] L'Initiative Pétrole et gaz pour le climat a été lancée en janvier 2014 au Forum économique mondial de Davos. Des grands groupes de différents pays en ont discuté ensemble, y compris Aramco (Arabie Saoudite), British Gas (Royaume-Uni), ENI (Italie), PEMEX (Mexique), Sinopec (Chine) et enfin Total (France). D'autres sociétés pétrolières nationales et internationales se joindront aux membres fondateurs pour permettre une couverture significative de la production mondiale de pétrole et de gaz. L'Initiative Pétrole et gaz pour le climat vise la collaboration, le partage des meilleures pratiques et des solutions techniques pour lutter contre le changement climatique et favoriser une énergie durable. [...] Nous croyons que l'énergie doit être meilleure, plus abordable et plus accessible. Mais aussi plus efficace et plus innovante.

2. Energie, changement climatique et environnement



Christian Bréchet,
directeur général de l'Institut Pasteur

Il faut envisager les effets du changement climatique sur la santé dans la perspective d'une santé mondiale et unique. La santé unique, cela signifie que vous ne pouvez comprendre ce qui se passe et ce qui va se passer que si vous analysez systématiquement et simultanément, le statut des humains, mais aussi des animaux et de l'environnement. [...] le changement climatique et la pollution vont également affecter les modèles pathologiques. L'impact de la flore intestinale, les bactéries de l'intestin, notre deuxième génome, sur l'obésité, le diabète, les inflammations, sur cancer mais aussi sur les pathologies neuro-dégénératives et psychiatriques est une science en développement. Quand on veut prévoir l'impact du changement climatique sur la santé, nous devons prendre cette évolution en compte. [...] Les impacts éco-épidémiologiques sont très importants. Il y aura de plus en plus de risques de santé liés aux catastrophes naturelles et de plus en plus de défis de santé liés aux déplacements de population. [...] Nous ne pouvons dire si la crise d'Ebola est due au changement climatique ; mais nous savons que la cause majeure de la propagation a été la déforestation [...] Si on regarde les effets du changement climatique sur la transmission d'un virus par un moustique, plus vous augmentez la température, plus vous augmentez l'efficacité de la transmission.



Lee Seung-Hoon,
professeur émérite de l'université de Séoul, ancien co-président du Comité sur la croissance verte du gouvernement coréen

Dotée d'outils fonctionnant avec l'énergie du feu, l'humanité avide a d'une part réussi à atteindre une prospérité étonnante, et d'autre part dégradé l'environnement jusqu'à le détruire [...] Elle doit créer des incitations pour encourager les individus à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et pour fournir des technologies adaptées à cet objectif. [...] le premier étant une *réduction égale des émissions*. Chaque agent réduirait ses émissions dans la même proportion que les autres, et je pense que la plupart des pays développés préféreraient cette option. Le second principe est celui des *émissions égales* : puisque les émissions sont un droit fondamental de l'existence et de l'activité humaine, ce droit devrait être réparti équitablement sur l'ensemble de l'humanité, et un même quota assigné à chaque être humain, conforme à l'objectif. [...] Les économies en développement seront payées pour cela, mais ne devront pas utiliser cet argent comme elles le voudront ; on exigera qu'elles dépensent le fruit de cet échange au seul octroi de licences attribuées à des technologies vertes



Sverre Vedal,
professeur, université de Washington (UW) School of Public Health; Chinese Research Academy of Environmental Sciences (CRAES)

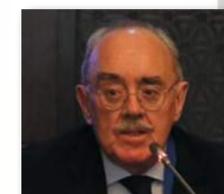
Je vous quitterai sur ces quatre points. Alors que la plupart des polluants atmosphériques ont un effet réchauffant, certains d'entre eux, et parmi eux des polluants importants, ont un effet refroidissant, et cela complique beaucoup les stratégies d'atténuation. Les compromis pour réduire la pollution atmosphérique et le réchauffement climatique sont à prendre en compte dans les programmes de lutte, et j'ai mis en avant des exemples de scénarios gagnant-perdant et perdant-gagnant. Un élément que je n'ai pas évoqué est l'attention portée aux sources dans l'atténuation, plutôt qu'aux polluants individuels, et enfin il y a le sujet que j'ai brièvement évoqué, le fait que le changement climatique va entraîner la concentration de certains polluants, avec les implications sanitaires que l'on connaît suite à l'augmentation des polluants.



Anil Razdan,
ancien ministre de l'Energie de l'Inde

Un autre domaine sur lequel nous devons nous pencher, en particulier dans le contexte des combustibles non fossiles, est l'amélioration des fourneaux car, selon les recensements de 2009 et 2010, 76 % de la population indienne, dont 17,5 % de la population urbaine, utilisait encore le bois pour cuisiner. [...] Clean Air Asia a réalisé en 2013 une étude portant sur 300 villes asiatiques qui révèle que les concentrations de PM₁₀ étaient conformes aux valeurs limites dans seulement 16 villes ; dans 94 % des villes étudiées, l'air était impropre à la respiration. L'OCDE a déclaré en 2010 que parmi les dix villes les plus exposées au changement climatique, 7 se situent dans des pays en développement en Asie. Il s'agit là aussi d'un défi que nous voulons relever en nous tournant vers les véhicules électriques et les systèmes de transport en commun rapides. [...] Les centrales à charbon inefficaces doivent sortir du paysage le plus tôt possible, puis il faut introduire des réseaux intelligents afin d'intégrer les énergies renouvelables. [...] La consommation d'eau et la pollution de l'eau sont deux grandes problématiques auxquelles nous devons nous attaquer immédiatement dans le cadre des discussions sur l'énergie et le climat.

3. Agroindustrie en Afrique et en Asie



MODÉRATEUR :
Jean-Yves Carfantan,
Senior Consultant, Agro-
BrasConsult



Suresh Kumar,
rédacteur en chef d'Africaindia.org; ancien responsable et directeur du département des études africaines,
université de Delhi

Le partage du produit agricole total doit être établi selon un ratio de 70/30 ou 75/25 ou 85/15, où 70 % doivent être réservés à l'exportation et à l'industrie et seulement 30 % à la consommation domestique afin de réussir la révolution verte en Afrique. Le programme CAADP pour la révolution verte est pris au sérieux par l'Inde et ses investisseurs privés. La coopération des organisations régionales joue en faveur d'un développement cohérent de l'agriculture africaine. L'infrastructure légale autour des droits à la propriété et des titres de propriétés est la prérogative des gouvernements nationaux en Afrique. L'engagement de toutes les parties prenantes pour une formation adéquate des DRH et le transfert des technologies, le besoin d'introduire plus de terres agricoles et d'application S&T en Afrique, la nécessité d'encourager l'agriculture coopérative sous le régime du système de terres collectives, aideront à l'utilisation de matériel agricole moderne en Afrique. Il faut encourager les fermiers africains à intégrer des programmes d'éducation agricole et d'alphabetisation. L'expansion agricole est un thème important des universités agricoles dans le monde, qui va aider le système éducatif agricole en Afrique à se renforcer dans les zones rurales. Encourager la jeunesse africaine à se former en sciences agricoles et à développer les technologies selon les besoins locaux. Ouvrir des banques coopératives rurales pour renforcer la micro-finance et les SHG.



Khalid Meksem,
président de l'Université Mohammed VI

[...] À l'ère pré-coloniale, l'agriculture en Afrique était durable, locale et harmonieuse. [...] En fait, les gens qui s'intéressent à la durabilité aujourd'hui devraient s'envoler vers des endroits reculés d'Afrique et apprendre des gens du pays une chose que j'y ai apprise, c'est la permaculture, que nous essayons de réintroduire en Europe et en Amérique du Nord. À l'époque post-coloniale il y eut le chaos dans certains pays. Le monde était divisé entre Russes et Américains et il y avait une lutte acharnée pour conquérir des territoires, ce qui a conduit à une grande d'instabilité. La même que nous voyons actuellement dans les zones de guerre où il n'est pas possible de produire quoi que ce soit. Les années 1980 et 1990 sont aussi connues comme une époque où certains pays sont devenus des pays émergents ; la Chine a commencé à jouer un rôle majeur et il y avait aussi, le Japon, la Corée et l'Inde sur le continent asiatique. Il y a eu alors cet intérêt pour l'Afrique, pour la simple raison que le prix de la nourriture augmentait de plus en plus. Avec tout l'instabilité dans les relations entre l'Union soviétique et ses républiques, ainsi qu'entre l'Union soviétique et les États-Unis, il y avait une demande, de la part de ces pays émergents, pour plus de nourriture et ils savaient que la seule façon d'en obtenir à moins cher était de chercher une alternative, et l'alternative était l'Afrique.

3. Agroindustrie en Afrique et en Asie



Krishan Jindal,
PDG, NABARD Consultancy Services Pvt. Ltd.

NABARD (Banque Nationale pour l'Agriculture et le Développement Rural) a pu faciliter le flux de crédit vers l'agriculture et également aidé à l'adoption de technologies par les petits fermiers pour qu'ils travaillent de manière rentable et durable. Avec cette toile de fond et l'expérience de NABARD, de nombreux pays africains ont manifesté un intérêt pour profiter de notre expérience. [...] En ce qui concerne NABARD Consultancy Services, nous aidons à la préparation de rapports de projets, offrons du conseil en gestion de projet prévisionnel, pour l'accord techno-économique des projets, la création de capacité des différentes parties prenantes du secteur agricole et les programmes d'exposition internationale. [...] Les coopératives de crédit marchent très bien en Inde et de nombreux délégués africains sont venus les étudier. [...] Un autre domaine qui a été étudié, c'est la façon dont les banques accordent les financements de projets pour les petits exploitants ou les petites entreprises et comment le financement se déroule par la suite, quels sont les mécanismes adoptés et comment les prêts sont garantis. [...] NABARD a fait un travail extraordinaire dans le domaine de la microfinance, qui est bien reconnu.



Rod A. Wing,
professeur, université d'Arizona

[...] la grande question est la question à 9 milliards d'humains. [...] Notre objectif est de développer de nouvelles variétés qui présentent un meilleur rendement et des qualités nutritives plus élevées tout en ayant une empreinte environnementale moindre, à savoir du riz qui requiert moins d'eau, d'engrais et de pesticides et en mesure de pousser sur des terres marginales. [...] Une grande partie du développement de ce nouveau type de cultivars repose sur le concept de capture de la variation naturelle qui existe dans les cultivars naturels, les accessions et les dérivés sauvages. [...] Nous aurons bientôt les génomes de tous les dérivés sauvages du riz et nous pouvons nous servir de ces informations pour identifier les gènes importants sur le plan agricole qui peuvent être utilisés pour améliorer les cultures. [...] L'un des plus grands défis auxquels nous faisons face pour la culture des plantes consiste à être en mesure de relier les séquences de génomes aux caractéristiques fonctionnelles qui pourraient être utilisées pour créer des variétés durables et supérieures. [...] L'idée est de prendre les 120 000 accessions de riz, de les planter à divers endroits du globe, de les phénotyper et de saisir les variations naturelles afin de créer les supercultivars de nouvelle génération qui nous permettront de faire face à la hausse de la population mondiale.



Philippe Chalmin,
professeur à l'université Paris-Dauphine

Les objectifs politiques sont essentiels pour comprendre les objectifs et les moyens des politiques agricoles. Souvent, dans les pays en développement, et en particulier en Afrique, le premier souci est de fournir des produits alimentaires bon marché à la population urbaine, laquelle est la plus susceptible de protester contre les prix élevés des produits alimentaires. Au contraire, si nous voulons développer l'agriculture familiale, il faut des prix stables et rémunérateurs pour les agriculteurs, comme cela a été le cas en Europe avec la PAC et comme cela existe en Inde et d'une certaine façon en Chine. Le principal écueil est donc d'ordre financier : les consommateurs sont trop pauvres pour payer ces prix et les budgets publics sont trop restreints pour fournir des subventions alimentaires ou agricoles. La principale leçon que nous pouvons tirer de l'Inde ou de la Chine est la nécessité de protéger les marchés agricoles locaux et les prix agricoles. Cela nécessite de l'argent et nous avons donc besoin d'une aide internationale, probablement plus que de nouvelles technologies !

DÉJEUNERS
& DÎNERS DÉBATS





Hong-Koo LEE
ancien Premier ministre de la République
de Corée

La Corée est divisée depuis 70 ans et il s'agit là sans doute de l'une des plus longues divisions artificielles d'un peuple et d'une communauté. [...] L'Allemagne et la Corée présentent d'énormes différences en ce qui a trait à la partition et à la réunification. L'une des différences majeures réside dans le fait que la Corée n'a que trois voisins alors que l'Allemagne est située en plein cœur de l'Europe, [...] la Chine et la Russie ne sont pas simplement plus grandes mais sont immensément plus grandes que la Corée. Et de l'autre côté du détroit, nous avons le Japon. Donc, dans un certain sens, à l'ère de la géopolitique, nous sommes voués à connaître des problèmes d'une façon ou d'une autre. [...] Lorsque la réunification allemande a eu lieu en 1990, nous avons connu une période de dégel similaire, et une amélioration des relations entre les deux Corées. En 1991, nous avons signé les accords de base pour la coopération Nord-Sud. En 1992, nous avons fait des déclarations communes pour maintenir la péninsule coréenne hors du nucléaire. Qu'est-ce qui a fait changer la situation ? Il a plusieurs raisons, mais c'est en partie parce que nous n'avons pas bénéficié du soutien de la communauté internationale, et sa garantie pour tous ces accords. La condition essentielle est de réunir les grandes puissances afin qu'elles garantissent la coexistence pacifique des deux Corée, œuvrant ensemble dans la perspective d'une éventuelle réunification. Il y a de bonnes chances de parvenir à la réunification.





7th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE

December 8-10, 2014 • Seoul

Le futur de la diplomatie



Yun Byung-Se,
ministre des Affaires étrangères de la République
de Corée

Il ne fait aucun doute que les programmes d'armement nucléaire de la Corée du Nord constituent le problème le plus urgent. En ce moment même, Pyongyang développe les capacités de ses armes nucléaires en travaillant sur la miniaturisation et la diversification, et modernise ses systèmes de lancement. Cela rend les capacités nucléaires nord-coréennes bien plus dangereuses que celles de l'Iran. [...] Les contradictions internes de la Corée du Nord, et notamment les problèmes des droits de l'homme, font partie de la dure réalité de la péninsule coréenne. Cette réalité souligne la nécessité d'une collaboration entre le gouvernement coréen et la communauté internationale afin de parvenir à une paix durable, l'objectif ultime restant la réunification pacifique. [...] La Corée du Nord pourrait ainsi s'inspirer du Myanmar [...] personne ne peut rester au-dessus de la mêlée lorsque des questions de portée mondiale telles que le changement climatique, la pauvreté et la coopération pour le développement, les épidémies, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive touchent chacun de nous. Ceci est d'autant plus vrai pour la Corée, membre clé du G-20, et des trois organes principaux des Nations unies, à savoir le Conseil de sécurité, le Conseil des droits de l'homme et le Conseil économique et social. [...] Il nous reste une tâche à accomplir : rendre le monde plus sûr et faire bénéficier des bienfaits de la prospérité tous ceux qui restent dans l'ombre. [...] une Corée réunifiée sera débarrassée des armes nucléaires ; un modèle en matière de droits de l'homme et de démocratie ; en paix avec ses voisins ; un moteur de croissance économique mondiale ; et un promoteur de la paix et de la prospérité régionales et internationales.





Joseph NYE
professeur émérite, Center for Public Leadership,
Harvard Kennedy School

L'hégémonie des Américains n'a jamais été totale. C'est un peu un mythe du passé, qu'il a existé une époque où les Américains pouvaient faire ce qu'ils voulaient, alors qu'aujourd'hui nous ne pouvons rien faire, la vérité se situe quelque part entre les deux. [...] En ce qui concerne le Moyen-Orient, nous n'avons pas de solution et nous ne savons pas quelle est la solution. [...] Comment s'assurer que la Russie comprenne que fouler au pied les accords de 1945 inscrits dans la Charte des Nations Unies a un coût ? Cependant, il ne faut pas isoler la Russie définitivement. [...] Les relations entre les États-Unis et le Japon sont très solides, mais en même temps, il n'y a pas eu d'isolement de la Chine ou de tentatives de la contenir. [...] Il y a ceux au Congrès qui disent : « Ajoutons de nouvelles sanctions pour mettre plus la pression sur les Iraniens. » Il y a ceux dans l'Administration qui disent « Si vous renforcez les sanctions maintenant, vous allez réduire les probabilités à 10 % ou zéro. » Je suis enclin à penser qu'il faut donner une chance à la diplomatie. [...] Je ne pense pas que nous soyons à la veille d'une période de grande détente avec l'Iran car nos intérêts divergent sur de trop nombreux points. [...] Je ne pense pas qu'ils soient nombreux au Pentagone ou à la Maison blanche à avoir des craintes quant aux relations entre la Corée du Sud et la Chine. Par contre, les relations entre la Corée du Sud et le Japon les inquiètent. Quelque chose pourrait mal tourner en Corée du Nord, il y a de bonnes chances que cela arrive. Par conséquent, le fait que le Japon et la Corée du Sud ne coopèrent pas aussi étroitement qu'ils le devraient est dangereux pour la Corée du Sud et le Japon. [...] Il a été fortement recommandé au Japon et à la Chine de ne pas faire d'erreur de calcul susceptible de mener à une escalade.

Richard HAASS
président du Council on Foreign Relations

L'un des principaux phénomènes est la diffusion du pouvoir, non seulement aux acteurs États, mais également aux acteurs autres que les États. Ce phénomène s'est accompagné d'une décentralisation de la prise de décision. [...] De plus en plus d'acteurs, qu'il s'agisse ou non d'États, prennent leurs propres décisions, avec moins de déférence à l'égard des États-Unis. [...] On assiste actuellement aux États-Unis à une réflexion sur le niveau d'engagement approprié des Américains dans le monde. [...] Dans les domaines de la sécurité nationale, de la politique étrangère et de la défense, l'initiative incombe en grande partie à l'exécutif. [...] Si on tente d'imaginer la situation en Ukraine dans un an, je pense qu'elle ne sera pas fondamentalement différente de ce qu'elle est aujourd'hui. [...] nous devons être beaucoup plus volontaires en ce qui concerne le renforcement de ce qui reste de l'OTAN [...] Je souligne ceci uniquement pour dire qu'en cas de 'réussite', et s'il y a un accord, tout ne sera pas réglé. Il y aura ensuite des discussions sur le niveau de l'allègement des sanctions qui doit être accordé à l'Iran. Il y aura des débats sans fin sur les questions de l'application. [...] Avec ou sans accord, il est possible de garder ouverte l'option d'une coopération sélective [...] Dans les années à venir, je me concentrerai moins sur le moyen d'améliorer la situation israélo-palestinienne et je réfléchirai davantage aux moyens d'empêcher que la situation empire. [...] En ce qui concerne la Chine et du Japon, la bonne nouvelle que nous venons d'apprendre est la rencontre entre le ministre chinois des Affaires étrangères et le Conseiller à la sécurité nationale du Japon. C'était en quelque sorte un accord sur le désaccord, et une manière de dire « Laissez-nous gérer la situation ».





Mehmet CEYLAN
vice-ministre du développement
de la Turquie

La croissance économique de la Turquie suscite l'admiration car elle va de pair avec les valeurs démocratiques et modernes.[...] La Turquie a enregistré une croissance très solide et des améliorations significatives d'après les indicateurs économiques. Excepté en 2009, année de crise la plus grave, le taux de croissance moyen du PIB s'établit à 5,9% sur la dernière décennie. [...] Ces réformes structurelles, qui ont été réalisées rapidement dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE, ont été axées sur une accentuation de la libéralisation de l'économie turque. [...] la stabilité politique a instauré un climat de confiance économique et sociale, contribuant ainsi à un environnement favorable aux affaires et à une croissance orientée vers le secteur privé.[...] La Turquie est devenue la sixième économie européenne et la 17^e économie mondiale en 2013. [...] Parallèlement aux améliorations du secteur réel, nous pouvons également dire que le secteur financier en Turquie a enregistré une bonne croissance durant cette même période. [...] En matière d'éducation, la scolarité obligatoire a été portée de huit à douze ans en 2013. [...] tous les citoyens turcs bénéficient d'un accès gratuit à des services de santé de haute qualité. [...] Nous sommes toujours prêts à partager notre expérience avec d'autres pays.



WORLD

POLICY

CONFERENCE

7th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE

December 8-10, 2014 • Seoul

DÎNER DE GALA
& NETWORKING



**Thierry de Montbrial**

Il y a une raison pour la quelle nos amis coréens pensaient que ce serait une bonne idée que la réunion de la WPC se tienne à Séoul. C'est justement parce qu'ils comprennent l'importance de l'Union européenne.

Jin Roy Ryu
PDG de Poongsan Goup

J'étais à Monaco l'an dernier et nous avons parlé d'accueillir cette conférence en Corée, car il s'agit après tout de la World Policy Conference. Comment en effet l'appeler la World Policy Conference sans en organiser une en Asie ? Je suis très heureux que cela ait pu se faire.

Yim Sung-Joon
Conseiller chez Lee International IP & Law Group, ancien président de la Korea Foundation

En 2008, Thierry m'a approché afin que je lui donne mon avis sur son idée de lancer un processus de gouvernance mondiale. J'ai immédiatement pensé à l'objectif de politique étrangère de la Corée qui était de sortir du cadre de la péninsule coréenne et de l'Asie du Nord-Est, et l'idée de Thierry s'inscrivait parfaitement dans cette démarche. J'ai donc consulté mon Gouvernement, et le Président Lee a dépêché son envoyé spécial à la première World Policy Conference qui s'est tenue à Evian.

Miguel Ángel Moratinos
ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne

L'Europe a un rôle à jouer dans le monde et se doit de défendre et partager certains principes, idées et valeurs qui doivent être respectés partout dans le monde. Nous avons besoin de vous pour cela et nous avons besoin de la WPC.

S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal
président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques (KFCRIS)

Je ne vais pas répéter ce que mes amis ont déjà dit et Thierry et son équipe méritent amplement ces louanges, mais nous attendons aussi beaucoup d'eux à l'avenir. Je vous invite à vous joindre à moi pour non seulement les applaudir, mais aussi espérer qu'il y aura à l'avenir de nombreuses autres participations.







Ju, Chul-Ki

Toutes mes félicitations au Président Thierry de Montbrial et à la WPC pour cette conférence opportune et ô combien essentielle. Il est en effet difficile de minimiser l'importance de la réunion d'aujourd'hui, compte tenu de tout ce qui se passe dans cette partie du monde.

Othman Bouabid

De retour au Maroc je souhaite féliciter l'ensemble de votre équipe pour le remarquable travail accompli afin que la World Policy Conference de Séoul soit un succès.

Tadakatsu Sano

Bravo pour le formidable succès de la World Policy Conference à Séoul. J'aimerais vous remercier de nouveau pour cette invitation à la WPC, qui est maintenant reconnue internationalement par la société intellectuelle. Les discussions ont été stimulantes et je pense y avoir beaucoup appris.

Suresh Kumar

Merci pour tout. J'ai beaucoup apprécié l'organisation et les hébergements proposés à Séoul. L'atmosphère fut si agréable pendant ma présentation, que je fus très heureux pendant ma conférence et la discussion fructueuse qui suivit.

Susan Liautaud

Je ne dirais jamais assez combien j'ai été impressionné par tout – l'orchestration avec des intervenants de qualité, l'hôtel, le financement d'une localisation entièrement nouvelle... Vous vous êtes surpassés cette année avec le défi le plus difficile qui soit. J'ai beaucoup apprécié ce privilège. Vous pouvez en être fiers.

Ribal Al-Assad

Ce fut un plaisir de vous rencontrer à l'occasion de la World Policy Conference, et je vous remercie de m'avoir invité. Être à Séoul était un honneur et un privilège, de même qu'avoir l'opportunité de participer à un forum si instructif et enrichissant. Comme vous le savez, les thèmes de liberté et de démocratie sont essentiels dans ma vie, et j'ai été ravi de recevoir un tel soutien et une telle empathie de la part de mes collègues conférenciers et officiels.

Franciscus Verellen

Je tiens à exprimer mes chaleureuses félicitations à tous ceux qui ont fait de la World Policy Conference 2014 un brillant succès. Cette année encore, les discussions libres et sans langue de bois ont permis aux participants de confronter leurs idées en allant à l'essentiel, et ceci dans un contexte géographique auquel je ne suis évidemment pas insensible.

Lynda Chalker of Wallasey

Être avec vous a été à la fois un honneur et un plaisir. J'ai hâte de vous retrouver l'année prochaine à Montreux.

Tobby Simon

Bravo pour avoir organisé une si magnifique conférence.

Mohamed Laichoubi

Toutes mes félicitations pour le Sommet de la WPC de Séoul, qui a été une formidable réussite. Les organisateurs ont fait un excellent travail et les débats furent d'une très haute tenue. Je me joins à tous ceux qui ont déjà exprimé leur satisfaction.

François Drouin

C'est avec beaucoup d'intérêt et de plaisir que j'ai participé à la 7^e WPC à Séoul. L'ensemble était parfait et d'un très haut niveau intellectuel. À nouveau merci et bravo d'être parvenus à tenir la distance sur cet exercice difficile et délicat.

Tatsuo Masuda

Quelle belle opportunité d'apprendre, de réfléchir et de nouer des contacts.

Miguel Ángel Moratinos

Merci de m'avoir permis de participer à la World Policy Conference à Séoul la semaine dernière. Je pense qu'elle fut un franc succès avec un échange d'opinion très gratifiant sur des domaines variés grâce à la haute qualité des participants. Participer à la session sur le Moyen-Orient a été un plaisir. Je considère que la WPC est un lieu idéal pour modeler l'avenir des politiques mondiales. Je tiens à exprimer ma gratitude et je saisis cette opportunité pour vous rappeler que je me tiens à votre disposition pour une future contribution à la WPC.



Ahn, Choong Young

Président, Commission nationale pour les partenariats d'entreprise, République de Corée. Il a été médiateur en matière d'investissements étrangers et président du Korea Institute for International Economic Policy.

Al-Assad, Ribal

Fondateur et directeur de l'Organisation pour la démocratie et la liberté en Syrie et président de la Fondation Iman. Il milite à l'échelle internationale pour la défense de la démocratie, de la liberté et des droits de l'Homme.

Al-Barrak, Ahmad

Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite auprès de la République de Corée.

Son Altesse Royale le Prince Turki Al-Faisal

Président du Centre du Roi Fayçal pour la recherche et les études islamiques à Riyad. Il a été ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite aux États-Unis d'Amérique. Il est l'un des fondateurs de la Fondation du Roi Fayçal.

Al-Harthy, Mohamed

Ambassadeur du Sultanat d'Oman auprès de la République de Corée depuis 2010.

Al-Nahar, Omar

Ambassadeur de Jordanie auprès de la République de Corée depuis 2010.

Al-Shatti, Abdulmajeed

Membre du Conseil suprême du pétrole, Koweït. Ancien président du conseil d'administration et directeur général de la Commercial Bank of Kuwait. Ancien président du conseil d'administration de la Kuwait Banking Association.

Amrani, Youssef

Chargé de mission au cabinet royal

du Maroc. Il a été nommé ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération par Sa Majesté Mohammed VI. Ancien secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée.

Antil, Alain

Responsable du programme « Afrique subsaharienne » de l'Ifri. Spécialiste de la Mauritanie et des questions de sécurité au Sahel. Il enseigne à l'Institut d'études politiques de Lille. Il a aussi été chercheur à l'Institut de recherches internationales et stratégiques.

Aoun, Marie-Claire

Directeur du Centre Énergie de l'Ifri. Elle a été économiste à la Commission de régulation de l'énergie, où elle a contribué aux travaux sur l'intégration des marchés du gaz en Europe.

Apkhazava, Nikoloz

Ambassadeur de Géorgie auprès de la République de Corée. Ancien ministre conseiller à l'Ambassade de Géorgie au Japon et ambassadeur itinérant au ministère des Affaires étrangères de Géorgie.

Aso, Yutaka

Président d'Aso Group. Il est directeur indépendant chez Hoya Corporation. Il siège également aux conseils d'administration de sociétés telles que Sumida Corporation, Toto Ltd. et Nishi-Nippon Railroad Co. Ltd.

Avital, David

Président de MTP Investment Group. Entrepreneur, capital-risqueur et philanthrope à l'origine de grandes réussites dans l'immobilier, les parkings, la biotechnologie et d'autres domaines.

Azzam, Samira Kristina

Directrice des relations gouvernementales globales chez Accenture. Elle a rejoint Accenture après avoir travaillé au sein du cabinet de rela-

tions gouvernementales Fabiani & Company, où elle défendait les intérêts de clients devant le Congrès américain et des agences fédérales.

Baasanjav, Ganbold

Ambassadeur de Mongolie auprès de la République de Corée. Ancien directeur général du Département Asie-Pacifique au ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Mongolie, et ancien ambassadeur au Vietnam.

Bagger, Thomas

Directeur de la planification politique à l'Office fédéral allemand des Affaires étrangères. Ancien directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères allemand. Il a également exercé les fonctions de conseiller à l'ambassade allemande d'Ankara, puis de Washington.

Bark, Taheo

Professeur et ancien doyen à la Graduate School of International Studies (GSIS) de l'université nationale de Séoul. Il a été ministre du Commerce de la République de Corée et ambassadeur chargé de l'économie et du commerce internationaux.

Barré, Nicolas

Directeur de la rédaction des *Echos*. Il est chroniqueur à Europe 1 et à Radio Classique. Il a également été directeur délégué de la rédaction du *Figaro*.

Belka, Marek

Président de la Banque nationale de Pologne. Ancien Premier ministre polonais, vice-Premier ministre et ministre des Finances, directeur du Département Europe au FMI, et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

Bensemhoun, Arié

Directeur exécutif de l'European Leadership Network (ELNET), organisation européenne indépendante qui œuvre au renforcement des

relations bilatérales entre l'Europe et Israël. Membre du bureau exécutif du Crif.

Bernal, José Luis

Ambassadeur du Mexique auprès de la République de Corée. Ancien ambassadeur en République tchèque, en Suisse et au Liechtenstein. Il a été conseiller économique principal au ministère des Affaires étrangères.

Bertossi, Christophe

Directeur du Centre Migrations et Citoyennetés de l'Ifri. Il enseigne à Sciences Po (Paris). Il a été chercheur Marie Curie à l'université de Warwick et chercheur invité à l'université de New York.

Biloa, Marie-Roger

Présidente de l'Africa International Media Group. Elle dirige *Africa International*, magazine panafricain créé en 1958 à Dakar, au Sénégal. Elle est journaliste de profession.

Bontemps, François

Ambassadeur de Belgique auprès de la République de Corée. Auparavant, il a été directeur général des Affaires étrangères et du développement et représentant permanent adjoint au Conseil de l'Europe.

Bouabid, Othman

Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc. Ancien gouverneur. Il a été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, chargé de mission au cabinet du ministre de l'Intérieur et administrateur à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.

Bréchet, Christian

Directeur général de l'Institut Pasteur. Auparavant, il était vice-président de l'Institut Mérieux en charge des affaires médicales et scientifiques. Il a été directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Byun, Dae-Ho

Ancien ambassadeur de la République de Corée en Croatie. Directeur de la planification et de la coordination au Jeju Peace Institute (JPI). Avant d'intégrer le JPI, il a travaillé au ministère des Affaires étrangères et du Commerce.

Carfantan, Jean-Yves

Consultant senior, il dirige Agro-BrasConsult, une société de conseil brésilienne à São Paulo et à Rio de Janeiro. Il est membre du comité directeur du Global Food Security Forum (GFSF).

Ceylan, Mehmet

Vice-ministre turc du développement. Il a également été député du Parti pour la justice et le développement (AKP) au sein de la Grande Assemblée nationale de Turquie, maire de la ville de Safranbolu et spécialiste adjoint à l'Organisation de planification nationale (DPT).

Baronne Lynda Chalker of Wallasey

Fondatrice et présidente d'Africa Matters Ltd. Vice-présidente de WaterAid, vice-présidente d'honneur de la Croix-Rouge britannique. Ancienne ministre d'État au Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth.

Chalmin, Philippe

Professeur d'histoire économique et directeur du master d'Affaires internationales à l'université Paris-Dauphine. Il est le président fondateur de Cyclope, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières.

Chang Dae-Whan

Président du Maekyung Media Group. Président du Maeil Business Newspaper et du Maeil Broadcasting Network. Fondateur et président exécutif du World Knowledge Forum. Il a été Premier ministre intérimaire de la République de Corée.

Chang, Dal-joong

Professeur émérite en science politique et en relations internationales à l'université nationale de Séoul. Membre du comité consultatif pour les affaires politiques au ministère des Affaires étrangères.

Chi, Chang-hoon

Président et directeur des opérations de Korean Air. Ancien vice-président exécutif et vice-président de la gestion au sein de la division Korean Air Cargo et du projet Navoi, ainsi que vice-président de la gestion au siège régional en Chine.

Cho, Jeong-hoon

Représentant du Groupe Total en Corée. Président de Bowater Korea Ltd. et vice-président de Resolute Forest Products Inc. Ancien commissaire aux comptes chez Samsung Total Petrochemical Co. Ltd. et ancien président de Cray Valley Korea Co. Ltd.

Choi, Byung-il

Professeur, Ewha Womans University. Ancien président du Korea Economic Research Institute. Ancien membre du Conseil consultatif économique national auprès du président de la République de Corée.

Choi, Hyung-Ho

PDG de BNP Paribas Securities Korea. Il a également été responsable pays de Merrill Lynch Securities Korea et responsable Fixed Income pour l'Asie et le Pacifique chez Merrill Lynch Securities Hong Kong.

Choi, Jung-wha

Présidente du Core Image Communication Institute et professeur à l'université des études internationales de Hankuk. Elle est rédacteur en chef de *Koreana*, publication de la Korea Foundation.

Choi, Young-jin

Professeur, ancien représentant spécial des Nations Unies en Côte

d'Ivoire. Il a aussi été représentant permanent de la République de Corée auprès des Nations Unies et vice-ministre des Affaires étrangères et du Commerce.

Chraïbi, Mohammed

Ambassadeur du Royaume du Maroc auprès de la République de Corée. Il a été président du Groupe des 77 de l'année 2003 à Nairobi et représentant permanent du Royaume du Maroc au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Chun, Yungwoo

Conseiller spécial, Asan Institute for Policy Studies. Fondateur et président du Korean Peninsula Future Forum (KPFF). Ancien deuxième vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Corée.

Chung, Eui-Yong

Secrétaire général et co-président de la commission permanente de l'International Conference of Asian Political Parties (ICAPP). Ancien vice-ministre du Commerce de la République de Corée.

Chung, Mong-Joon

Fondateur et président honoraire de l'Institut Asan d'études politiques. Président du conseil d'administration de la Fondation Asan et président honoraire de l'université d'Ulsan. Il a siégé pendant sept ans à l'Assemblée nationale de la République de Corée.

Colantuoni, Luigi

Délégué général de Total S.A. pour l'Asie du Nord-Est et président de la succursale de Tokyo de Total Trading International, S.A. Il est également membre du conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie française au Japon.

Collomb, Bertrand

Président d'honneur de Lafarge. Ad-

ministrateur de plusieurs sociétés, dont Total, ATCO et DuPont. Ancien PDG de Lafarge. Membre de l'Institut de France et ancien président de l'Académie des sciences morales et politiques.

Cooper, Richard

Professeur d'économie internationale titulaire de la chaire Maurits C. Boas à l'université d'Harvard. Ancien président du National Intelligence Council et de la réserve fédérale de Boston, sous-secrétaire d'État aux affaires économiques au Département d'État américain.

Csaba, Gábor

Ambassadeur de Hongrie auprès de la République de Corée. Il a été directeur général pour les Amériques au ministère des Affaires étrangères et ambassadeur en Australie, également accrédité en Nouvelle-Zélande.

Dăianu, Daniel

Professeur d'économie à l'École Nationale d'Études Politiques et Administratives de Bucarest, et membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de Roumanie. Il a également été le premier vice-président de l'Autorité de supervision financière roumaine.

David, Dominique

Directeur exécutif de l'Ifri et rédacteur en chef de *Politique étrangère*. Ancien directeur du Département des études de sécurité de l'Ifri, directeur adjoint de l'Institut français de polémologie, secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN).

Delapalme, Nathalie

Directeur exécutif, recherche et politiques publiques, Fondation Mo Ibrahim. Elle a été inspectrice générale au ministère de l'Économie et des Finances et conseillère sur

l'Afrique pour plusieurs ministres des Affaires étrangères et ministres du Développement.

Dierckx, Joris

Directeur de BNP Paribas en Corée. Il a été directeur de BNP Paribas en Grèce, directeur de Fortis au Japon et directeur par intérim de Merchant Banking Asia.

Đelić, Božidar

Associé-gérant au sein de l'équipe de conseil aux gouvernements de Lazard. Il a été vice-Premier ministre et ministre des Finances et de l'Économie de la Serbie. Il a également dirigé les activités du Crédit Agricole pour l'Europe de l'Est et l'URSS.

Dong, Manyuan

Vice-président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS). Il est chargé de recherches spécialiste du Moyen-Orient et des questions ethniques. Ancien premier secrétaire et directeur du bureau des Affaires politiques de l'Ambassade de Chine en Turquie.

Drouin, François

Président du conseil d'administration d'Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc et de la Société française du tunnel routier de Fréjus, vice-président de la BPI. Ancien PDG d'OSEO.

El Aynaoui, Karim

Directeur général de l'OCP Policy Center et conseiller auprès du PDG de l'OCP. Il a été directeur du Département économie et relations internationales de la Banque Al-Maghrib et a travaillé en tant qu'économiste à la Banque mondiale, affecté aux régions MENA et Afrique.

Elie, Mathieu

Directeur, Asie-Pacifique et Amérique latine, Guerbet. Conseiller du Commerce extérieur de la France. Ancien contrôleur financier chez Deloitte.

Eom, Chi-Sung

Secrétaire général adjoint & responsable du département Affaires internationales, Fédération des industries coréennes (FKI). Il a été secrétaire général adjoint & responsable du département des Affaires sociales. Il a rejoint la FKI en 1990.

Eom, Seock-jeong

Ancien ambassadeur de la République de Corée au Royaume de Suède. Il a également été conseiller en relations internationales auprès des autorités de Séoul et ambassadeur en Hongrie.

Fabian, Calin

Ambassadeur de Roumanie auprès de la République de Corée. Il a été ambassadeur au Pays-Bas et conseiller diplomatique au sein du bureau du Premier ministre de Roumanie.

Foucher, Michel

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales. Professeur des universités et conseiller de la Compagnie Jacques Cœur. Il a été directeur de la formation, des études et de la recherche à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Frieden, Jeffrey A.

Professeur au Département du gouvernement de l'université d'Harvard. Il est spécialiste des politiques en matière de relations monétaires et financières internationales. Ses articles sont parus dans différentes publications universitaires et d'intérêt général.

Fujita, Edmundo Sussumu

Ambassadeur du Brésil auprès de la République de Corée. Ancien ambassadeur du Brésil à Jakarta, Indonésie. Ancien directeur général du département Asie et Océanie au ministère des Affaires étrangères.

**Gascón, Lorenzo**

Académicien et vice-président de l'Académie royale des sciences économiques et financières d'Espagne. Il est président honoraire de la Ligue européenne de coopération économique et membre du conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

Gates, Robert M.

Ancien secrétaire américain à la Défense sous les présidences de George W. Bush et Barack Obama. Il a été président de l'université Texas A&M et de directeur de la CIA sous la présidence de George H.W. Bush.

Germay, Nicolas (de)

PDG et fondateur de la société d'investissement Alandia. Il a été membre de plusieurs comités consultatifs, dont ceux de British Telecom et PWC. Il a publié un ouvrage sur la mondialisation intitulé *Mondialisation, un autre regard*.

Gomart, Thomas

Directeur du développement stratégique de l'Ifri. Ancien directeur du centre Russie/Nei et co-directeur de la collection *Russie.Nei.Visions*. Ancien chercheur Lavoisier à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou.

Guérin, Gilles

Directeur associé, EFG Bank, à Genève. Membre du conseil d'administration et trésorier de la Fondation WPC. Il a été trésorier-cambiste à la banque Al Saudi, Paris, puis trésorier Europe à la National Bank of Abu Dhabi, Paris.

Guigou, Elisabeth

Députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale. Elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes, ministre de la Justice et Garde des Sceaux et ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Gutman, Uri

Ambassadeur d'Israël auprès de la République de Corée. Il a également été consul général à Shanghai.

Ha, Young Won

Professeur de marketing, Sogang Business School, université de Sogang, Séoul, Corée. Il a été chercheur invité à la Business School de l'université de Chicago.

Haass, Richard

Président du Council on Foreign Relations (CFR). Ancien directeur de la planification stratégique au département d'Etat américain, adjoint spécial du président George H. W. Bush et directeur principal pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au Conseil de sécurité national américain.

Hahm, Chaibong

Président de l'Asan Institute for Policy Studies à Séoul, Corée. Chercheur en sciences politiques à la RAND Corporation à Santa Monica, en Californie, et directeur de l'Institut des études coréennes à l'université de Californie du Sud.

Hampson, Fen Osler

Directeur du programme de sécurité internationale et politique du CIGI, co-directeur de la Commission mondiale sur la gouvernance d'internet, et professeur chancelier à l'université Carleton d'Ottawa, au Canada.

Han, Sung-joo

Président de l'International Policy Studies Institute of Korea et professeur émérite à l'université de Corée. Il a été ambassadeur de la République de Corée aux États-Unis, ministre des Affaires étrangères et représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour Chypre.

Hong, Hyung Taek

Secrétaire général de la East Asia Foundation (EAF) à Séoul. Avant de

rejoindre l'EAF, il a poursuivi des études avancées en sciences politiques à l'université de Columbia, New-York.

Hur, Kyung-Wook

Ancien président du Conseil de gestion du budget et fonds de réserve pour les pensions de l'OCDE. Ancien ambassadeur de la République de Corée auprès de l'OCDE. Ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances, Senior Economist pour le FMI.

Hwang, Sun-Hye

18^e présidente de l'université de Sookmyung, administratrice générale de la Compagnie nationale de ballet de Corée et vice-présidente du Conseil coréen des universités privées.

Hyun, Hong-Choo

Senior Partner chez Kim & Chang. Il a été ambassadeur de la République de Corée aux États-Unis et ambassadeur pour la mission d'observation permanente auprès des Nations Unies.

Ichim, Paul

Vice-président d'Eximbank. Il a été conseiller auprès du secrétaire d'État et du ministre des Finances publiques au sein du ministère roumain des Finances publiques.

Il, Sakong

Président de l'Institute for Global Economics. Ancien ministre des Finances de la République de Corée, conseiller économique spécial du président coréen, président du Comité présidentiel pour le sommet du G20 et président de la Korean International Trade Association.

Im, Hyug-Baeg

Professeur au sein du département de sciences politiques et de diplomatie de l'université de Corée. Il a

enseigné à la Ehwa Womans University à Séoul, Corée ainsi qu'à l'université de Georgetown et de Duke, Etats-Unis.

Irbec, Yusuf Ziya

Député, République de Turquie. Il est également membre du Comité exécutif des parlementaires pour une action globale (PGA) et membre du comité exécutif du réseau parlementaire du FMI et de la Banque mondiale.

Isumbingabo, Emma-Françoise

Ambassadeur de la République du Rwanda auprès de la République de Corée. Elle a été ministre d'Etat en charge de l'énergie et de l'eau du Rwanda.

Iwatani, Shigeo

Secrétaire général du Trilateral Cooperation Secretariat (TCS). Il a été ambassadeur du Japon en Autriche et au Kenya, et consul général du Japon à Honolulu.

Jalicon, David-Pierre

Président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-coréenne (FKCCI). Il est également président de D.P.J. & Partners, Ltd.

Jansen, Sabine

Maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), à Paris, chercheuse au Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP) Paris et vice-présidente du Comité d'histoire parlementaire et politique.

Jara, Alejandro

Senior counsel chez King & Spalding LLP. Il a été vice-directeur général de l'OMC, président du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC, et ambassadeur et représentant permanent du Chili à l'OMC à Genève.

Jeremić, Vuk

Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD). Il a été président de la 67^e session de l'Assemblée générale de l'ONU et ministre des Affaires étrangères de la Serbie.

Jindal, Krishan

PDG de NABARD Consultancy Services (NABCONS). Il travaille pour la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural depuis trente ans et a publié deux livres sur la microfinance.

Johnston, Donald J.

Président de la Fondation McCaMacBain, Genève, Suisse. Ancien associé fondateur de Heenan Blaikie, secrétaire général de l'OCDE, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, ministre d'État chargé du Développement économique et régional, ministre de la Justice et procureur général (Canada).

Ju, Chul-Ki

Secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la Sécurité nationale auprès du président de la République de Corée. Il a été vice-président et secrétaire général du Global Compact Korea Network ainsi qu'ambassadeur en France, au Maroc, en Mauritanie et auprès des Nations Unies à Genève.

Jun, Kwang-woo

Professeur à l'Institut d'économie de l'université Yonsei. Il a été PDG du Service national de pension (NPS) de la Corée, président fondateur de la Commission des services financiers (FSC) et président de Deloitte Corée.

Jung, Ku-Hyun

Professeur émérite, KAIST Business Administration. Il est aussi président du Seoul Forum for International Affairs. Ancien PDG du Samsung Economics Research Institute.

Karaganov, Sergei

Président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense. Analyste politique russe, spécialiste des affaires étrangères et économiques russes. Membre du conseil consultatif scientifique du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Kazazovic, Zoran

Ambassadeur de la République de Serbie auprès de la République de Corée. Ancien responsable du département Europe au ministère des Affaires étrangères. Ancien ambassadeur en Thaïlande, à Singapour, au Cambodge et aux Philippines.

Kim, Chang-Yup

Conseiller, Korea Gas Corporation. Ancien ambassadeur de la République de Corée en Irlande.

Kim, Chulso

Président de l'Institute for Trade and Investment (ITI). Ancien directeur général adjoint de l'OMC, ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie de Corée, et ambassadeur du commerce international de la Corée.

Kim, Inchul

Professeur émérite à l'université Sung Kyun Kwan. Ancien président de la Korea International Finance Association et de la Korea International Economic Association.

Kim, Jaebum

Secrétaire général de la Korean-American Association. Maître de recherches au Korea Global Development Consulting Center, commissaire politique au Conseil coréen des relations internationales et membre du conseil de l'Institut d'études politiques internationales de Séoul.

Kiviniemi, Mari

Secrétaire générale adjointe de l'OCDE. Elle a été Première ministre de Finlande, ministre de l'Administration publique et des Collectivités locales, ministre du Commerce extérieur et du Développement, et ministre des Affaires européennes.

Koffi, Hervé

Country Manager, General Electric Global Growth, Abidjan, et cofondateur d'Initiatives Côte d'Ivoire, un think-tank autonome. Il a également été vice-président et directeur financier pour l'Afrique de l'Ouest chez Citibank.

Kouassi Bile, Sylvestre

Ambassadeur de Côte d'Ivoire auprès de la République de Corée. Il a été directeur adjoint en charge des organisations de coopération interafricaine et directeur adjoint de l'Afrique de l'Ouest au ministère des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire.

Kowal, Pawel

Député européen et ancien secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Pologne. Il préside actuellement le Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE.

Kozłowski, Tomasz

Ambassadeur et chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de la République de Corée. Il travaille également au sein des institutions de l'UE à Bruxelles en tant que responsable Asie. Ancien ambassadeur de Pologne au Pakistan.

Kumar, Suresh

Rédacteur en chef d'Africaindia.org. Membre du Comité sur l'Afrique de la Confédération de l'industrie indienne (CII) et membre exécutif de la Chambre indo-africaine de commerce en Inde (IACCI).

**Kwon, Wook Min**

Directeur général de Korean Air.

Lablanchy, Jean-Pierre

Médecin, agrégé à Paris et à Londres (General Medical Council). Il a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques et avec l'Institut national agronomique.

Laichoubi, Mohamed

Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la Jeunesse et des Sports d'Algérie. Il a également été ambassadeur en Roumanie, député, président de la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée nationale (APN).

Lamy, Pascal

Président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques Delors. Ancien directeur général de l'OMC Ancien directeur de cabinet du président de la Commission européenne et commissaire au commerce à la Commission européenne

Lee Hong-Koo

Président du conseil du Seoul Forum for International Affairs et professeur émérite à l'université nationale de Séoul. Ancien Premier ministre de la République de Corée. Il a également été ambassadeur aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Lee In-ho

Présidente du Korean Broadcasting System. Elle a été ambassadrice de la République de Corée en Finlande et en Russie et présidente de l'Institut Asan d'études politiques et de la Korea Foundation.

Lee, Jasmine

Députée, Assemblée nationale de la République de Corée. Elle est aussi secrétaire générale de la Waterdrop Society of Korea.

Lee, Ki Kwang

Vice-président de Korean Air. Il a été vice-président des relations publiques internationales, de la stratégie de communication et de la communication de Korean Air.

Lee, Kyung-Tae

Professeur, université de Corée. Président de l'Institute for International Trade de la Korea International Trade Association. Ancien président du Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) et ancien ambassadeur de la délégation permanente de Corée à l'OCDE.

Lee Seungcheol

Vice-président et PDG de la Fédération des industries coréennes (FKI). Il est aussi président du FKI International Management Institute et président de l'Institut de recherche économique de Corée (KERI).

Lee Seung-Hoon

Professeur en développement économique à l'université nationale de Séoul et à l'université de Tübingen. Il a été co-président du Comité sur la croissance verte du gouvernement coréen.

Lee, Seung-Hoon

Président de Lee International IP & Law Group et d'Infinite Ltd. Directeur du *Digital Times* et de la Pearl S. Buck Foundation Korea. Conseiller honoraire au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Corée.

Lee Wonjae

Directeur et associé du YOZMA Group (YOZMA Fund) en Corée. Vice-président de la Chambre de Commerce israëlo-coréenne et directeur de l'Israel-Korea Business Council.

Lee, Yun-Soo

Conseiller, Fédération des industries coréennes (FKI). Ancien ambas-

sadeur de la République de Corée en Biélorussie.

Leveau, Arnaud

Chercheur à l'ASEAN Studies Center de l'université Chulalongkorn, Thaïlande et chercheur associé à l'Institut d'Asie Orientale de l'Ecole normale supérieure de Lyon. Ancien Research Professor à l'Institut d'études sur l'Asie Orientale de l'université Sogang à Séoul.

Levitte, Jean-David

Distinguished fellow, Brookings Institution, membre du Conseil consultatif international de l'Atlantic Council of the United States. Ancien conseiller diplomatique et sherpa du président Nicolas Sarkozy. Il a été ambassadeur de France aux Etats-Unis et auprès des Nations Unies.

Lévy-Lang, André

Président du conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales, professeur associé émérite à l'université Paris-Dauphine, président du conseil de surveillance des *Echos* et président de la Fondation du Risque et de l'Institut Louis Bachelier.

Liautaud, Susan

Fondatrice de Susan Liautaud & Associates Limited (SLA), cabinet de conseil international en matière éthique, et d'Imaginer Consulting Limited. Visiting scholar au Stanford Center of Philanthropy and Civil Society.

Son Altesse Sérénissime le Prince Michael de Liechtenstein

Fondateur et président de Geopolitical Information Service SA et président de la Fondation du Centre européen d'économie autrichien (ECAEF). Il est aussi président d'Industrie- & Finanzkontor.

Lim, Hyoung-Joon

Directeur du bureau du Programme



alimentaire mondial (PAM) en Corée. Il a travaillé au siège du Programme à Rome, où il était en charge des relations avec les bailleurs de fonds pour le continent asiatique.

Liu, Chen

Professeur de sciences sociales à l'école d'anglais et des études internationales de l'université des Langues étrangères de Pékin (BFSU). Directrice exécutive de l'Association des études de communication interculturelle de la Chine (CAFICS).

Mallikarjun, Manu

Entrepreneur social spécialisé dans le domaine des relations internationales et du développement. Il a fondé Amend Media.

Manley, John

Président et chef de la direction du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE). Ancien vice-Premier ministre du Canada. A la suite du 11 septembre 2001, il a été nommé au poste de président du Comité ministériel spécial sur la sécurité publique et l'antiterrorisme.

Mariani, Thierry

Député des Français établis dans la 11^{ème} circonscription de l'étranger. Il est aussi membre de la Commission des Affaires étrangères, membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et co-président du Dialogue Franco-russe.

Marmazov, Vasyl

Ambassadeur d'Ukraine auprès de la République de Corée. Ancien vice-ministre au ministère de la Justice, au ministère de l'Intérieur et au ministère de l'Économie de l'Ukraine.

Masuda, Tatsuo

Professeur invité à la Graduate School of Nagoya University of Commerce and Business. Il est membre

du conseil consultatif de SOC Corporation à Tokyo et il est également président du conseil consultatif de FairCourt Capital à Londres.

Meksem, Khalid

Directeur général à l'université Mohammed VI Polytechnique. Il est rédacteur et réviseur ad hoc pour de nombreuses revues scientifiques internationales ainsi que pour des organismes subventionnaires nationaux, fédéraux et internationaux.

Mercuri, Sergio

Ambassadeur d'Italie auprès de la République de Corée. Ancien envoyé spécial du ministre des Affaires étrangères italien en Afghanistan.

Messerlin, Patrick

Professeur émérite à Sciences Po Paris. Conseiller spécial de Mike Moore, directeur général de l'OMC. Il a co-présidé les Task Forces sur les thèmes « Trade for the Millennium Development Goals » et « Global Finance and Trade Architecture ».

Miyake, Kunihiko

Directeur de recherche au Canon Institute for Global Studies. Il est également professeur invité à l'université de Ritsumeikan et président de l'AOI Foreign Policy Institute.

Moïsi, Dominique

Conseiller spécial à l'Ifri. Professeur invité à l'université d'Harvard. Chroniqueur pour *Les Echos* et Project Syndicate. Auteur d'*Entre silence et secret* (2011).

Moon, Chung-in

Professeur de sciences politiques à l'université Yonsei et rédacteur en chef de *Global Asia*. Il est membre du Comité présidentiel sur la préparation à l'unification. Il a été doyen de l'Institut des études internationales de Yonsei.

Moon, Si Yeun

Doyenne de l'Institut de la Culture coréenne de l'université de Sookmyung. Professeur, département de la langue et de la culture coréennes, université de Sookmyung.

Moratinos, Miguel Ángel

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne. Ancien représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient. Président d'honneur du CIRDS et membre du conseil de direction du SDSN des Nations Unies.

Morel, Pierre

Directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions. Ancien représentant spécial de l'Union Européenne pour l'Asie Centrale et la crise en Géorgie. Il a été ambassadeur de France en Russie, en République Populaire de Chine et près le Saint-Siège.

Morgan, Hugh M.

Directeur de First Charnock Pty Ltd, Australie. Il est aussi membre du conseil consultatif international de Lafarge, membre du conseil de l'Asia Society New York et président de l'Asia Society AustralAsia Centre.

Morgulov, Igor V.

Vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et chargé des relations avec les pays d'Asie. Il a dirigé le Premier département d'Asie du ministère des Affaires étrangères et a été conseiller à l'ambassade de la Fédération de Russie à Pékin.

Nafti, Mohamed Ali

Ambassadeur de la République de Tunisie à Séoul. Il a été secrétaire pour les pays arabes et asiatiques, conseiller, Affaires étrangères et directeur adjoint au ministère des Affaires étrangères de Tunisie.

Nicolas, Françoise

Directeur du Centre Asie, Ifri. Maître de conférences associé à l'université de Paris-Est, où elle enseigne l'économie internationale et les relations internationales. Elle enseigne également à Langues' O, Sciences Po Paris et Sciences Po Lyon.

Noland, Marcus

Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics. Il était l'un des économistes du Council of Economic Advisers du Bureau exécutif du président des Etats-Unis.

Nordmann, François

Ancien ambassadeur de Suisse en France. Il a été chef de la délégation suisse à l'UNESCO, ambassadeur en Grande-Bretagne et chef de la mission permanente près les organisations internationales à Genève.

Noe, Bertrand (de la)

Représentant général de Total en Chine et président de Total China Investment. Il a été directeur financier de Total France, PDG de Total Holdings USA et directeur de la communication financière de Total.

Park, Geun-hye

Président de la République de Corée. Elle a été membre de la 18^e Législature de l'Assemblée nationale et membre du Comité de la Santé, du Bien-être et des Affaires familiales. Elle a été présidente du Grand Parti national (GPN) et députée à l'Assemblée nationale de la République de Corée.

Park, Heung Shin

Ancien ambassadeur de la République de Corée en France. Il a aussi été ambassadeur en Finlande. Il a rejoint le ministère des Affaires étrangères en 1977.

Park In-kook

Président de la Korea Foundation for Advances Studies. Il a été ambassadeur et représentant permanent

Okçal, Arslan Hakan

Ambassadeur de Turquie auprès de la République de Corée. Il a également été ambassadeur auprès de la République de Macédoine et auprès de la République du Nigeria.

Ortiz, Gonzalo

Ambassadeur d'Espagne auprès de la République de Corée. Il a été consul général d'Espagne à Shanghai et ambassadeur d'Espagne au Vietnam.

Oshima, Shotaro

Président de l'Institute for International Economic Studies (IIES) et professeur invité à l'École supérieure de politique publique de l'université de Tokyo. Ancien directeur du Conseil général de l'OMC.

Panov, Alexander

Membre du Groupe consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. Ancien vice-ministre des Affaires étrangères de Russie. Il a également été ambassadeur en Norvège, au Japon et en Corée.

Park, Geun-hye

Président de la République de Corée. Elle a été membre de la 18^e Législature de l'Assemblée nationale et membre du Comité de la Santé, du Bien-être et des Affaires familiales. Elle a été présidente du Grand Parti national (GPN) et députée à l'Assemblée nationale de la République de Corée.

Park, Heung Shin

Ancien ambassadeur de la République de Corée en France. Il a aussi été ambassadeur en Finlande. Il a rejoint le ministère des Affaires étrangères en 1977.

Park In-kook

Président de la Korea Foundation for Advances Studies. Il a été ambassadeur et représentant permanent



de la République de Corée auprès de l'ONU, ainsi que secrétaire à la sécurité internationale au Cabinet du président.

Park, Jin

Président exécutif, Asia Future Institute. Ancien président du Comité des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de la République de Corée.

Park, Yong Kyu

Ancien ambassadeur de la République de Corée en Nouvelle-Zélande et ancien ambassadeur en Slovaquie.

Park, Younghai

Professeur émérite à l'université Sookmyung. Ancienne présidente de la Société coréenne de Langue et Littérature Françaises. Ancienne vice-présidente du Conseil international des Femmes.

Pasquier, Jérôme

Ambassadeur de France auprès de la République de Corée. Il a été ambassadeur en Croatie, directeur général adjoint de la coopération internationale et du développement et consul général à Hong Kong.

Pérez-Verdía, Carlos

Directeur de cabinet au ministère des Affaires étrangères du Mexique. Il a été directeur exécutif au FMI, responsable des opérations nationales et de l'analyse des opérations des banques centrales à la Banco de México et professeur d'économie à l'université de Chicago.

Pisani-Ferry, Jean

Commissaire général à la stratégie et à la prospective et professeur associé à la *Hertie School of Governance* (Berlin). Il a été directeur de Bruegel, professeur associé à l'université Paris-Dauphine, président délégué du Conseil d'analyse économique.

Popescu, Oana

Directrice et fondatrice de GlobalFocus. Elle est également rédactrice-en-chef de la version roumaine de *Foreign Policy*. Ancienne conseillère en relations internationales auprès du président du Sénat et directrice des programmes au sein de l'Institut Aspen en Roumanie.

Provost, François

Directeur général de Renault Samsung Motors. Ancien directeur général délégué aux opérations de Renault Russie et ancien directeur stratégie et plan au sein de la direction stratégie et marketing.

Quatrepoint, Jean-Michel

Journaliste français et co-président de l'Institut de l'économie. Il a été directeur de la rédaction du *Nouvel Économiste*, de *La Lettre A* et de *La Tribune de l'Expansion*. Il a également été journaliste au service économique du *Monde* et aux *Echos*.

Quinteiro Nobre, Antonio

Ambassadeur du Portugal auprès de la République de Corée.

Ramsay, William

Conseiller du Centre Energie à l'Ifri. Ancien directeur du Programme Energie à l'Ifri. Il a été directeur exécutif adjoint à l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et sous-secrétaire d'Etat au Département d'Etat aux Etats-Unis.

Razdan, Anil

Ancien ministre de l'Énergie de l'Inde. Expert en énergie et négociateur international. Il a représenté l'Inde au Conseil mondial de l'énergie. Il dirige actuellement the Energy and Environment Foundation, New Delhi, Inde.

Rhee, Changyong

Directeur du Département Asie et Pacifique au FMI. Il a été économiste en chef de la Banque asiatique de développement, secrétaire général et sherpa du comité présidentiel lors du sommet du G20 organisé à Séoul en 2010, et vice-président de la Commission des services financiers (CSF).

Ricquier, Anita

Entrepreneure singapourienne. Avocate de formation, elle est la fondatrice et directrice générale de Camelot Trust Pte Ltd, une société de services aux entreprises basée à Singapour.

Ryu, Jin Roy

PDG de Poongsan Group. Président du Korea-Pacific U.S. States Economic Committee et vice-président du Conseil économique Corée-Etats-Unis. Vice-président de la Korea Mecent Association, membre du conseil de America's Promise.

Salvador, Luc-François

Président exécutif de la nouvelle entité Asie-Pacifique du groupe Capgemini. Ancien PDG du Groupe Sogeti et membre du Comité exécutif du Groupe Capgemini. Il a été directeur général adjoint de Cap Gemini France.

Sano, Tadakatsu

Avocat, Jones Day. Il a été directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales au ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon, ainsi que chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

Sayeb, Saleem Mohammad

Ambassadeur d'Afghanistan auprès de la République de Corée.

Scott, Ben

Conseiller principal de l'Open Technology Institute à la New America Foundation à Washington DC, ainsi que directeur des programmes à la Stiftung Neue Verantwortung à Berlin. Ancien conseiller pour l'Innovation au sein du Département d'Etat américain.

Sheetrit, Meir

Membre de la Knesset israélienne pour le Parti Kadima. Il a occupé de nombreux postes à haute responsabilité, notamment ministre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice.

Shin, Kak-Soo

Professeur à l'Académie diplomatique nationale coréenne. Ancien ambassadeur de la République de Corée au Japon et en Israël. Il a été deuxième vice-ministre en charge des affaires fonctionnelles au sein du ministère des Affaires étrangères et premier vice-ministre responsable des affaires régionales.

Signé, Landry

Président fondateur du Global Network for Africa's Prosperity. Membre du Centre d'études africaines de l'université Stanford, directeur du comité sénatorial sur la recherche scientifique et les activités créatrices, professeur adjoint en sciences politiques à l'université d'Alaska à Anchorage (UAA).

Simon, Toby

Président de Synergia Foundation. Membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'internet (GICG) et du conseil consultatif du Centre for New American Security (CNAS) et chercheur associé au Massachusetts Institute of Technology.

Snyder, Scott

Directeur de recherche pour les études sur la Corée et directeur du

programme sur la politique américano-coréenne au Council on Foreign Relations (CFR). Il a fondé puis dirigé le centre pour la politique américano-coréenne de l'Asia Foundation et en a été le représentant en Corée.

Sur, Serge

Fondateur et ancien directeur du Centre Thucydide - Analyse et recherche en relations internationales. Directeur de l'Annuaire Français de Relations Internationales (AFRI). Il est également rédacteur en chef de la revue bimestrielle *Questions internationales*.

Tabet, Riad

Président de Berit International Holding SA, de Batilban-France - Consortium franco-arabe pour le développement, ainsi qu'administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe, Paris.

Torkunov, Anatoly V.

Chercheur et diplomate russe, expert de la politique extérieure de la Russie et de la région Asie-Pacifique. Recteur de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (université MGIMO). Membre de l'Académie des sciences russe.

Trichet, Jean-Claude

Ancien président de la Banque centrale européenne. Il est président du Groupe des 30, président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel et gouverneur honoraire de la Banque de France. Il a également été gouverneur à la Banque mondiale.

Vaïsse, Justin

Historien français et directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères. Il a été directeur de recherche à la Brookings Institution et enseignant à Sciences Po Paris.



Vedal, Sverre

Professeur au département des sciences de la santé environnementale et du travail de la Faculté de santé publique de l'université de Washington. Il y travaille également en tant que responsable du Centre de recherche en matière de salubrité atmosphérique géré par l'EPA.

Védrine, Hubert

Ancien ministre des Affaires étrangères français. Fondateur d'Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée en risques géopolitiques. Il a travaillé auprès du président de la République François Mitterrand comme conseiller diplomatique, porte parole puis secrétaire général.

Verellen, Franciscus

Directeur du Centre EFEO de Hong-Kong. Membre de l'Institut de France, ancien directeur de l'École française d'Extrême-Orient. Il est aussi membre de l'*Expert Advisory Group* « Horizon 2020 » auprès de la Commission européenne.

Veyry, Xavier

Directeur du hub d'AXA Global Direct en Asie (Corée, Japon et Chine) et Président d'AXA Direct Corée. Ancien directeur général délégué aux opérations d'AXA Global Direct.

Vnukov, Konstantin V.

Ambassadeur de la Fédération de Russie auprès de la République de Corée.

Weymuller, Bruno

Membre de Total Professeurs Associés et du conseil d'administration de l'Institut de recherche économique Coe-Rexecode, il a été membre du comité exécutif et directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques de Total. Il a été directeur financier d'Elf Aquitaine.

Wing, Rod A.

Professeur à l'Honors College de l'université d'Arizona et co-président du Dean's Research Advisory Committee (DRAC) du Collège d'agriculture et des sciences de la vie de cette même université. Il a été directeur de l'Institut de génomique de l'université de Clemson.

Wu, Jianmin

Vice-président exécutif du China Institute for Innovation and Development Strategy, membre du comité consultatif sur la politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois. Ancien président de l'université des Affaires étrangères de Chine et ambassadeur en France.

Yeoh, Michael

Fondateur et PDG de l'Asian Strategy and Leadership Institute (ASLI), un think tank indépendant influent en Malaisie et dans l'Asean. Il est également fondateur et président du World Chinese Economic Forum et de l'Asean Leadership Forum.

Yeom, Jae Ho

Professeur d'administration publique à l'université de Corée. Il a été vice-président de l'université de Corée.

Yim, Sung-Joon

Conseiller chez Lee International IP & Law Group. Ancien président de la Korea Foundation, ambassadeur de la République de Corée au Canada et en Egypte, vice-ministre des Affaires étrangères et conseiller pour la sécurité nationale auprès du président Kim Dae-jung.

Yoo, Junghwan

Professeur émérite à l'université Cheongju et rédacteur en chef de *Korea Analysis*, Asia Centre.

Yu, Myung-Hwan

Président et professeur, université de Sejong. Conseiller chez Kim & Chang Law Office. Ancien ministre

des Affaires étrangères et du Commerce coréen. Ancien ambassadeur au Japon, auprès de l'Etat d'Israël et aux Philippines.

Yun, Byung-Se

Ministre des Affaires étrangères de la République de Corée. Il a été professeur invité à l'Institut des hautes études internationales (GSIS) de l'université Sogang et vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Corée.

Yun, Chang Hyun

Président, Korea Institute of Finance. Professeur de finance à l'université de Séoul. Ancien professeur de finance internationale à l'université Myong-Ji.

Zhylevich, Natallia

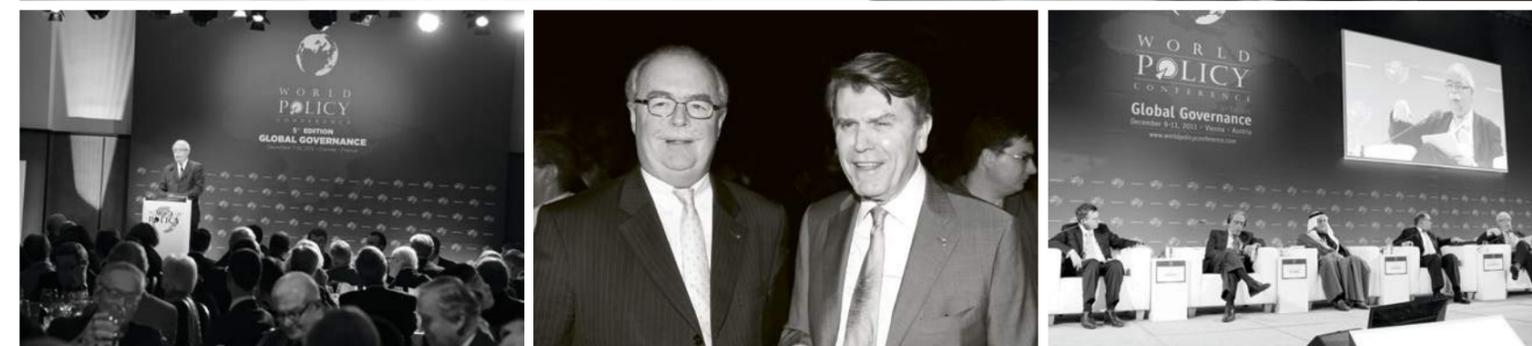
Ambassadrice de la République de Biélorussie auprès de la République de Corée. Elle a été représentante permanente adjointe de la Biélorussie à l'Unesco à Paris et ambassadrice auprès de la République de Turquie.

Thierry de Montbrial

Thierry de Montbrial est le directeur général de l'Institut français des relations internationales (Ifri) qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales.

Thierry de Montbrial a dirigé le Département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979).

Il est l'auteur de dix-huit livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats *honoris causa*. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie de l'université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.



Christophe de Margerie, ce grand patron doté d'un sens exceptionnel de l'intérêt général, comprenait à la perfection l'importance des *think tanks* et le rôle des instances internationales de rencontre et de dialogue approfondi dans l'esprit de la société civile. Sans lui, la WPC n'aurait pas pu prendre son essor.



GLOBAL GOVERNANCE

WORLD POLICY CONFERENCE



DISCOURS
D'OUVERTURE
Versions intégrales

Discours d'ouverture

PARK GEUN-HYE
Présidente de la République de Corée

Monsieur le président de la World Policy Conference, Thierry de Montbrial, Excellences, Mesdames, Messieurs,

Avant toute chose, je tiens à vous adresser tous mes vœux de réussite pour cette 7^e World Policy Conference.

Depuis son lancement en 2008, la World Policy Conference est un forum de premier ordre, véritable fer de lance des discussions sur la gouvernance mondiale.

Je trouve très significatif que l'Asie accueille la toute première Conférence organisée hors d'Europe, ici à Séoul.

Aujourd'hui, nous sommes rejoints par des personnalités éminentes issues des communautés politiques, économiques et universitaires.

Nous avons hâte d'écouter leurs points de vue avisés sur les plus grands problèmes qui se posent au monde et sur la manière dont il devrait progresser.

Mesdames, Messieurs,

Le monde complexe et interconnecté d'aujourd'hui, dont tous les éléments sont étroitement liés, fait penser à une toile d'araignée. Nous sommes maintenant à une époque où des événements qui se déroulent dans des pays lointains – des endroits dont nous ne savons rien par le passé – peuvent avoir des conséquences énormes sur nos propres vies.

Le fait qu'aucun pays ne soit à l'abri des menaces représentées par la récente épidémie d'Ebola en Afrique en est un bon exemple.

La pauvreté persistante et les catastrophes naturelles à grande échelle qui résultent du réchauffement climatique représentent également des défis importants pour l'humanité.

L'intensification récente des conflits nationaux, religieux et géopolitiques rappelle combien ces conflits ne peuvent être résolus par un seul pays, ni quelques pays seulement.

Malgré la promesse du « plus jamais » formulée par la communauté internationale après les génocides en ex-Yougoslavie et au Rwanda dans les années 1990, nous assistons à l'heure actuelle à de nouveaux désastres humanitaires en Syrie et en Irak.

Les conflits géopolitiques comme la crise ukrainienne nous conduisent même à craindre que le monde ne revienne au temps de la Guerre froide.

De tels risques politiques ont également un impact négatif sur l'économie globale.

Même si l'économie mondiale se remet progressivement de la crise financière de 2008, elle n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la crise en raison de la récession qui perdure dans les grandes puissances économiques et de la défiance à l'égard du marché.

Une économie hésitante peut même ébranler notre foi dans les valeurs universelles de l'humanité comme la démocratie, les droits de l'homme et l'économie de marché.

C'est dans les périodes comme celle-ci que le monde doit au contraire rester le plus fidèle à ses valeurs fondamentales et agir de concert pour relever ces défis.

Nous devons réaffirmer notre adhésion aux valeurs universelles, comme les droits de l'homme et la démocratie, et renforcer la confiance et la coopération entre les pays et les autres acteurs.

Lors des récents sommets de l'ASEM, de l'APEC, de l'EAS et du G20, les dirigeants se sont mis d'accord pour poursuivre l'élaboration de diverses mesures destinées à assurer la paix et la sécurité mondiales et rendre l'économie encore plus résistante.

Dans toutes ces réunions, j'ai souligné l'importance d'une amélioration de la gouvernance globale et de la résistance économique par le biais d'économies plus créatives, de la dérégulation, et d'une réforme du secteur public, un avis partagé par nombre de dirigeants.

J'espère qu'un tel consensus servira de catalyseur pour le renouvellement de la gouvernance politique et économique mondiale et pour la promotion de la paix et du bonheur de l'humanité.

Mesdames, Messieurs,

La Corée est bien consciente du fait que divers enjeux internationaux, et pas seulement les questions liées à la sécurité comme la non prolifération nucléaire, la sécurité nucléaire, le terrorisme et la cybersécurité mais aussi le réchauffement climatique, le développement et les défis liés aux droits de l'homme, ont une incidence directe non négligeable sur la vie des individus.

En sa qualité de pays ayant surmonté, au fil des années, de nombreuses difficultés en travaillant avec la communauté internationale, la Corée se tient prête à contribuer activement à l'amélioration de la gouvernance globale.

En accueillant le deuxième Sommet sur la sécurité nucléaire en 2012, la troisième Conférence internationale sur le cyberspace en 2013, et la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT en 2014, la Corée a participé au renforcement de la gouvernance mondiale dans de nombreux domaines.

En outre, la Corée a été la première économie émergente à accueillir le Sommet du G20 en 2010. À cette occasion, elle a contribué à améliorer la gouvernance financière globale en jouant le rôle de pont entre les pays développés et les pays émergents.

Ayant souffert des ravages de la guerre et de la misère, souffrant encore aujourd'hui d'être une nation divisée, la Corée est ouverte au monde qui l'entoure et partage la peine et la douleur de ceux qui subissent des catastrophes et des conflits.

En 2011, la Corée est devenue le premier pays d'Asie à accueillir le High Level Forum on Aid Effectiveness (HLF-4) et a fait profiter de nombreux pays de son expérience dans le transfert de l'aide des donateurs vers les bénéficiaires.

La Corée continuera de jouer un rôle constructif pour relever un large éventail de défis internationaux à l'instar des Objectifs du Millénaire pour le développement, des objectifs de développement post-2015 et du nouveau régime climatique post-2020.

En outre, elle assurera la promotion active d'un modèle d'éradication globale de la pauvreté, et de développement durable, en promouvant notre Saemaul Undong, qui a contribué à éradiquer la pauvreté rurale en Corée.

Mesdames, Messieurs,

Je pense que la construction d'un cadre de confiance et de coopération sur la péninsule

coréenne et en Asie orientale sera essentiel pour assurer un avenir plus apaisé et plus sûr à notre monde.

Il y a quelques décennies à peine, l'Asie orientale était considérée comme périphérique. Aujourd'hui, elle devient de plus en plus le centre de gravité de la planète.

Les trois pays d'Asie orientale – Corée, Chine et Japon – représentent de fait un quart de la production mondiale et plus de 20 % des échanges internationaux.

L'immense potentiel de la région peut contribuer à résoudre des problèmes d'envergure mondiale comme le chômage, le fossé entre riches et pauvres, les catastrophes à grande échelle causées par le réchauffement climatique, le terrorisme et la cybersécurité.

Néanmoins, la défiance et les différends politiques s'y aggravent malgré une interdépendance économique accrue et le besoin croissant d'une coopération régionale.

Cette évolution empêche l'Asie orientale d'atteindre un très haut niveau de développement et la communauté internationale de parvenir à répondre aux défis mondiaux.

On ne peut pas éviter d'évoquer ici la course de la Corée du Nord à l'armement nucléaire et sa défiance à l'égard des pratiques internationales. Ces deux aspects constituent l'obstacle principal à une coopération multilatérale dans la région.

Le développement du programme nucléaire de la Corée du Nord est de fait le facteur de déstabilisation le plus important pour la péninsule coréenne mais aussi l'Asie du Nord-Est. Il constitue également une sérieuse menace pour la paix mondiale.

La Corée du Nord poursuit de front deux objectifs tout-à-fait incompatibles ; d'une part renforcer son potentiel d'armes nucléaires et d'autre part développer son économie. Cette politique ne fait qu'aggraver, entre autres, les problèmes humanitaires et ceux liés aux droits de l'homme dans le pays.

Après que le troisième comité de l'Assemblée générale des Nations unies eût voté une résolution pour condamner la Corée du Nord pour violation des droits de l'homme le 18 novembre, cette dernière a réagi violemment en menaçant à nouveau la communauté internationale d'une « guerre nucléaire ».

En outre, des problèmes persistent qui sont hérités de l'histoire ou qui émanent de conflits et tensions territoriaux et maritimes en cours entre nations d'Asie orientale.

La situation extrêmement tendue en Asie orientale aujourd'hui est souvent comparée à celle de l'Europe à la fin du XIX^e siècle. Certains disent même que la région connaît une « régression géopolitique ».

Je pense sincèrement que la clé d'un véritable « siècle asiatique » repose sur la transformation de cette dynamique de défiance et de conflit en une perspective de coopération et confiance.

Mesdames, Messieurs,

Les problèmes rencontrés par l'Asie orientale proviennent avant tout d'un déficit de confiance. Restaurer cette confiance est par conséquent la priorité absolue si nous voulons résoudre les problèmes complexes auxquels se heurte aujourd'hui la région.

C'est dans cet état d'esprit que le gouvernement coréen déploie sa Trustpolitik, qui vise à construire la confiance en s'appuyant sur trois piliers principaux.

Premièrement, établir la confiance dans la péninsule coréenne.

La voie pour résoudre les divers problèmes de l'Asie orientale devrait consister d'abord à s'attaquer à la division de la péninsule coréenne, vieille de soixante-dix ans, vestige archaïque de la Guerre froide.

Quand j'ai pris mes fonctions l'année dernière, j'ai mis en avant le « Processus de construction de la confiance dans la péninsule coréenne » pour lancer l'avènement d'une « ère de bonheur dans la péninsule. »

Ce processus vise à développer les relations intercoréennes sur la base d'une confiance mutuelle et à ouvrir la voie à une co-prospérité en laissant la porte ouverte au dialogue avec le Nord, même si nous maintenons une force de dissuasion crédible pour préserver la paix et la stabilité de la péninsule.

J'ai proposé au Nord que les deux Corées ouvrent en premier lieu d'étroits corridors pour venir en aide aux populations, préserver l'environnement et favoriser les échanges culturels. En outre, un Comité présidentiel pour la préparation de l'unification a été lancé pour poser les fondements d'une large coopération entre la Corée du Sud et la Corée du Nord.

C'est quand les populations des Corées du Sud et du Nord prendront des mesures modestes mais néanmoins significatives, et dans la durée, incluant des interactions entre des organisations de la société civile, que les deux pays seront en mesure de redevenir une seule et même communauté.

C'est seulement quand nos populations communiqueront, coopéreront et se considéreront mutuellement comme des partenaires vivant sous un même toit plutôt que comme des menaces pour leur survie mutuelle, qu'une unification apaisée sera possible.

Tout dépend maintenant de l'attitude nord-coréenne.

Si Pyongyang abandonne son programme nucléaire et commence à améliorer les conditions de vie de son peuple, la Corée du Sud et la communauté internationale soutiendront son développement économique et le spectre de la Guerre froide s'effacera.

Le deuxième aspect porte sur le rétablissement de la confiance dans l'Asie du Nord-Est.

L'« Initiative pour la paix et la coopération en Asie du Nord-Est » du gouvernement coréen a pour objectif d'instaurer un nouvel ordre de paix et de réconciliation dans la région en transformant la dynamique de défiance et de conflit en une dynamique de confiance et de coopération.

Si les pays de la région commencent à mettre en œuvre une coopération dans des domaines concrets et pratiques comme la sécurité nucléaire, la politique climatique et la sécurité énergétique, il sera alors possible de lancer un processus de coopération multilatérale à l'instar de ce qui se fait en Europe.

Dans cette optique, il est essentiel que la Corée, la Chine et le Japon, chacun avec ses spécificités et à sa façon, se positionnent et unissent leurs forces.

Le gouvernement coréen travaillera à l'organisation prochaine d'une réunion trilatérale des ministres des Affaires étrangères de la Corée, de la Chine et du Japon qui constituera une base pour organiser un sommet commun.

La Corée collaborera également avec les parties prenantes clés, comme les États-Unis et la Russie, pour faire progresser un plan de paix et de coopération en Asie du Nord-Est. J'espère que la Corée du Nord se joindra elle aussi à ce plan.

Le troisième aspect vise à élargir l'infrastructure de confiance en Eurasie par le biais de l'« Initiative eurasiatique ».

Par l'intermédiaire de la communication et de la coopération avec les principaux pays concernés, le gouvernement coréen ambitionne de promouvoir un tissu de relations eurasiatiques plus étroit afin que l'Eurasie devienne réellement un seul et même continent.

Dans cette optique, le gouvernement coréen va donner un contenu concret à l'« Initiative eurasiatique » par le biais de projets de coopération trilatéraux entre la Corée du Sud, la Corée du Nord et la Russie, et entre la Corée du Sud et la Corée du Nord et la Chine.

En outre, nous allons élargir nos réseaux de transport et d'énergie au-delà de l'Asie du Nord-Est jusqu'aux confins de l'Eurasie. Cette démarche non seulement créera un nouveau moteur de croissance pour l'économie mondiale du XXI^e siècle mais aussi, à moyen et long terme, consolidera la confiance dans les domaines de la politique et de la sécurité.

Mesdames, messieurs,

Quand le Processus de renforcement de la confiance sur la péninsule coréenne, l'Initiative Paix et coopération en Asie du Nord-Est, et l'Initiative eurasiatique progresseront et œuvreront de concert, un canal de confiance et de paix s'ouvrira sur la péninsule coréenne, qui, à l'instar d'un pont jeté entre l'océan et la terre, finira par mettre en mouvement un nouveau moteur de croissance pour la communauté internationale.

Une unification pacifique de la péninsule coréenne accélérera l'émergence d'une nouvelle ère de paix et de prospérité en Asie du Nord-Est et contribuera grandement à l'amélioration de la gouvernance globale pour la paix et la sécurité en Eurasie et ailleurs.

L'unification de la péninsule coréenne, je tiens à le répéter, sera une aubaine non seulement pour la Corée mais également pour l'Asie du Nord-Est et même pour l'humanité.

J'espère que vous tous réunis ici et donc la communauté internationale, nous apporterez votre précieux soutien et nous rejoindrez pour que ces nouvelles initiatives en faveur de la paix et de la sécurité portent leurs fruits.

J'espère en outre que la conférence d'aujourd'hui apportera des idées et des propositions constructives pour une Asie du Nord-Est prospère et pacifique, un monde en paix et une nouvelle gouvernance mondiale.

Merci

Discours d'ouverture

Thierry de Montbrial

Madame la Présidente, Excellences, Mesdames, Messieurs,

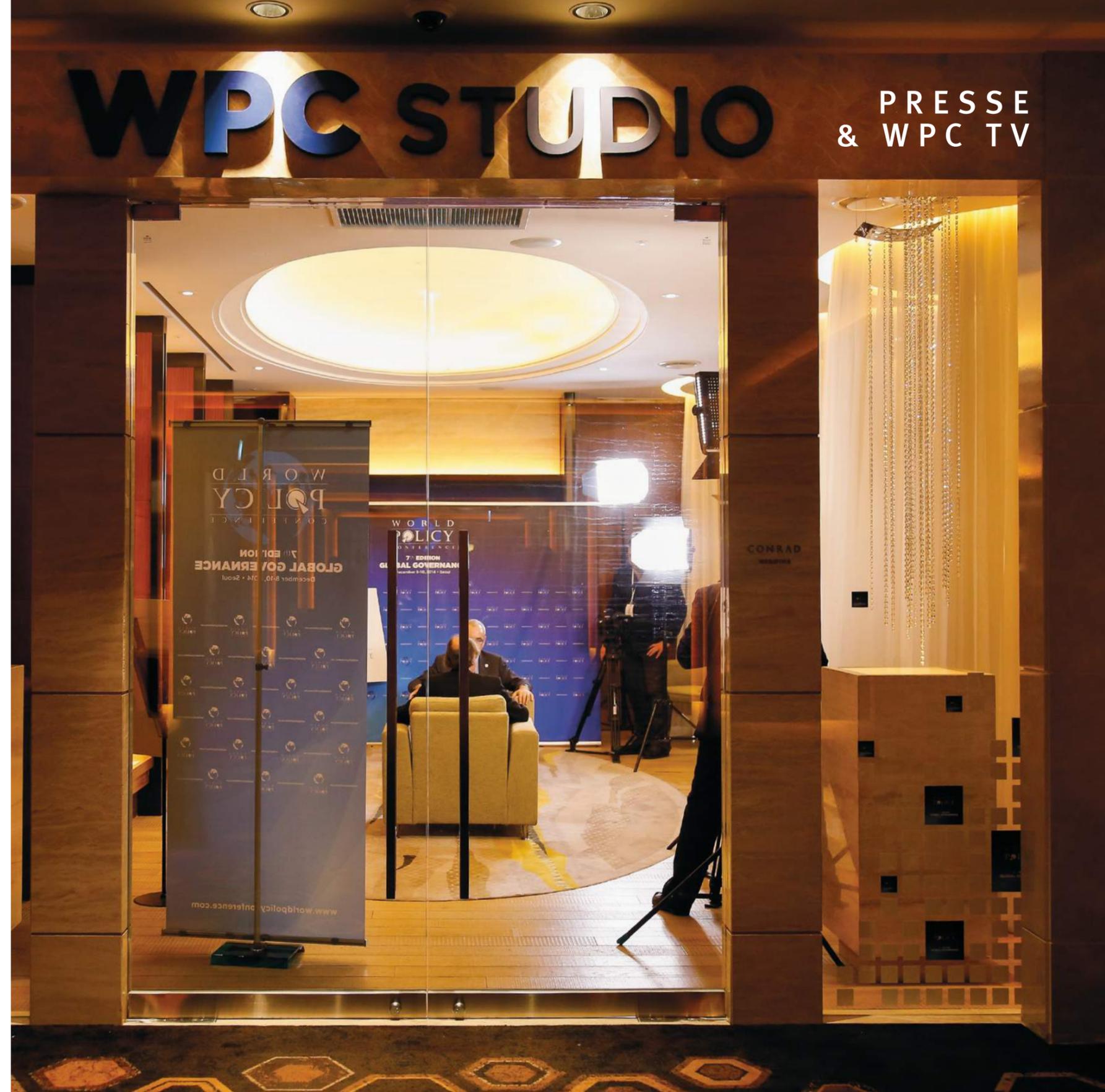
Depuis la première World Policy Conference organisée à Évian en 2008, la Corée est l'un de nos partenaires les plus importants et le principal en Asie. Rien de surprenant à cela : ce pays est l'une des « puissances moyennes » incontournables de la planète, et porte des valeurs similaires à celles de l'Union européenne. Madame la Présidente, votre diplomatie œuvre à une réunification pacifique de la péninsule et plaide en faveur de la mise en place

de mesures de confiance en Asie orientale (« *Trust Politik* »). Elle préconise également une politique ambitieuse d'ouverture pour l'ensemble du continent eurasiatique. La Corée est un membre actif essentiel des plus grandes institutions internationales et a organisé avec succès la réunion du G20 en 2010.

Madame la Présidente, en acceptant d'ouvrir cette 7^e World Policy Conference, qui est également un club, vous nous avez montré que ce forum et sa vocation sont accueillis favorablement par votre pays. Nous visons à améliorer tous les aspects de la gouvernance globale et régionale, en vue de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et plus respectueux de la diversité des États et des nations. Nous pensons que la sécurité collective et l'équilibre des forces sont des aspects complémentaires et que, même si les grandes puissances doivent endosser une responsabilité spécifique pour faire exister un ordre mondial, celui-ci ne saurait, au XXI^e siècle, impliquer une division de la planète en zones d'influence. À cet égard, les organisations régionales doivent être renforcées dans le cadre des Nations unies. Elles doivent insister sur le rôle des puissances moyennes, comme la Corée, qui sont à la fois désireuses de consacrer des ressources à la stabilité structurelle du système international, au-delà de leurs intérêts immédiats, et en mesure de le faire.

Depuis notre dernière rencontre à Monaco il y a un an, l'état du monde ne s'est certes pas amélioré. L'absence de système régional de sécurité en Asie orientale remet en question la stabilité de la région. Néanmoins, les efforts diplomatiques entrepris en faveur d'un rapprochement entre le Japon et la Chine méritent d'être salués. La reconnaissance de l'existence de désaccords n'entrave toutefois pas la possibilité de progrès sur d'autres questions est indéniablement une avancée positive. Au Moyen-Orient, là où notre civilisation est mise à mal par des forces barbares, une lueur d'espoir laisse entrevoir la possibilité d'un accord avec Téhéran sur les armes nucléaires, qui ouvrirait alors la voie vers une coopération élargie dans une région où le chaos progresse depuis l'avènement soudain de l'autoproclamé « État islamique ». Cette lueur reste toutefois vacillante et les situations politiques intérieures tant aux États-Unis qu'en Iran n'augurent pas d'une avancée majeure. Le terrorisme montre également son visage menaçant en Afrique, où les ravages provoqués par le virus Ebola rappellent aussi que la santé des hommes et le climat sont des facteurs essentiels de la gouvernance globale. L'année 2014 a encore été marquée par la sévère dégradation des relations entre la Russie et l'Occident sur la question de l'Ukraine, avec de multiples conséquences géopolitiques et géoéconomiques, y compris l'affaiblissement du système de sécurité européen construit pendant la Guerre froide. Tous ces éléments appellent une analyse perspicace. La montée du nationalisme et du populisme n'est pas l'apanage de la Russie : c'est une menace potentiellement sérieuse au maintien d'un monde ouvert, notamment en cas de crise économique ou financière majeure.

Cette question ainsi que d'autres, à l'instar des inégalités, seront abordées par cette 7^e World Policy Conference. Il nous appartiendra également de promouvoir une meilleure compréhension de la manière dont toutes ces questions entrent en relation. Plus encore que lors des éditions précédentes, nous adopterons naturellement une perspective asiatique, même si nous ne perdons jamais de vue le fait que l'âme de la Conférence est européenne. En guise de conclusion, j'aimerais rappeler que la World Policy Conference, lors de sa réunion annuelle, qui se tient à échelle humaine, réunit des figures majeures des cinq continents – des dirigeants du monde politique et économique, des représentants de la société civile, des universitaires et des journalistes – dans un climat de confiance et un esprit de tolérance, en vue d'examiner, de discuter et de suggérer des solutions constructives aux principaux défis régionaux et internationaux.



United Kingdom, AFRICA MATTERS LTD., 08.12.14

Speaking on the panel "Africa in a global context" of the World Policy Conference in Seoul, Baroness Lynda Chalker said that Malaysia, South Africa, China and India are the largest developing country investors in Africa, measured by ("FDI").

France, LI OBS, 11.12.2014

Dix-huit mois après l'affaire Snowden, quelles leçons peut-on en tirer pour améliorer la gouvernance mondiale d'Internet et de l'utilisation faites par les gouvernements du «Big data», la collecte massive de données numériques ? Diplomates et chercheurs en relations internationales réunis à l'occasion de la 7e édition de la World Policy Conference, à Séoul, ont bien du mal à trouver un terrain d'entente sur ce sujet.

Switzerland, LE TEMPS, 16.12.14

Le dégage ment des Etats-Unis rend-il la situation internationale plus dangereuse? Le monde était-il plus sûr quand Washington y assumait pleinement son leadership? Ce thème a occupé la World Policy Conference qui s'est tenue au début du mois à Séoul sous la direction de M. Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales.

Russia, MOSCOW STATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL RELATIONS, 12.12.2014

В Сеуле А.Торкунов и А.Панов совместно с заместителем министра иностранных дел России И.Моргуловым приняли участие в работе VII форума «Глобальное управление», организованного влиятельной международной организацией World Policy Conference.

Japan, THE JAPAN TIMES, 08.12.2014

"The establishment of a framework of trust and cooperation in the East Asian region, including the Korean Peninsula, is very important for the whole world to move into a more peaceful and secure future," Park said in a speech at the seventh World Policy Conference.

Japan, 中央日報日本語版, 2014年12月09日

朴槿恵（パク・クネ）大統領は8日、「北東アジア多者協力のためには、独特の役割と地位を有している韓日中がまず協力することが重要だ」とし「韓国政府は近いうちに韓日中の外交長官会議を基礎に、3国間の首脳会談ができるように努力していこうと思う」と話した。第7次世界政策会議（WPC: World Policy Conference）開幕式の基調演説でた。

Korea, THE ESEOUL POST, 09.12.2014

박근혜 대통령은 8일 제7차 세계정책회의(World Policy Conference)에 참석하여 기조연설을 통해 '글로벌 거버넌스' 개선을 강조하고, 한반도 통일이 세계 인류의 대박이 될 것이라고 말했다

China, XINHUA, 08.12.2014

"North Korea (DPRK)'s nuclear development is the biggest destabilizing factor in Northeast Asia as well as in the divided Korean Peninsula, posing a serious threat to world peace," Park said during a keynote speech at the World Policy Conference forum held in central Seoul.

China, 国际新闻与传播学院 时间: 2014-12-17

第七届世界政策大会(The World Policy Conference)在韩国首尔召开，韩国总统朴槿恵致开幕词。我校国际新闻与传播学院教授刘琛作为国内唯一受邀学者参加大会并作了题为“中国走向全球化”的发言。

Philippines, PHILSTAR, 09.12.2014

Security in East Asia remains "brittle," highlighting the need for continued dialogue among countries in the region and the participation of the United States (US), speakers at an annual policy forum said on Monday. "The reality is, (the situation) is brittle. There is a possibility of accidents," said Richard Haas, president of the Council on Foreign Relations, at the 7th World Policy Conference.

Serbia, CIRSD, 09.12.14

The President of the Center for International Relations and Sustainable Development (CIRSD) Vuk Jeremić is participating in the traditional annual World Policy Conference, held in Seoul between December 8th and 10th. The conference was officially opened with remarks from South Korea's President Park Geun-Hye.

Canada, CANADIAN INTERNATIONAL COUNCIL, 12.12.2014

This week, policymakers, business leaders, academics, civil society representatives and journalists from all five continents gathered in Seoul for the 7th annual World Policy Conference. Launched in 2008, this conference has grown into one of key venues for conversation on global governance.

United States, GLOBAL POST, 11.12.2014

Launched in 2007 by the IFRI, a French research institute, the 7th World Policy Conference brought together some 300 prominent figures including political and business leaders, and civil society figures to discuss a set of global issues such as security in Asia and Europe, and climate change. The WPC session in Seoul was the first to take place in Asia.

Spain, RACEF, 15.12.2014

Entre los participantes de la séptima edición de la World Policy Conference (WPC) se encontraban Geun-hye Park, Presidenta de la República de Corea, país anfitrión; el Príncipe Turki Al Faisal, Embajador de Arabia Saudí en Estados Unidos; Jean-Claude Trichet, ex Presidente del Banco Central Europeo; Pascal Lamy, ex Director general de la Organización Mundial del Comercio; Robert Gates, ex Secretario de Defensa de Estados Unidos.

Turkey, HABERLER, 10.12.2014

Bakanlıktan yapılan açıklamaya göre 7. Dünya Politika Konferansı (World Policy Conference-WPC) 8-10 Aralık'ta Güney Kore'nin başkenti Seul'de gerçekleştirildi. Konferansta Türkiye'yi temsil eden Ceylan, ülkenin son 10 yılda edindiği kalkınma tecrübesiyle ilgili katılımcılara bilgi verdi.

Arabian Peninsula, ALTAGREER, 11.12.2014

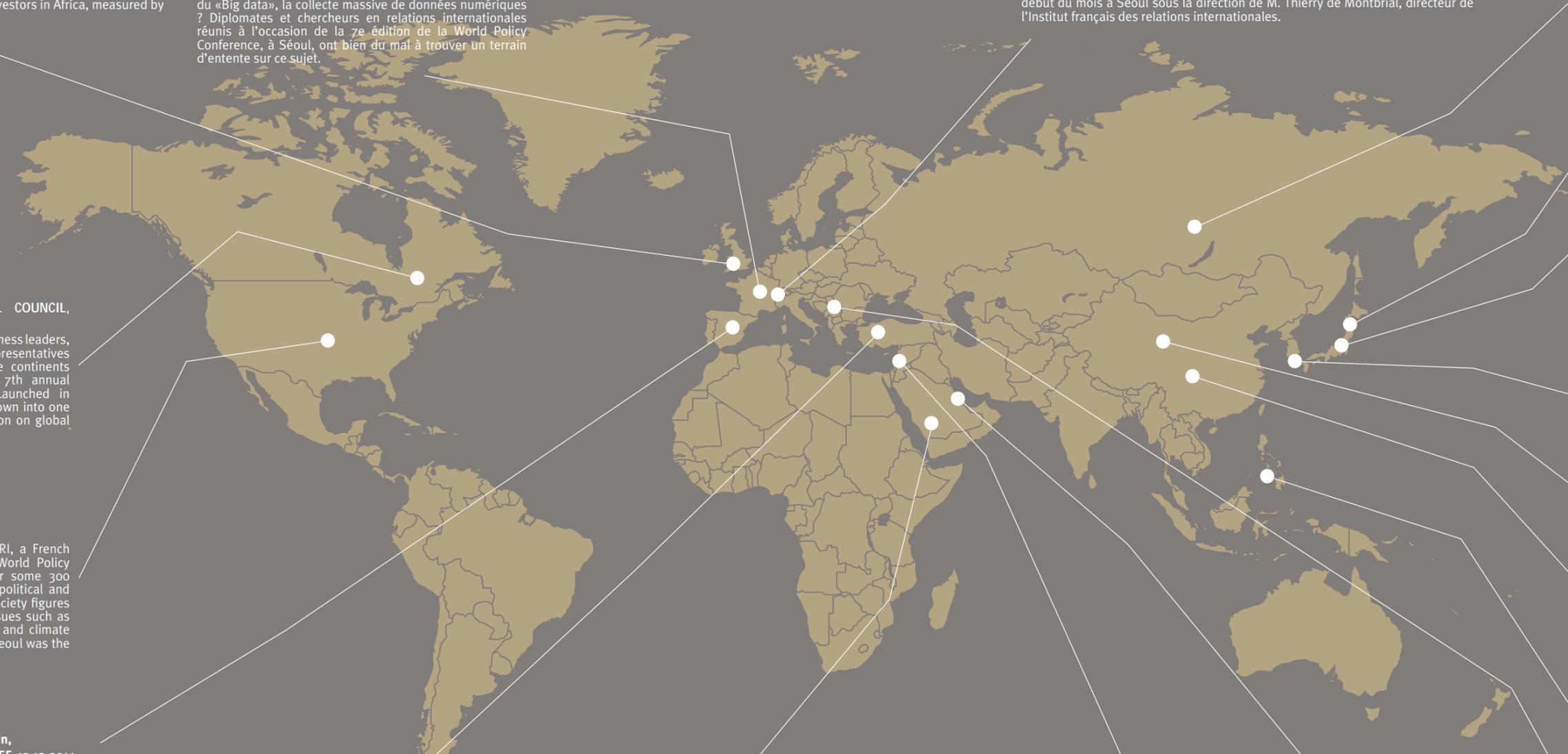
يف عويس ال اذه كراش ي وئلا لصيفلا يكرت برحلا نم دالب فقوم نع دنومول ل حرص لوييس ناريا انمو فيم السالا قلودل انض

Lebanon, L'ORIENT-LE JOUR, 12 .12.2014

La situation actuelle au Moyen-Orient ainsi que la place grandissante qu'occupe l'Asie dans le nouvel ordre mondial – dossiers liés à l'actualité internationale – ont été au centre de la 7e édition de la World Policy Conference (WPC) qui s'est tenue du 8 au 10 décembre à Séoul.

Qatar, QATAR NEWS AGENCY, 08.12.2014

"The South Korean government will make efforts to ensure a trilateral summit can take place based on the meeting of their foreign ministers in the near future," Park Geun-Hye said in a keynote speech at the World Policy Conference, an annual international meeting, in Seoul.



S.A.R. le Prince Turki Al-Faisal

Les problèmes du Moyen-Orient sont traités sous l'angle de la gestion de conflit plutôt que de la résolution de conflit. [...] On l'observe en Syrie, le monde accepte l'assassinat de plus de 200 000 syriens car désormais le conflit est confiné à la Syrie. Même chose en Irak. Depuis l'invasion américaine, le monde est d'accord pour accepter l'Irak tel qu'il est aujourd'hui : des ethnies et des sectes qui s'affrontent. Pour chacun de ces problèmes, il existe pourtant une solution.

Lamy, Pascal

La mondialisation se poursuit parce que la force qui l'anime – qui est essentiellement le changement technologique – existe et persistera. La mondialisation, comprise comme l'ouverture de marché, n'est rien d'autre que la courroie de transmission de ce changement technologique. [...] La question est de savoir si cette mondialisation constitue un problème ou une solution. Dans certaines conditions, qui ne sont pas remplies partout, la mondialisation est plus du côté de la solution.

Kiviniemi, Mari

Les inégalités ont également un impact sur la croissance. Si elles continuent d'augmenter au même rythme que pendant les 30 dernières années, nous allons perdre 8 % de croissance du PIB dans les pays de l'OCDE dans les 25 prochaines années. C'est beaucoup quand les taux dans l'économie globale ne s'annoncent pas très élevés.

Amrani, Youssef

Aujourd'hui, l'intégration régionale doit être une priorité pour les pays africains afin de connecter l'énergie et les réseaux de transport et élaborer un avenir commun sur la base d'une prospérité partagée. À terme, ce qui importe c'est le nombre d'emplois que l'on pourra créer pour les habitants de la région.

Morgulov, Igor

L'isolement n'est absolument pas possible. Nous traversons une période de grande transformation des relations internationales. Le monde unipolaire appartient au passé. Impossible d'en douter. Nous assistons à l'émergence d'un nouveau système multipolaire des relations internationales. Aucune doctrine Monroe ne peut être appliquée par la Russie dans ce nouvel ordre mondial multipolaire.

Yu, Myung-Hwan

Par le biais de l'Initiative eurasiatique, la Corée du Sud cherche à accroître les liens entre l'Europe et l'Asie extrême-orientale. [...] À cette fin, nous devons avoir plus de contacts avec les pays d'Asie centrale, négligés par le passé en raison d'obstacles religieux et idéologiques. Nous voulons connecter le chemin de fer coréen au chemin de fer transsibérien. [...] Même avant toute réunification, nous pouvons conclure un accord avec la Corée du Nord pour pouvoir utiliser son réseau de chemin de fer afin de connecter le chemin de fer sud-coréen et le chemin de fer transsibérien.

Sheetrit, Meir

Paradoxalement, l'ascension de l'État islamique constitue une très bonne raison pour que chacun soutienne avec encore plus de force la solution de deux États pour deux peuples. En fait, au Moyen-Orient, la plupart des pays arabes luttent contre l'Islam radical à l'instar de ce que nous faisons depuis des années. Si nous pouvions résoudre le problème palestinien, nous pourrions nous retrouver dans une coalition avec tous les pays arabes, unis pour lutter contre le terrorisme.

Védrine, Hubert

Depuis la fin de l'Union soviétique, les Occidentaux ont, dans l'ensemble, fait preuve d'un affligeant manque d'intelligence, dans les relations avec la Russie globalement, et dans l'affaire ukrainienne en particulier. [...] L'accumulation des sanctions était sans doute inévitable, mais elle nous a menés à une impasse absurde. [...] Les dirigeants et les responsables devraient se demander comment sortir de cette situation par le haut et pas simplement s'enfermer dans les sanctions.

Wu, Jianmin

La Chine est perturbée par les déclarations répétées de l'Administration américaine sur les alliances militaires. [...] À mon avis, celles-ci appartiennent au passé. Nous devons développer des coopérations mutuellement bénéfiques pour que le socle de la relation entre la Chine et le reste du monde s'élargisse de plus en plus. [...] La Guerre froide est terminée. Nous devons nous adapter aux nouvelles réalités du monde actuel.

Montbrial, Thierry (de)

Même si de nombreuses personnalités asiatiques sont venues aux réunions précédentes, il était important de se réunir, pour la première, fois en Asie. La Corée était un choix idéal car elle correspond très précisément à la définition de *puissance moyenne* dont nous parlons depuis la première édition de la WPC.



WORLD POLICY CONFERENCE
7th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
December 8-10, 2014 • Seoul

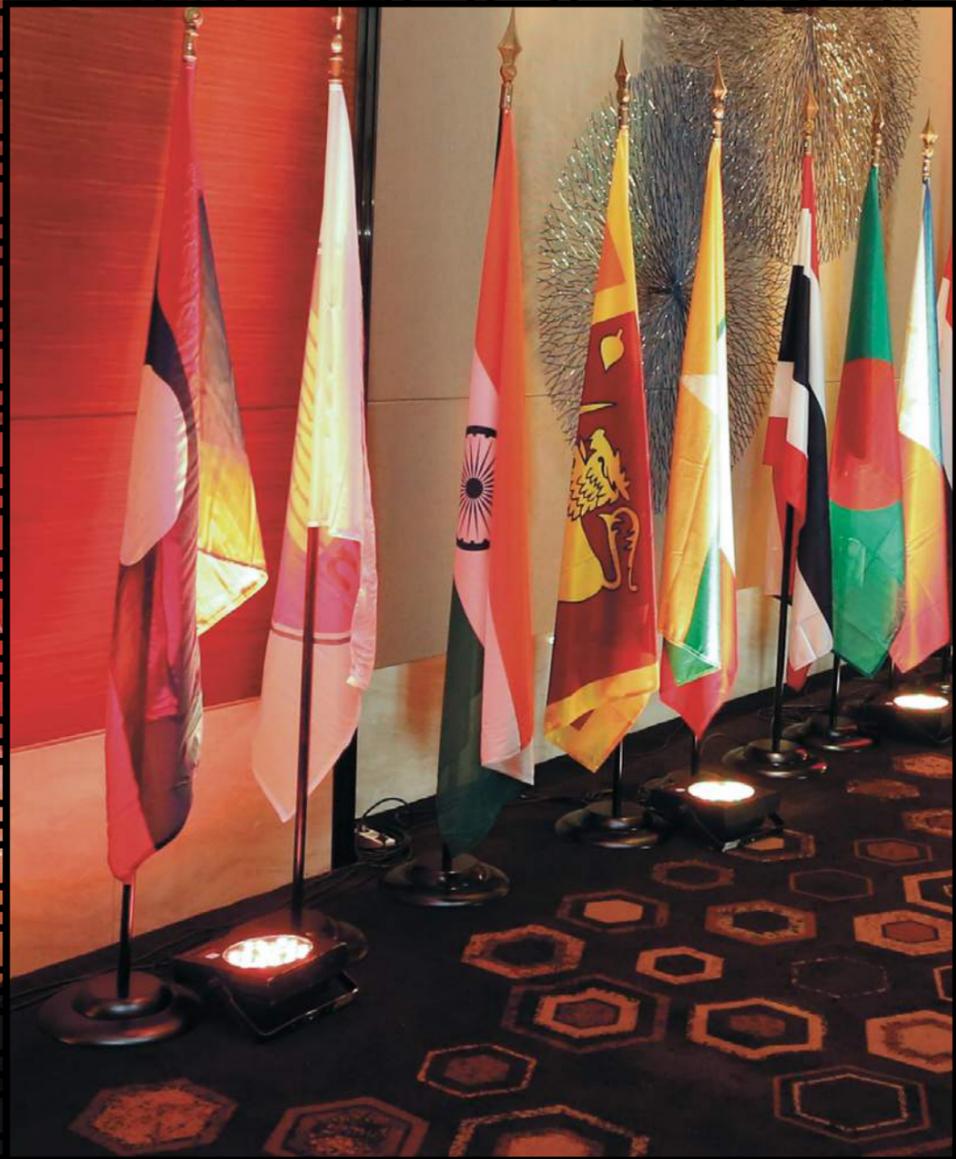
OCPC POLICY CENTER PONGSAN
TOTAL

Capgemini EFG FKI THE FEDERATION OF KOREAN INDUSTRIES
KITA KOREA KF FOUNDATION LAFARGE

AIRBUS AIRFRANCE KOGAS KOREAN AIR Kookmin Bank vtb

MEDIA PARTNERS
التجسس LesEchos Forbes International New York Times 매일경제
LOBS The Economist

www.worldpolicyconference.com



PARTENAIRES
& ORGANISATION



Partenaires

- OCP Policy Center
- Poongsan
- Total
- Capgemini
- EFG
- FKI
- Fondation Latsis
- Kita
- Korea Foundation
- Lafarge
- Airbus Group
- Air France
- AXA
- Exim Bank
- Grampet Group
- Korea Foundation for Advanced Studies
- Kogas
- Korea Air
- Renault Nissan
- Vimetco



Médias

- An-Nahar
- Les Echos
- Forbes Asia
- International New York Times
- Maeil Business
- Le Nouvel Observateur
- L'Orient le Jour
- Radio Classique
- RFI
- Thomson Reuters Foundation





Institut français des relations internationales

Créé par Thierry de Montbrial en 1979 sur le modèle des *think tanks* anglo-saxons, l'Ifri (Institut français des relations internationales) est en France le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri est classé au 20^e rang des 100 *think tanks* les plus influents au monde par le *Global Think Tank Report 2014* de l'université de Pennsylvanie.

La recherche *policy oriented* de l'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les grands événements internationaux. Elle s'adresse prioritairement aux décideurs politiques et économiques, aux milieux académiques, aux leaders d'opinion ainsi qu'aux représentants des sociétés civiles.

L'Ifri réunit une trentaine de chercheurs français et étrangers, venus d'horizons disciplinaires variés, et répartis dans 12 unités de recherche sur des questions régionales : *Europe, Russie/NEI, Asie, États-Unis, Magreb, Afrique subsaharienne, Turquie et Moyen-Orient* ainsi que sur des thématiques transversales : *Sécurité et affaires stratégiques, Énergie, Espace, Migrations et Citoyenneté*.

Les travaux et les débats de l'Ifri trouvent écho dans deux publications de référence – la revue trimestrielle *Politique étrangère* et le rapport *RAMSES* – ainsi que dans une série de collections numériques. L'Ifri publie ses analyses en plusieurs langues : *français, anglais, allemand, russe*.

Le site Internet www.ifri.org est aujourd'hui le premier support de diffusion des débats, travaux et études de l'Ifri. L'Ifri est présent sur *Facebook, Twitter, Google+ et LinkedIn*. Plus de 300 vidéos sont disponibles sur Dailymotion.

L'Ifri organise chaque année plus de 100 conférences et débats à Paris et à l'étranger, une vingtaine d'événements internationaux, ainsi que de nombreux *workshops* et séminaires. L'Ifri accueille de nombreuses hautes personnalités françaises et étrangères, dont plusieurs chefs d'État et de gouvernement.

L'Ifri est présent à Bruxelles par son bureau – *Ifri Bruxelles* – ouvert depuis mars 2005, interface active entre Paris et Bruxelles. Sa mission est d'enrichir le débat européen à Bruxelles et de porter la contribution de l'Ifri auprès des instances européennes.

W P C

Thierry de Montbrial
Fondateur et président

Nicolas de Germay
Vice président

Song-Nim Kwon
Directeur exécutif

Florent de Chantérac
Producteur exécutif

Guillaume Foucault
Relations presse

Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction éditoriale

Song-Nim Kwon

Crédits photos

CLASH VISUEL © Bahi et © Christophe Peus

Réalisation

World Policy Conference, Paris

Imprimé en France – Mars 2015

Tous droits réservés

ISBN : 978 - 2 - 36567 - 356 - 3





www.worldpolicyconference.com
www.worldpolicyconferencetv.com
www.ifri.org